

283 a 5

LETTRÉS ET NEGOCIATIONS DE M. VAN HOEY: *K* AMBASSADEUR A LA COUR DE FRANCE.

Pour servir à l'Histoire de la Vie du
Cardinal de Fleury.

Da pacem, Domine, in diebus nostris.

A LONDRES;
Chez John Nourse à l'Agneau, près du
Temple Bar.

M. DCC. XLIII.





LE LIBRAIRE *au Lecteur.*

RIEN de plus à la mode ; & depuis un tems immémorial , que des Avertissements ou des Préfaces. Un Ouvrage est-il tant soit peu obscur ? Il lui faut nécessairement une Préface des Notes , un Commentaire. Est-il sujet à caution , & l'Auteur malgré une dose d'amour propre plus ou moins grande dont il ne peut manquer d'être entiché , craint-il que le Public ne lui ajoute pas foi entiere , & ne révoque en doute sa véridicité ?

*

Vite

ii Au Lecteur.

Vite une Préface pour masquer un Roman en Histoire , c'est alors que l'Auteur s'efforce de vanter sa marchandise , & de se faire passer pour très-véritable & très-sincere. Un grand , un ministre d'Etat a-t-il payé le tribut à la nature ? Ses funérailles sont à peine finies , le bucher fume encore , qu'on publie & souvent en plus d'un endroit , des Mémoires pour servir à son histoire ; & plus grand est le rôle , qu'il a joué sur le vaste théâtre du monde à la Cour & à l'Armée , plus intéressantes , plus curieuses , souvent même plus scandaleuses sont les anecdotes

dotes : plus nombreux sont les Mémoires qu'on présente pour dévoiler sa politique , sa conduite particulière , & presque toujours on fait entrer du mystere & du merveilleux dans les choses les plus naturelles , & les évenemens les plus ordinaires.

Quoique ces Lettres & Négociations soient quelque chose de si différent de ces sortes d'ouvrages , cependant j'ai cru devoir les faire précéder d'un avertissement : ne fut-ce que pour faire mes excuses à S. Ex. M. Van Hoey , d'osier publier ses lettres & négociations sans sa permission ; mais un Lord

* ij non

iv Au Lecteur.

non moins respectable par l'éclat de ses vertus que par celui de sa très-illustre naissance, & le rôle brillant dont il n'est redévable qu'à son mérite personnel , m'ayant fait remettre ces pieces avec ordre de les imprimer , il m'a fallu obeir.

Il seroit fort à souhaiter pour le Public , & même pour l'honneur de ma presse, que j'eusse pu recevoir un plus grand nombre de ces morceaux si interressans , lesquels ce Lord recherche & ramasse avec grand soin. En attendant j'ai cru que le Public verroit avec plaisir cette brochure.

Un Ambassadeur , personnage

nage d'un génie supérieur ,
politique consommé, zélé pour
le maintien du gouvernement
présent de sa République &
en particulier pour celui de la
Hollande sa chere patrie , ar-
dent partisant de la liberté ,
craint qu'elle ne fasse naufrage
dans les troubles , & qu'elle
ne soit étouffée dans les flammes
d'une nouvelle guerre , dans
laquelle on presse sa Républi-
que d'entrer ; & comme on
n'oublie rien pour y réussir , &
l'entraîner malgré elle . S. Ex.
M. Van Hoey ne perd aucune
occasion de détourner ses
Maîtres de prêter l'oreille aux
chants de la syrene , & de les
* iij empê-

vj Au Lecteur

empêcher de faire un pas critique , d'où il ne seroit pas si facile de retourner en arriere. Tel est son système , d'ailleurs conforme à ses instructions , & aux négociations qu'il manie depuis si long-tems dans une Cour où il s'est fait estimer & cherir du feu cardinal de Fleury, du R. T. C. lui-même , & de ses autres Ministres. Ainsi , qu'y a-t-il de plus naturel que la conduite & la politique de cet Ambassadeur , qui croit remplir son devoir , & rendre de véritables services aux Etats Généraux , ses Maîtres, en leur envoyant des relations contre les bonnes inten-

intentions de l'Angleterre &
des Anglois ?

Les Ministres de la Cour de France , à qui ce système convient si fort , n'oublient rien pour entretenir cet Ambassadeur dans ces idées ; & c'est à quoi tendent toutes les conversations qu'il a avec M. le Cardinal de Fleury , M. Ame lot & autres , desquelles il ne manque pas de faire des rapports favorables à la Cour de France , & de les soutenir de ses propres réflexions .

D'un autre côté cette conduite déplaît quelque fois à cet Etat , au point *qu'ils y trouvent des réflexions peu décentes ,*

* iiij non-

vijj *Au Lecteur.*

non-seulement sur la conduite des
Alliés de la République, mais
encore sur la conduite & les dé-
libérations de l'Etat même (1).
Mais M. l'Ambassadeur ne
change point pour cela de sy-
stème, ni d'idées. Il prétend,
& soutient, (2) qu'il a droit de
parler, qu'il le doit même, &
veut encore qu'on lui sache
gré de son zèle & de ses avis.
Enfin ses Maîtres lui défen-
dent de joindre ses propres
réflexions à ses relations (3).

Cependant la Reine d'Hon-
grie & les Alliés de cette Prin-
cessé ne font que des efforts

(1) Voyez pag. 182.

(2) Voyez pag. 183. & suivantes.

(3) Voyez pag. 221. & suivantes.

im-

impuissans auprès des Etats Généraux & de leurs Ministres , pour engager leur République à garantir les armes à la main l'exécution de la Pragmatique Sanction. En vain la Cour de Londres & la Nation parlent , agissent & consument leurs trésors pour susciter de nouveaux défenseurs à cette Princesse , & l'empêcher de succomber sous ses ennemis. En vain l'Angleterre travaille-t-elle à faire entrer ses voisins dans les vues du bien public , & à assurer l'équilibre en Europe. L'Angleterre parle , agit , négocie inutilement avec des voisins au-

* v quels

x Au Lecteur.

quels l'entretien du commerce,
de la navigation , & de l'amitié
avec la France tient lieu de
tout.

Comme je suis persuadé que
le Public ne manquera pas de
faire un accueil favorable à cet
ouvrage , je compte qu'il re-
cevra avec la même satisfa-
ction *le recueil de pieces secrètes*
& *interessantes* , touchant la
fameuse question , *Si les Provin-*
cies-Unies sont obligées de remplir
la garentie qui résulte du Trai-
té de Vienne de 1731. quoique
la Cour de Vienne n'y ait point
satisfait : Et dont je distribue
actuellement le tome pre-
mier.

LETTRES



LETTERS

DE

M. VAN HOEY,
AMBASSADEUR DE L. H. P.

A.

M. FAGEL

LEUR GREFFIER.

MONSIEUR,

Mercredi dernier j'eus l'honneur
de voir à Marly M. le Cardinal,
qui entama la conversation, en me
disant que M. le Marquis de Fene-
lon avoit envoyé à la Cour une

A

autre résolution de L. H. P. prise de concert avec S. M. Britannique , au sujet des instances de la Reine de Boheme pour être secourue. Il me dit qu'il avoit trouvé cette dernière résolution assez conforme à celle dont je lui avois fait part quelques jours auparavant , ajoutant qu'il étoit informé que , suivant toute apparence , L. H. P. prendroient une troisième résolution sur le même sujet.

Je répondis que la résolution que M. le Marquis de Fenelon avoit envoyé étoit celle que j'avois déjà annoncé auparavant à S. E. & que , suivant ce qui m'étoit revenu , la raison pourquoi elle avoit suivi de si près la communication que je lui avois faite en confidence du sujet des fréquentes conférences tenues avec M. Trevor , étoit vraisemblablement que les délibérations de L. H. P. avoient été poussées jusqu'à la conclusion beaucoup plutôt qu'on n'avoit pu prévoir ; & au reste , que je n'avois aucune con-

noissance d'une troisième résolution
qui concernât cette matiere.

Après cela je tâchai de découvrir ce qu'on doit attendre de l'esprit pacifique de cette Cour , pour éteindre le feu de la guerre allumée si violemment en Silésie; mais S. Em. ne me donna pas de réponse directe. Elle réitera seulement ses plaintes sur les mouvemens que l'Angleterre se donne pour susciter des ennemis à la Couronne de France , & former une puissante ligue contre elle ; ce qui obligeoit la France à ne penser uniquement qu'à sa propre défense & à sa sûreté , & par conséquent l'empêchoit de se mêler des affaires des autres. Il ne manque pas ici de donneurs de conseil , qui tâchent de faire comprendre à cette Cour que les Anglois ont parfaitemenr réussi à donner à plusieurs Puissances de la jalousie & ensuite de la haine & de l'aversion pour elle , & que le véritable dessein de l'Angleterre est d'attirer à elle le Roi de

(4)

Pruſſe de quelque maniere que ce soit. D'où ils tirent la conclusion que l'intérêt de la France est de ménager ce Prince , & de ne pas faire cesser les troubles qui sont ailleurs , puisque tant que la mauvaise disposition à l'égard de la France sera si générale , il n'y a rien qui puisse mieux assurer son repos , que la division entre les autres Puissances.

On est ici extrêmement embarrasſé au ſujet de l'Amérique Espagnole , parce que l'on voit clairement que l'Espagne , & la France réunies , ne font pas assez puiffantes pour fe maintenir long - tems contre les forces supérieures de l'Angleterre ; & parce qu'il est certain , que regardant la conquête de l'Amérique par l'Angleterre comme une perte inestimable pour la France , il n'y a rien qu'on ne tente pour prévenir un ſi grand malheur.

Enfin , je suis toujours de plus en plus dans l'opinion que le ſalut de l'Europe conſiste uniquement en

ce que l'Angleterre fasse quelque démarche réelle pour rétablir l'amitié avec la France ; & je suis toujours plus fortement persuadé que les suites de cette démarche seroient aussi heureuses que j'ai eu l'honneur de le marquer plusieurs fois ; mais il n'y a point de tems à perdre , puisque par les mesures opposées que l'on pourroit prendre des deux côtés , il est impossible que les choses restent dans leur entier , & que la rupture n'éclate.

J'ai parlé aussi à M. le Cardinal de la résolution du 12 Avril au sujet des différends avec le Danemark ; & il m'a répondu que non-seulement en cette occasion , mais encore dans toutes celles qui se présenteront , sa Cour fera voir combien véritablement la tranquillité de la République lui tient à cœur.

M. le Marquis d'Antin est trépassé de mort naturelle ; ainsi le bruit répandu qu'il avoit été mor-

(6)
tellement blessé en duel se trouve-
roit sans fondement.

Je suis , &c.

Paris le 5 Mai 1741.

LETTRE
du même au même.

MONSIEUR,

Mardi étant à Versailles , j'eus l'honneur de voir M. le Cardinal & M. Amelot , & par la conversation que j'eus avec ces Ministres , je me confirme de plus en plus dans ce que j'ai eu l'honneur de vous mander plusieurs fois de la disposition parfaite de cette Cour , à contribuer par tous les moyens possibles à ce qui peut tranquilliser cet Etat , augmenter & affermir l'amitié entre les deux Nations.

Le long retardement des nou-

velles des succès que peuvent avoir eu les Anglois devant Carthage, est cause que le Public se flatte ici de plus en plus de l'espérance que cette Ville résistera à leurs efforts ; mais la Cour est toujours dans les mêmes craintes , & continue d'appréhender de la maniere la plus forte , les suites dangereuses des entreprises des Anglois sur les Indes Espagnoles.

Il me paroît toujours que , comme l'on suppose ici que le grand objet de la politique des Anglois se réduit à présent à pouvoir réussir dans ladite entreprise , toutes les pensées de la Cour de France tendent uniquement à la faire échouer ; & que comme pour cette fin on tâche par quelque diversion de ce côté , à mettre l'Angleterre hors d'état de l'exécuter , on s'applique du côté de l'Angleterre à empêcher la France d'y faire quelqu'opposition considérable.

La chose étant telle , & trop visible pour pouvoir laisser aucun

lieu d'en douter après tant de marques évidentes des intentions des deux Cours , il s'ensuit que l'on ne peut assez prendre à cœur la pacification entre l'Espagne & l'Angleterre ; cette œuvre étant devenue indispensable pour faire réussir le projet du rétablissement du repos de l'Europe.

On m'entretient encore , & souvent des motifs touchés dans plusieurs de mes précédentes , & particulierement dans celle du 9 du courant , lesquels font juger ici que L. H. P. devroient se charger de ce grand & important Ouvrage , & l'avancer avec tout le zéle possible.

Je ne laisse pas d'alléguer les avanies que les Espagnols font aux sujets appartenans à des Sujets de l'Etat , & les plaintes légitimes qu'il est fondé à en faire contre l'Espagne.

La réponse que je reçois là-dessus , est que l'on est fort éloigné de vouloir justifier la conduite du

gouvernement Espagnol , puisqu'on n'y a pas plus de ménagement pour la Nation Françoise. Mais qu'il faut considérer , que ce n'est là qu'un mal passager & réparable au principal ; au lieu que si les Anglois venoient à bout de se rendre maîtres de l'Amérique Espagnole , ou bien de son commerce , ils couperoient absolument les nerfs & les arteres à cette Nation aussi - bien qu'à la Nôtre.

On ajoûte que nous trouverons nécessairement une réparation solide de nos griefs dans le succès des louables efforts que L. H. P. employeroient dans cet ouvrage de pacification , & que par le même moyen , il y seroit pourvû pour l'avenir ; & qu'en tout cas L. H. P. peuvent y travailler avec sûreté , puisqu'il y a de la gloire à acquérir , & qu'il n'en scauroit résulter aucun préjudice.

On se rappelle aussi la vigilance que L. H. P. ont marquée ci-devant durant la grande guerre , & à

la paix d'Utrecht & leur attention à empêcher les Anglois d'attenter sur l'Amérique Espagnole , comme aussi la jalousie que la République témoigna des avantages qu'ils auraient voulu stipuler en faveur de leur commerce dans ces endroits. Desorte que quand la Cour de France compare cette politique avec l'indifférence que L. H. P. font paroître présentement , que les Indes Espagnoles se trouvent dans un péril évident & manifeste d'être subjuguées totalement par les Anglois , on en infere que la Cour de Londres détourne l'attention de L. H. P. en leur peignant d'autres dangers , ou en les flattant de l'espérance d'une partie des conquêtes , ou enfin en les amusant de promesses spacieuses de n'avoir que des vûes modérées.

A quoi la Cour de France croit ne pouvoir opposer autre chose si non de s'efforcer de dissiper , par toutes sortes de voye , la chimere des desseins ambitieux que l'on met

sur le compte de cette Couronne ; par le moyen desquels l'Angleterre cherche sans cesse à effrayer la République ; & l'on souhaite d'autant plus ici d'y pouvoir réussir , que la dissipation inutile des forces de l'Etat , l'accroissement des méfiances entre les deux Nations , & enfin la rupture du lien de leur amitié mutuelle , (toutes suites nécessaires & fatales de ces soupçons conçus mal-à-propos) ne sçauroient être évités d'une autre maniere . Car , pour ce qui regarde les deux moyens susdits par lesquels l'Angleterre voudroit intéresser la République dans ses entreprises sur l'Amérique , ou du moins détourner son attention , l'on ne sçauroit se figurer ici que l'Etat veuille se mettre , pour ainsi dire , en société avec le Lion & chasser avec lui , ni qu'il soit possible d'imaginer aucun autre moyen par lequel le commerce général desdites Indes , tant pour l'Etat que pour toutes les Nations , puisse être assuré autrement qu'en

mettant fin à cette guerre entre l'Espagne & l'Angleterre , sous des conditions , par lesquelles d'un côté le commerce frauduleux fut bridé , autant qu'il seroit possible , & de l'autre les Nations intéressées pourroient sans crainte faire voile vers leurs Colonies.

Au reste , l'on est toujours ici dans l'idée que l'égalité de toutes les Nations , dans ce commerce , seroit le seul moyen de les en faire jouir toutes tranquillement ; puisque cette égalité seroit le fruit d'une garantie naturelle & nécessaire d'une Nation pour l'autre , la cause de l'une devenant absolument la cause de l'autre , & par conséquent la cause commune de tous . Au lieu que le desir d'être avantagé pardessus d'autres Nations , doit nécessairement produire la rupture de cette garantie naturelle , de même que plusieurs autres effets préjudiciables à tous .

Je ne puis me dispenser d'ajouter encore ce que M. le Cardinal m'a

(13)

dit dans la dernière conversation.
» Les Anglois , dit ce Ministre ,
» ont tort de me croire leur enne-
» mi. Il ne tient qu'à eux d'avoir
» des preuves réelles du contraire.
» Qu'ils se mettent pour un mo-
» ment à notre place , & qu'ils
» agissent envers nous comme ils
» prétendroient justement que nous
» en usussions avec eux en pareille
» occasion.

Je suis , &c.

Paris le 23 Juin 1741.



LETTRE

Du même au même.

MONSIEUR ,

Mardi passé j'ai vû M. Amelot
ici , le Roi ne se trouvant point ce
jour-là à Versailles ; & quoique

S. E. ne me dit point directement que la Cour de France avoit une copie , ou du moins un précis de la résolution de L. H. P. du 19 du mois passé , en réponse aux propositions faites par le Lord Stair , je me suis néanmoins apperçu que cela est .

Il m'a paru encore à cette occasion , que comme on ne souhaite rien tant ici que de parvenir à ce qui pourra affermir & assurer la bonne amitié entre les deux Nations , il auroit été , & seroit encore très-agréable , que L. H. P. trouvassent bon , pour lever toute défiance , de fermer tout - d'un-coup la porte aux propositions que font les Anglois pour entraîner la République dans une guerre contre cette Couronne. Car connaissant ici le grand intérêt qu'a l'Angleterre d'y parvenir , afin de faciliter ses vûes , on est persuadé qu'elle se mettra , pour ainsi dire , en mille postures & plis , & ne négligera rien pour suborner enfin la

République , & la faire donner dans ses idées.

Vous sçavez , Monsieur , que de ce côté-ci , on juge que la mésintelligence entre la République & cette Couronne est le moyen le plus propre pour l'Angleterre pour parvenir à son but , & que , pour cette fin , on ne pourra assez éviter de part & d'autre tout ce qui sera capable d'y contribuer.

En attendant , la résolution de L. H. P. est regardée ici dans le Public , & parmi les Ministres Etrangers , comme tout-à-fait négative. Desorte qu'un chacun ne sçauoit assez exalter la haute sagesse de L. H. P. au milieu de tant de tentatives , ni les louer dignement de ce qu'elles embrassent avec tant de fermeté la paix , ce bien si cher , & de ce qu'elles continuent d'en faire recueillir à leurs Sujets les agréables fruits , pendant que presque toute l'Europe se trouve ravagée , & ruinée par les armes , & que le reste se ressent de

ce fleau , quoiqu'un peu plus lé-
gèrement.

Une personne de distinction , de
beaucoup de jugement , & fort
portée pour la République , du-
quel j'ai cru nécessaire de rapporter
plus d'une fois à L. H. P. les sen-
timens , me parla il n'y a que quel-
ques jours de la susdite résolution ,
en me disant qu'il croyoit ferme-
ment qu'il étoit inutile de vouloir
engager la République dans une
guerre , pour le maintien de l'é-
quilibre , puisque cet équilibre ,
à l'égard de la République , par
l'état où se trouvent présentement
les affaires , est monté à son plus
haut période , autant que cela se
puisse , humainement parlant , &
que les deux Puissances voisines qui
peuvent donner quelqu'ombrage à
la République , sçavoir la France
& la Prusse , ont toutes les deux un
égal intérêt d'empêcher que l'une
ou l'autre ne s'agrandissoit . Encore
moins souffriroient-elles que ce fût
aux dépens de l'Etat , qui est une
barrière

barrière commune pour toutes les deux ; sur quoi il concluoit , que la République devoit faire d'autant plus de fonds sur l'amitié des deux Puissances , que leur propre intérêt portoit nécessairement à vivre dans une parfaite harmonie avec elle. A quoi il ajoutoit encore pour finir , que la bonne intelligence entre la France & l'Etat , étoit le seul contre-poids pour soutenir la balance de la navigation libre , & du commerce. Mais , lui répondis-je : » Que pourra faire la République en cas que la France & la Prusse fussent d'accord pour s'en rendre maîtres ?

Il me répondit 1°. par une autre question , en me demandant qu'aurroit fait la République , si la France & la Maison d'Autriche avoient fait un pareil complot ? 2°. Il s'efforça de me faire comprendre pourquoi un pareil complot étoit tout-à-fait impossible , sçavoir par la différence des Religions dont les Rois de France & de Prusse faisoient

profession , & que ces deux Puissances , sous le prétexte de vouloir travailler à l'agrandissement de la foi , ne pouvoient point s'associer pour songer à des entreprises si dénaturées & si pernicieuses .

M. Amelot m'a dit encore que le même soir de l'action de Fraüenberg , les Autrichiens avoient été chassés du Village de Sahai , & qu'ils s'étoient retirés dans le bois qui est aux environs ; ce qui avoit terminé l'action , & que de-là ils avoient pris sur le champ la route de Budweis .

Il me dit de plus , que M. le Maréchal de Broglio s'étoit rendu maître le lendemain d'une petite Ville appellée Tein , sur la Moldaw , où il y avoit une garnison d'Autrichiens ..

L'Armée de ce Maréchal campe présentement en-deçà de cette Rivière , de l'autre côté de Tein .

L'Armée Autrichienne , sous le Prince Charles de Lorraine , s'est postée à Haber , près de Dui-

(19)

fenbrood , où on dit qu'elle a reçu un renfort de deux Régimens de Cavalerie & de deux d'Infanterie.

Le Duc d'Harcourt se trouvant actuellement avec ses Troupes près de Deckendorff , y a reçu un renfort considérable ; de sorte qu'il est fort supérieur au Comte de Kevenhuller.

Le Maréchal de Belle-Isle est parti deux jours après l'action de Fraüenberg pour se rendre auprès du Roi de Prusse , & si-tôt qu'il fera de retour à l'Armée sur la Moldaw , le Maréchal de Broglio en partira pour aller prendre le Commandement de celle qui est en Baviere.

Je suis , &c.

Paris le 23 Juin 1741.

Bij



INSTRUCTION

*De L. H. P. envoyée à M.
Van Hoey leur Ambassadeur
à Paris.*

MONSEIGNEUR,

Comme l'on est parvenu à avoir une copie fidelle de la résolution que les Etats Généraux ont prise sur les propositions de neutralité que M. le Cardinal de Fleury & M. Amelot ont faites à M. Van Hoey , Ambassadeur de L. H. P. & fur les discours que ces deux Ministres lui ont tenus par rapport aux dispositions où l'on seroit en Hollande d'entrer en guerre contre la France , on en donnera ici le contenu mot pour mot. Il est remarquable que le mot de *neutralité* n'y est point décliné , mais au contraire qu'elle s'y trouve rejettée

tacitement par tout ce que l'on y dit de l'observation de leurs engagements en général , & en particulier de leurs alliances défensives , & sur-tout par la protestation par laquelle l'on finit , en disant : Que L. H. P. sont résolues de contribuer au maintien de leurs alliances , paix & amitié avec la France , *autant que la chose sera praticable.* La résolution est du 19 du courant , & voici ce que L. H. P. y ordonnent à M. Van-Hoey leur Ambassadeur de donner pour réponse.

» Que L. H. P. ont appris , avec
 » une extrême surprise , par la Lettre
 » du 29 Novembre , qu'on pa-
 » roissoit être persuadé en France
 » que L. H. P. sont disposées à
 » entrer dans une guerre générale
 » contre cette Couronne. Qu'elles
 » sont très - satisfaites des efforts
 » qu'il a faits pour détruire une opi-
 » nion si universelle & si peu fon-
 » dée. Qu'elles le chargent de con-
 » tinuer ses soins pour cet effet ; lui
 » ordonnant de ne se point lasser

» d'assurer que L. H. P. sont infi-
 » niment éloignées d'avoir de telles
 » dispositions , & qu'elles ne peu-
 » vent concevoir ce qui peut avoir
 » occasionné un tel soupçon , bien
 » assurées que leur conduite ne peut
 » y avoir donné sujet. Qu'elles pen-
 » sent qu'il est notoire à tout le
 » monde , qu'elles ne désirent rien
 » davantage que la continuation de
 » la tranquillité & de la paix , &
 » qu'elles sont si éloignées de vou-
 » loir y donner la moindre atteinte ,
 » qu'elles souhaitent de tout leur
 » cœur , non-seulement de pou-
 » voir la conserver , mais même de
 » la rétablir là où elle est troublée.

» Que contentes de leurs éta-
 » blissemens , & n'en désirant point
 » du tout l'agrandissement , elles
 » font consister leur véritable inté-
 » rêt dans la conservation de la
 » paix & du repos dont elles jouis-
 » sent , & dans la possession paisi-
 » ble de leurs Etats & Pays.

» Qu'à cette fin elles ont tou-
 » jours eu grand soin d'observer

» saintement les Traités & les en-
 » gagemens qu'elles ont contractés
 » avec S. M. T. C. & continuent
 » d'être dans les mêmes sentimens ;
 » ne pouvant de leur côté que se
 » louer des semblables dispositions
 » où elles ont trouvé la France ;
 » dispositions qu'elles esperent de
 » trouver également dans la suite.

» Que songeant sans relâche à
 » remplir religieusement leurs en-
 » gagemens , & n'en ayant con-
 » tracté aucun qui tende à offenser
 » quelque Puissance que ce soit ;
 » mais ayant seulement fait des al-
 » liances défensives , elles présu-
 » ment généralement que les Puis-
 » sances avec lesquelles elles ont
 » contracté , sont dans de sembla-
 » bles dispositions ; & en particu-
 » lier elles se reposent , ainsi qu'elles
 » l'ont fait jusqu'à présent , sur les
 » Traités qu'elles ont faits conjoin-
 » tement avec la Grande Bretagne
 » & la France en l'an 1717 ; & elles
 » s'attendent & comptent pour
 » chose certaine , que comme de

„ leur côté elles veulent demeurer
 „ exactement dans les termes de
 „ ces alliances défensives ; de mê-
 „ me le cas arrivant qu'elles fussent
 „ obligées de reclamer la foi de ce
 „ Traité , elles en obtiendront , de
 „ la part de la France , l'exécution
 „ entiere & nécessaire à leur défen-
 „ se & à leur sûreté .

„ Que comme la droiture de
 „ leurs sentimens est éloignée des
 „ dispositions qu'on pourroit mal-
 „ à-propos leur attribuer , aussi ne
 „ peuvent-elles rien voir dans leurs
 „ démarches qui ait pû fournir
 „ matière à révoquer en doute la
 „ sincérité de leurs bonnes inten-
 „ tions .

„ Qu'il est vrai que depuis quel-
 „ que tems elles ont augmenté
 „ leurs Troupes ; mais que ces
 „ augmentations , non plus que
 „ celles qu'elles pourroient faire
 „ dans la suite ne doivent pas don-
 „ ner le moindre ombrage à per-
 „ sonne , & beaucoup moins à la
 „ France , n'ayant uniquement pour
 „ objet

„ objet que leur propre sûreté.
 „ Que quoique les troubles ac-
 „ tuels ne regardent pas directe-
 „ ment la République , cependant
 „ la guerre est allumée en divers
 „ endroits , & que même leurs
 „ Frontières se trouvent investies
 „ par un grand nombre de Trou-
 „ pes de différentes Puissances , il
 „ ne doit pas sembler étrange ,
 „ que par cette raison L. H. P.
 „ soient obligées d'avoir un plus
 „ grand soin du repos de leurs Su-
 „ jets , & de veiller plus exacte-
 „ ment à la sûreté du Pays qu'elles
 „ n'avoient accoutumées de faire
 „ dans les tems de tranquillité &
 „ de paix .
 „ Qu'aussi ne se sont-elles point
 „ mêlées , comme elles ne sont pas
 „ dans l'intention de le faire , des
 „ choses dont leur engagement ne
 „ les oblige pas de se mêler . Car ,
 „ quoique l'Election d'un Roi des
 „ Romains , ou d'un Empereur ,
 „ ne soit pas une affaire qui puisse
 „ leur être indifférente , soit à cause

„ du voisinage , soit pour d'autres
 „ raisons , cependant elles ne s'en
 „ sont mêlées , ni directement , ni
 „ indirectement , & n'ont pas l'in-
 „ tention de s'y ingérer : mais de
 „ le laisser faire à l'Empire , à qui
 „ cela appartient , espérant que
 „ l'Election tombera sur un Prince
 „ dont le gouvernement tendra
 „ non-seulement au plus grand
 „ bien de l'Empire , mais qui sera
 „ même porté à entretenir & à cul-
 „ tiver la paix , l'amitié & le bon
 „ voisinage avec les Pays limitro-
 „ phes , & en particulier avec les
 „ Etats de L. H. P.

„ Que véritablement un grand
 „ nombre de Troupes assemblées
 „ près de leurs Frontières a. pu
 „ donner de l'inquiétude à L. H.
 „ P. mais qu'elles se sont entie-
 „ rement confiées aux assurances
 „ très-agréables pour elles données
 „ par M. le Marquis de Fenelon ,
 „ Ambassadeur de France , qui leur
 „ a déclaré , que la marche de ces
 „ Troupes n'étoit point dirigée

„ contre les Etats & Pays de la
 „ République , ni même contre
 „ leurs voisins , sous lesquels l'on
 „ doit comprendre principalement
 „ les Pays-Bas Autrichiens avec
 „ lesquels elles ont une si étroite
 „ union. Des sorte que dans cette
 „ confiance elles persistent à croire
 „ que ces assurances seront en effet
 „ réalisées par S. M. T. C. &
 „ subsisteront dans toute leur force.

„ Que M. l'Ambassadeur Van
 „ Hoey doit de plus assurer en gé-
 „ néral , que les souhaits & l'inten-
 „ tion sincere de L. H P. sont ,
 „ que la paix , l'amitié & l'alliance
 „ entre S. M. & elles puissent durer
 „ long-tems & à jamais. Que de
 „ leur côté elles sont résolues d'y
 „ contribuer autant que la chose
 „ sera praticable , & qu'elles espe-
 „ rent pareillement du Roi T. C.
 „ qu'il continuera d'avoir la même
 „ affection pour la République ,
 „ & ne la soupçonnera plus de
 „ choses absolument contraires à
 „ ses intentions , sa conduire ne

C ij

(28)

, devant aucunement l'en rendre
suspecte.

Cette Instruction étoit dattée du
31 Décembre 1741.



RÉPONSE

*De M. le Cardinal de Fleury
à une Lettre de M. Van
Hoey, l'une & l'autre au su-
jet de la résolution des Etats
Généraux du 19 Décembre*

1741.

JE rends , Monsieur , mille gra-
ces très-humbles à V. E. de
l'honneur qu'Elle m'a fait de me
donner part de la délibération des
Etats Généraux du 19 du mois
dernier. J'ai trop de confiance dans
leur bonne foi , pour douter des
assurances qu'ils donnent , que leur
augmentation de Troupes ne re-
garde la France en aucune façon ,
& que la République est toujours

110

dans le dessein de maintenir une étroite & constante union avec le Roi. V. E. peut plus que personne rendre témoignage de mes sentiments , qui ne changeront jamais , parce que je les crois fondés sur un intérêt commun & sur la justice. Il ne m'appartient pas de décider si la troisième augmentation convient , ou non , & si elle est nécessaire pour la sûreté de la République. Je dirai seulement , sans crainte d'être jamais démenti , que nous souhaitons la tranquillité de la République , autant du moins que vos meilleurs Citoyens ; & j'ajouterai , avec presqu'une égale certitude , qu'un Prince voisin dont on craint le plus les entreprises , n'a aucune vûe ni dessein d'inquiéter la République. Après cela , Elle est la maîtresse de juger de ce qui lui convient. Mais pour l'intérêt que je prens à ses avantages , je ne scais si une augmentation aussi forte ne feroit pas penser moins favorablement de ses intentions , & n'engagera point

(30)

d'autres Puissances à augmenter aussi leurs Troupes. Il ne m'appartient pas de pousser mes conjectures plus loin , & je ne puis que souhaiter bien sincèrement , que l'allarme qu'on s'efforce de répandre , tant dans le Corps de la République , que parmi le Peuple , n'ait pas les suites fâcheuses qu'on peut en appréhender. Je prie V. Ex. d'être persuadée de tous les sentimens de confiance & de cordialité avec lesquels je fais profession de l'honorer.

A Versailles le 18 Janvier 1742.

Le Cardinal D E F L E U R Y.



LETTRE

*De Monsieur l'Ambassadeur
Van Hoey à M. le Greffier
Fagel.*

MONSIEUR,

J'eus l'honneur Mardi dernier de voir M. le Cardinal & M. Amelot à Versailles. Je fus d'abord chez M. Amelot , & j'entamai la conversation , en disant à ce Ministre que les Etats Généraux étoient constamment dans le même desir de cultiver l'amitié la plus parfaite avec cette Couronne. Mais S. E me répondit : „ Quel fonds voulez- „ vous que nous fassions sur des „ assurances verbales , surtout lors- „ qu'elles se démentent par les „ effets ? N'y a-t-il pas un membre „ des Etats mêmes , qui après

„ avoir acquis beaucoup de crédit
 „ parmi le peuple , & captivé sa
 „ bienveillance , entreprend par des
 „ Ecrits publics de faire soulever la
 „ multitude , afin d'obliger les
 „ Etats à la guerre ? Et quelle au-
 „ tre chose , que l'espérance d'un
 „ succès certain , ajoûta ce Mi-
 „ nistre , a pû flater cet Ecrivain
 „ de l'impunité d'un pareil atter-
 „ tat ? „ Ma réponse consista partie
 en ce que je fis comprendre que
 ces Ecrits n'éroient que des jeux
 d'esprit & des fictions poétiques
 qui de tout tems avoient trouvé
 tant d'indulgence , qu'il étoit passé
 en proverbe de dire , *qu'aux Poëtes*
& aux Peintres tout est permis : &
 partie en ce que j'insinuai , qu'en
 tout cas je m'affurois que l'on étoit
 trop équitable , pour porter sur les
 paroles d'un seul Membre , quel-
 ques téméraires qu'elles pussent
 paroître , des jugemens désavanta-
 geux de la sincérité de tout un
 Etat .

Là-dessus M. Amelot lut la tra-

duction des deux pieces en Vers l'une après l'autre , disant qu'il étoit inutile de vouloir justifier un Auteur qui découvroit si clairement ses pernicieux desseins.

Par rapport à la seconde partie de ma réponse , S. E. me dit la même chose que M. le Cardinal m'avoit déjà dite Vendredi passé : sçavoir que sûrement la République conserveroit sa liberté aussi long-tems que l'on reconnoîtra que son intérêt le plus naturel & le plus décidément consiste dans sa constante amitié avec cette Couronne ; mais que le période de sa chute paroiffoit prochain , lorsqu'on machinoit impunément de tout bousculer : cette impunité prouvant , combien le Gouvernement avoit peu d'autorité , & jusqu'où alloit la connivence des uns , & la timidité des autres.

Je ne manquai point de faire usage de tout ce que pût me fournir cette matière , pour dissiper les fausses idées de ce Ministre ; mais

il me répliqua que j'avois beau dire tout ce que je pouvois imaginer ; que pour lui il considéroit la République comme se trouvant en plus grand péril par la disposition où étoient les esprits , qu'elle n'avoit jamais été cy-devant ; cependant que celui que Dieu garde est bien gardé ; pour lui , qu'il souhaitoit de tout son cœur que tout tournât au plus grand bien de la République.

Après cela , j'eus l'honneur de voir M. le Cardinal , qui me parût fort émû de la teneur des deux pièces en Vers , disant que le rang qu'occupe l'Auteur dans le Gouvernement , donne nécessairement du crédit à la sanguine calomnie de corruption , par laquelle il tâche de flétrir dans ses Vers tant d'integres & illustres Régens de cette République.

Le cœur tendre de M. le Cardinal , qui se porte toujours à souhaiter le bien de la République , & à rendre justice à la sagesse du

Gouvernement , me fournit le moyen de le tranquilliser , & fut cause , que par rapport à la conservation du repos de l'Etat , j'eus moins de peine à remettre son esprit dans l'assiette où je le trouvai Dimanche dernier.

Dans notre entretien , S. Em. observa que dans un Etat les suites d'un danger chimérique n'étoient pas moins à craindre que celle d'une maladie imaginaire dans un corps que la multitude des remédes affoiblisoit & détruisoit enfin entièrement. Comme il m'est revenu que contre la bonne foi , les Ennemis de l'Etat donnent des avis , comme si cette Cour avoit dessein de former vers le Printemps prochain un Camp formidable sur les frontieres des Pays-Bas Autrichiens , & un autre sous le Canon de Liège. Je demandai à M. le Cardinal ce qui en étoit , mais S. Em. me répondit que c'étoit un mensonge de la même espèce que tant de milliers d'autres , qu'on avoit mis en œuvre depuis

(36)

le commencement , à dessein de faire tourner la tête à tout l'Etat , & de l'induire à prendre de fausses mesures. La conclusion de son discours fut , que celui qui aime le péril , y périffoit ordinairement : mais que l'affection de la France étoit telle , qu'à moins que la République ne rendit la chose tout-à-fait impossible , cette Couronne ne manqueroit jamais en aucune occasion , de faire voir par des effets réels , combien elle s'interesse à la conservation & à la prospérité de l'Etat. Je fus voir le même jour tous les autres Ministres d'Etat , qui sur ces pieces de Vers me tinrent tous le même langage que M. le Cardinal & M. Amelot.

Pièce ajoutée à cette dépêche.

„ Un Député de la Province de
„ Frise aux Etats Généraux , jeu-
„ ne homme vif , spirituel , sça-
„ vant & bon patriote , vient de
„ publier deux pieces en Vers qui

font beaucoup de bruit. L'une
 „ seize strophes de quatre Vers cha-
 „ cune ; c'est une application de
 „ quelques Odes d'Horace à la si-
 „ tuation présente de la Républi-
 „ que qui parle. L'autre piece est
 „ d'environ cent Vers Elégiaques ;
 „ c'est une allégorie de l'histoire de
 „ Léonidas , Défenseur de la liber-
 „ té de Lacédémone & de la Grece,
 „ & de l'entrée de Xerxès aux Ther-
 „ mopyles , après que ce Monarque
 „ des Perses eût trouvé le moyen
 „ de désunir les Grecs. Le tout est
 „ appliqué par l'Auteur à la cir-
 „ constance présente , afin de por-
 „ ter les esprits à une augmenta-
 „ tion de Troupes , & à entrer en
 „ guerre. „

Je suis

MONSIEUR,

Votre, &c;

Paris , 16 Fevrier 1742.

L E T T R E

Du même au même.

M O N S I E U R

Mardi passé je vis M. Amelot , & j'appris de S. Ex. que suivant les derniers avis qu'il avoit reçus , la fermentation dans les esprits alloit toujours en croissant , jusques-là qu'on croyoit publiquement dans les Provinces-Unies , qu'il devoit se faire une troisième augmentation dé Troupes , & en même-tems un *Stadhouder* , pour se sauver tant de la France que de la Prusse. La conséquence que tira de là ce Ministre , c'est que ce mal ne sçauroit diminuer , tant que l'on ne s'efforcerá pas d'en déraciner la cause ; & que cette levée de bouclier fairoit voir clairement qu'on se mé-

floit de la France , malgré les assurances données pour resserrer les liens de l'amitié , lesquelles lui avoient paru être les moyens les plus réels pour guérir cette inquiétude , qu'on devoit retrancher du Corps de l'Etat comme un Chancré mortel. Qu'il n'y avoit rien de plus sûr , que cette allarme généralement répandue , provenoit des insinuations artificieuses des Ennemis de la République. Qu'il ne lui paroifsoit pas impossible que ces mêmes Ennemis entraînassent l'Etat dans une ruine totale. Qu'il étoit également certain que les maximes immuables & constantes des Anglois étoient 1^o. la diminution de la Navigation & du Commerce de l'Etat , aussi-bien que celle des forces navales. 2^o. L'entretien de la mésintelligence entre l'Etat & la Couronne de France pour faire dépendre d'eux la République , & lui donner la Loi. A quoi , continua-t-il , on peut ajouter deux autres considérations , sçavoir , que

(40)

les Anglois cherchent à envelopper la République dans une guerre avec cette Couronne , jaloux qu'ils sont de la voir prospérer , & sa navigation fleurir par la conservation de la paix , tandis que la leur se détruit par la guerre ; & qu'ils compent de pouvoir donner par la République assez d'occupation à la France pour qu'elle ne puisse plus s'opposer à leur dessein , qui est de se rendre maîtres des Indes Espagnoles Occidentales.

Par-là on voit clairement l'opinion qu'on a ici du grand crédit que l'Angleterre s'est acquis dans la République ; ce qui pourroit engager la Couronne de France à se mettre en état de n'avoir rien à craindre de la mauvaise volonté des Anglois , qui tendent à exciter la République à prendre les Armes contre la France.

J'ai bien fait mon possible pour désabuser M. Amelot , mais inutilement ; & depuis ce jour-là , jusqu'à ce Mercredi au soir , je n'ai

pû

pû parler au Cardinal , qui s'est ré-
tiré dans son Appartement sans vou-
loir donner audience à personne :
De sorte qu'il est incertain si je
pourrai l'entretenir avant le départ
de la Poste. C'est pourquoi j'ai fait
scavoir à S. Em. par un Billet , que
j'avois des avis indirects d'une gran-
de disposition dans l'Etat à entamer
une négociation sur les offres qu'on
lui avoit faites , & que je priois
S. Em. de me donner des éclaircisse-
mens sur certains points qui y
étoient allégués :

J'ai remarqué que tous les avis
qui sont venus du côté des Provin-
ces-Unies , se rapportent aux idées
de M. Amelot , & qu'on peut at-
tribuer le tout à certaine Poësie ,
aussi-bien qu'aux frayeurs qu'on a
pour la Religion , lesquelles sem-
blent avoir pénétré nos Prédica-
teurs. Mais ce n'est qu'une vraie
hypocrisie , & l'on se rappelle ici
comment du tems de la Reine Eli-
sabeth & du Comte de Leycester ,

l'Angleterre donna la Loi à la République , & scut la tenir dans sa dépendance : comme aussi qu'il auroit été très-aisé à cette Couronne après la mort de Charles II. Roy d'Espagne , de s'allier avec la République pour détrôner Philippe V. quoiqu'elle l'eût reconnu solemnellement peu de tems auparavant. Desorte qu'aujourd'hui il ne sera pas plus difficile aux Anglois de faire faire à la République des efforts qui surpassent ses forces , & qui conséquemment ne peuvent tendre qu'à l'abîmer. Vous jugerez aisément , Monsieur , qu'il n'y a rien de plus certain , que comme il a réussi aux Ennemis de la République d'y semer la méfiance contre la Couronne de France , il pourra aussi leur réussir d'imprimer dans le cœur de cette Cour la même méfiance réciproque contre la République , au sujet de la grande augmentation des Troupes de celle-ci.

Il est vrai que les conséquences

d'une si grande fermentation sont pernicieuses , mais il ne sera pas impossible d'y remédier , surtout si leur H. P. ont une véritable intention de conserver la Paix & l'amitié avec cette Couronne , de convenir de tels remèdes qu'elles pourront juger capables d'affermir la bonne intelligence.

J'en étois-là , lorsque je reçus la réponse du Cardinal à mon Billet , laquelle j'ai l'honneur de joindre à cette Lettre , afin que vous voyez la maniere gracieuse avec laquelle S. Em. me permet de l'aller trouver à Issy , ce que j'ai fait ce Jeudi matin.

Dans cette conversation , le Cardinal n'a rien fait que de m'assurer de bouche du contenu de la Lettre susdite , dans les termes les plus forts , & d'une certaine façon qui dénote ses véritables sentimens pour les intérêts de la République. Il me dit cependant , comme il l'a déjà fait plus d'une fois , que la Répu-

blique avoit de très-fortes raisons pour cultiver l'amitié avec la Couronne d'Angleterre , mais qu'il ne falloit pas qu'elle se fiât absolument à elle , parce que , selon des raisons & des maximes perpétuelles , ses intérêts étoient en éternelle opposition avec ceux de l'Etat ; les Anglois ne pouvant souffrir aucun Rival dans le commerce , qui étoit néanmoins , pour ainsi dire , l'âme de la République.

S.E. me fit encore observer , comment dans la dernière guerre il avoit réussi aux Anglois de ruiner presque tout à-fait les forces navales de la République , qui sont le seul soutien de son commerce : que présentement Elle ne scauroit douter que par l'entretien de quatre-vingt mille hommes elle ne soit réduite dans un plus mauvais état qu'en ce tems-là ; & que conséquemment les Anglois , pour parvenir à leur but , ne négligeront aucun moyen pour entraîner la République dans les mal-

heurs que S. Em. m'avoit exposé.

J'ai trouvé, à mon grand contentement, que le Cardinal continue à rendre une entiere justice à la sagesse & prudente conduite de L. H. P. pour la conservation de la tranquillité publique, & que les avis qui sont venus de tous côtés, du danger éminent qu'il y avoit, n'ont, pour ainsi dire, fait aucune impression sur l'esprit de son Em.

J'ai cru que le contenu de cette Dépêche étoit assez important pour tranquilliser les esprits de la République, & pour affermir la bonne intelligence entr'Elle & cette Cour. Ainsi je l'ai envoyé par un Courier, dont je prie de vouloir bien porter les frais en compte.

Les Lettres de Prague du 11 du courant, disent que les Alliés ont mis garnison dans la Place que les Autrichiens avoient évacué. Que le Roi de Prusse avoit changé son plan, qui étoit d'attaquer les Troupes de la Reine d'Hongrie à Budweis & à Tabor, par la raison

(46)

qu'elles se trouvent trop favorable-
ment postées; & que S. M. Prus-
sienne avoit dessein d'entrer avec
son Armée en Moravie.

Je suis , &c.

Paris le 22 Février 1742.



RÉPONSE

*De M. le Cardinal de Fleury
à M. Van Hoey.*

J E vous rends mille graces ,
Monsieur , de la part que vous
voulez bien me donner des dispo-
sitions où Votre Excellence croit
que se trouve présentement la Ré-
publique , & il ne tiendra pas à
moi certainement qu'elles ne de-
viennent encore meilleures.

Je vais répondre à quelques ar-

ticles qui semblent lui faire quelque peine , & il ne me sera pas difficile de le faire.

1°. Le Roi d'Angleterre paroît dans l'intention de conserver la neutralité qu'il demanda l'année passée pour ses Etats d'Hanover , & nous y consentirons sans peine , si S. M. Britannique veut bien s'engager aux précautions nécessaires , en cas que l'Angleterre vint à se déclarer contre nous. La réponse n'en peut pas tarder , & en cas qu'elle réussisse , je ne doute pas que le Roi ne consente à retirer ses Troupes du voisinage de la République. Il ne sera pas même impossible que nous commencions par en tirer quelques bataillons ; & en attendant je puis donner , au nom du Roi , les paroles les plus solennnelles pour calmer tous les soupçons que les Etats pourroient avoir. Les Nouvelles publiques parlent de l'augmentation des Troupes de Hanover. Je n'en suis pas assuré ,

il sera aisée    ce Prince de nous ôter
   ce sujet l'inquiétude.

2  . Il est très-faux que le Roi
pense    fortifier son Armée du Bas-
Rhin , & il n'est ni ne sera question
d'y envoyer un Bataillon de plus.

3  . Si les sept Provinces se r  u-
nissent pour la négociation d'une
neutralité avec nous , M. le Mar-
quis de Fenelon doit avoir déjà déclaré aux Etats , que le Roi s'y
prêtera avec plaisir , & donnera
sans exception toutes les sûretés
qu'elles pourront demander.

4  . Votre Excellence sc  ait mieux
que personne , que je n'ai jamais
r  gard   l'augmentation des Trou-
pes de la République , comme une
chose    laquelle nous eussions droit
de nous oppos  r , & si je vous ai t  -
moign   quelquefois qu'elle nous fe-
roit quelque peine , ce n'est que
par les suites que des membres trop
  chauff  s pourroient faire craindre
pour le bien même de la Républi-
que . V. Ex. connoît depuis long-
temps

(49)

tems mes sentimens sur cet article , & ils seront toujours les mêmes.

Il est vrai que je ne veux voir personne dans ma retraite , pour pouvoir y travailler plus en repos ; mais V. Ex. sera toujours la maîtresse , quand Elle voudra me faire l'honneur d'y venir. Elle scait depuis long-tems à quel point je fais profession de l'honorer.

A Issy le 21 Février 1742.

Le C. DE FLEURY.

Lettre de M. le Cardinal de Fleury à M. l'Ambassadeur Van Hoey.

J E vois avec peine , par la Lettre dont V. Ex. m'a honoré hier , que le rhume vous est sur-

E

(30)

venu, & je souhaite, Monsieur, qu'il n'ait aucune suite.

Je vous rends mille graces de la délibération de M M. les Etats Généraux , quoique je l'eusse déjà reçue par M. le Marquis de Fénélon. J'y reconnois avec plaisir la continuation des sentimens de la République & de sa constante résolution à maintenir l'ancienne & étroite amitié entre la France & Elle. Je puis assurer V. Ex. que le Roi n'est pas moins disposé à la conserver ; & certainement S. M. n'y donnera jamais la plus légère atteinte. Vous sçavez , Monsieur , qu'elle a offert de prendre mutuellement les sûretés les plus propres pour ne jamais troubler cette harmonie , & V. Ex peut compter que notre Armée du Bas-Rhin n'a jamais été destinée directement , ni indirectement , à donner de l'ombrage & de l'inquiétude à vos Frontières. La saison ne permet pas de lui faire quitter ses Quartiers ; mais dès que nous pourrons être

assurés d'une tranquillité mutuelle dans la partie de ce voisinage, le Roi n'hésitera pas un instant à procurer à vos Maîtres toute la satisfaction qu'ils peuvent désirer. Il se-roit à souhaiter que la confiance fût assez bien établie pour n'avoir pas besoin de prendre des précautions d'aucun côté, & S. M. s'est si formellement & si précisément expliquée sur toutes les sûretés qu'on pourroit exiger pour tous les Pays voisins de la République, que cette assurance est aussi solennelle que si le Roi s'y étoit engagé par un Traité formel.

V. Ex. est plus en état que personne de rendre témoignage de mes sentimens & je tâcherai de ne jamais démentir la bonne opinion qu'elle veut bien en avoir. Je la mérite du moins par la sincérité & la considération particulière avec laquelle j'honore Votre Excellence.

A Issy le 1^r Avril 1742.

Le C. DE FLEURY.
Eij



LETTRE

*De M. l'Ambassadeur Van
Hoey à M. le Greffier Fagel.*

MONSEIGNEUR,

J'ai été avant hier à Issy voir M. le Cardinal, & j'ai eu la satisfaction de trouver S. Em. non-seulement tout-à-fait rétablie de son gros rhume, mais aussi dans une aussi parfaite santé que jamais.

M. le Cardinal me parla d'abord de la résolution de L. H. P. à n'en point donner communication à cette Cour-ci, étant une réponse secrète sur certaines propositions faites aux Etats par une autre Puissance, qui auroit pu se croire insul-

tée en cas qu'ils eussent divulgué ses intentions , & que suivant leur prudence & sublime sagesse , il ne convenoit aucunement de vouloir plaire à une Cour , pour s'attirer , par maniere de parler , une autre sur les bras .

Le Cardinal me dit de plus , que le véritable intérêt de l'Angleterre , pour parvenir à son but particulier , au préjudice de sçavoir les autres Nations commerçantes , étoit de faire durer la guerre , au lieu que celui de la République étoit de la finir . D'où il conclut , que ces deux considérations , sans parler de quelques autres , paroisoient être deux puissans motifs pour porter L. H. P. à fermer une bonne fois & entièrement la porte à toutes propositions & insinuations tendantes à entraîner la République dans une guerre contre cette Couronne , & que c'est l'unique moyen d'ôter à l'Angleterre toute espérance , comme aussi de décréditer toutes les raisons dont elle se sert pour porter

la Reine de Hongrie à attendre toutes sortes d'extrémités , plutôt que de consentir à une paix convenable à la situation où se trouvent présentement les affaires ; quoique humainement parlant , il paroisse clairement , que le tems rendra les conditions de cette Reine de pas à pas plus mauvaises.

Je saisis cette occasion pour m'informer de rechef auprès du Cardina', s'il y avoit quelqu'un ici *incognitò* qui eût des Lettres de créance , pour négocier de la paix de cette Princesse. Sur quoi il me répondit de façon à me faire juger que ce bruit est tout-à-fait destitué de fondement ; mais que certainement la Reine de Hongrie ne fera point des pas inutiles , lorsqu'elle s'adressera à cette Cour-ci , où on ne souhaite rien tant que de parvenir à une paix salutaire.

Ayant appris par les Ministres Etrangers qui résident ici , (car je vous dirai en confidence que je n'ai aucune correspondance directe , ni

indirecte avec les membres de la République) qu'il avoit paru qu'on s'est dit à l'oreille dans les Provinces Unies , que le Maréchal de Belle-Isle avoit déclaré à Francfort , que la France ne feroit jamais la paix , à moins que les Fortifications de Luxembourg ne fussent auparavant rasées , j'ai cru devoir m'en éclaircir auprès du Cardinal , qui me répondit que ce bruit étoit absolument faux , puisque cette Cour-ci n'avoit point donné d'ordres audit Maréchal de faire de pareilles déclarations ; ajoutant , après avoir révé un moment : » Mais , Monsieur , si on regarde le rasement desdites Fortifications comme peu convenable aux intérêts de la République , pourquoi ne prend-t-elle point de précautions pour parer ce coup ? L. H. P. n'ont-elles pas le pouvoir de le détourner , en acceptant les offres que nous leur avons faites plusieurs fois ?

Les dernieres Lettres de Baviere
E iiiij

(56)

portent, que le Duc d'Harcourt qui se trouve avec son Armée aux environs de Schollenach, avoit tâché de surprendre le Château de Hilkersberg ; mais qu'il avoit été obligé d'abandonner son entreprise avec perte de deux à trois cens morts ou blessés, & que le Veld-Ménéchal de Toring y étoit arrivé.

L'Armée du Comte de Keven-huller campe à Ingelshoven à peu de distance du susdit Château où elle a un Pont sur le Danube.

On a aussi des avis par Venise de la déposition du Grand Visir, & que son prédécesseur Ali Paëha a été de rechef décoré de cette dignité.

Le voyage du Cardinal de Tencin à son Archevêché de Lyon est fixé au 17 de ce mois.

Je suis,

Paris le 11 Juin 1742.



LETTRE

Du même au même.

MONSIEUR,

On a ici des avis du débarquement du second transport des Troupes Britanniques à Ostende , & que les Anglois travaillent à force pour y en envoyer davantage.

Vous sçavez , Monsieur , qu'on a été ici dès le commencement dans l'opinion , que cela se faisoit de concert avec la République ; mais comme la résolution du 19 dudit mois passé a effacé ce soupçon , on croyoit que ce transport n'auroit plus lieu.

On croit que les raisons qui font persister les Anglois dans leur dessein , sont ,

1^o. De détourner la Reine de Hongrie de la paix par quelque assistance réelle , dans l'espérance d'y engager à la fin la République , puisque le salut & l'intérêt des Anglois demandent que la guerre continue toujours.

2^o. D'avoir , par le moyen de la guerre , dans laquelle ils envelopperoient la République , l'occasion de l'empêcher d'étendre son commerce , objet qui de tout tems a fait l'*Alpha* & l'*Omega* de leur politique.

3^o. En cas qu'ils ne puissent par ce transport parvenir à engager la République dans une guerre , d'attraper , au pis aller , la possession d'Ostende , à titre d'hypothéque.

4^o. Enfin , parce que travailler à une guerre générale contre la France , c'est le meilleur moyen de faire la cour à toute la Nation Angloise. Car pour selon elle , cela passe pour magnanimité , & le comble de l'héroïsme , dont le nouveau Ministere se pare , & faisant

sonner haut les avantages susdits ; il gagne aisément le cœur du Peuple , qui paye très-volontiers les taxes.

Les Lettres de l'Armée Impériale près de Wintzer du 3 , marquent que le Comte de Kevenhul-ler avoit passé le Danube près d'Hil-kersberg avec toute son Infanterie , & fait tous les préparatifs pour attaquer l'Armée ennemie ; mais qu'il avoit repassé promptement ce Fleuve ; ce qui a causé beaucoup d'étonnement à ses Troupes.

On n'a rien de celle du Roi de Prusse , ni de celle du Maréchal de Broglio.

Les Lettres de Toulon du 4 du courant , disent , que le jour précédent une Frégate Angloise avoit pris à cette Rade , sous le Canon des Forts , un Bâtiment Espagnol chargé de provisions. Ce qui ne peut pas paroître fort étrange ici , où on sçait que les Anglois ne cherchent qu'à forcer la France de leur déclarer la guerre , dans l'espé-

(60)

rance de pouvoir y engager la République.

Le bruit est grand , que sur ce que l'Espagne a demandé à la France en termes pressans & significatifs un Corps de Troupes pour se joindre aux leurs en Provence & en Languedoc , Elle a enfin consenti à donner quatorze Bataillons , mais je n'en scaurois assurer la vérité.

On croit que cette demande a pour fondement la puissante assistance que la France donne à l'Empereur pour aider valoir ses intentions ; d'où on conclut , qu'elle ne pourra pas en refuser une si mince à son plus proche parent.

D'ailleurs on juge que les raisons du consentement de la France , sont les craintes perpétuelles où elle est , que l'Espagne ne fasse la paix avec l'Angleterre à son préjudice & celui du commerce général.

Je suis , &c.

A Paris le 18 Juin 1742.

M E M O I R E

*De ce qui a été inséré dans une
Relation de M. Van Hoey
du 5 Novembre 1742.*

ON a des Nouvelles sûres de la Haye , que Milord Carte-
ret a échoué dans tous les points de sa Négociation auprès de L. H. P.
Elle se réduissoit à quatre propo-
sitions.

1°. D'engager la République de s'unir avec l'Angleterre & ses Alliés , pour faire conjointement la guerre à la France.

2°. De mettre garnison dans les Places de la Flandre appartenantes à la Reine de Hongrie ; lesdites Troupes à la solde de l'Angleterre.

3°. Un Réglement de Com-
merce entre l'Angleterre & la Ré-

publique , plus avantageux pour l'Etat.

A la premiere proposition , les Etats Généraux ont répondu , que la guerre étant allumée dans toute l'Europe , ils ne vouloient pas s'en mêler pour la perpétuer & la rendre plus sanglante , & qu'ils vouloient conserver le Patronage de Médiateur pour le bien commun.

A la seconde , que la République n'entretenoit jamais de Troupes que pour sa juste défense , & pour rétablir le calme par tout.

A la troisième , que la République , depuis qu'elle est République , n'étoit point en usage de prêter ni de louer ses Troupes à des Puissances Etrangères , mais au contraire qu'elle en prenoit à sa solde , quand le besoin le requéroit.

A la quatrième , que L. H. P. seroient bien aises de recevoir une marque aussi réelle de l'amitié de l'Angleterre , que seroit le rétablissement du Commerce entre les deux Nations sur un pied plus

égal , & par conséquent moins préjudiciable à la Hollande ; d'autant qu'elles souhaitent sincèrement de resserrer de leur côté les liens de l'amitié réciproque par tous les moyens justes & convenables. Mais que la maxime inviolable de la République étoit , de ne vouloir être heureuse , qu'en rendant les autres heureux ; Qu'elle ne pouvoit donc pas chercher à rendre sa situation meilleure , à condition de nourrir la guerre , & aux dépens du bien public de l'Europe.



LETTRE

Du même aux Etats Généraux.

HAUTS ET PUISSANS
SEIGNEURS,

J'ai appris de M. l'Envoyé de Pologne , que tout ce qu'on a di-

vulgué depuis quelque tems d'un Corps de Saxons entré au Service de l'Angleterre , n'a pas le moindre fondement , & il m'a dit qu'il n'a pas la moindre raison de s'imaginer que quand il y auroit là-dessus quelque négociation en Campagne ; elle fût assez avancée pour pouvoir être conclue si-tôt.

Une nouvelle & fort grande augmentation de Troupes que le Roi de Prusse doit avoir résolue pour faire valoir plusieurs anciennes prétentions , fait encore un des sujets sur lesquels les conversations roulement présentement.

Un homme d'esprit , ami de la République , & dont à cause de cette circonstance j'ai pris souvent la liberté de communiquer les sentimens à L. H. P. parlant avec moi sur cet article , me fit remarquer que l'ambition & le desir d'augmenter ses Etats sont toujours inseparables d'une grande Puissance , & que la République avoit éprouvé cette vérité plusieurs fois , de quelque côté qu'on voulût se tourner. Que

Que la vigilance , la prudence ,
la justice & l'amour de la paix de
l'Etat étoient des moyens très-effi-
caces contre ce mal , mais que la
puissance d'un de ses voisins étoit
aussi une fort grande sûreté contre
l'abus qu'un autre voudroit faire
de ses forces ; desorte que l'inté-
rêt de la République , bien loin
d'aider l'un à réduire l'autre , gis-
soit en effet & en vérité dans la
conservation de tous.

D'où il tiroit sa conclusion , que
c'étoit une chose contraire au bien
de l'Etat , de voir la France & la
Maison d'Autriche s'épuiser l'une
& l'autre d'une maniere extrême
par cette guerre ; & que c'étoit
une raison de plus pour porter l'E-
tat à entreprendre de cœur & d'affec-
tion un ouvrage aussi salutaire
pour toutes les Nations en général ,
& aussi glorieux pour la nôtre en
particulier , que celui de la paci-
fication de l'Europe .

Ce digne homme finit son dis-
cours , en me disant , que sa politi-
F

que n'étoit pas de l'espece de celle
de cet Astrologue , lequel pendant
qu'il cherchoit l'avenir en regardant
les Etoiles , voyoit si peu ce qui
étoit à ses pieds , qu'il tomba dans
un Puits : qu'il ne croyoit pas qu'il
fût de la véritable sagesse de sacri-
fier un bien réel comme la paix à la
Tainte chimérique de quelques
dangers que l'on croit voir dans
l'éloignement ; mais en conservant
une si précieuse bénédiction pour le
présent , de chercher , autant qu'il
seroit possible , à en assurer la du-
rée par une conduite prudente &
pleine de sagesse.

Une personne qui peut parler
de ces choses avec connoissance en-
tiere de cause , m'a dit , qu'un
prétendu zèle avoit jetté la Ville
de Genève dans la plus grande al-
larame par trois avis donnés l'un sur
l'autre , afin de faire rendre la Ville
au Roi de Sardaigne , & par cette
reddition , porter ce Roi à changer
de parti ; mais qu'à la fin , une ou
deux réflexions qu'on fit dans là

suite avoient remis le calme dans les esprits. Une de ces réflexions leur fit envisager peu à peu l'exécution d'un pareil dessein , comme une impossibilité absolue , tant par les propres forces de la République , que par l'assistance prompte & efficace des Cantons Suisses.

L'autre leur fit sentir le peu de vraisemblance qu'il y avoit , que cette Couronne , qui en tout tems s'étoit fait une affaire capitale de la conservation de la République de Genève ; ce dont elle avoit en tant d'occasions , & encore depuis peu , donné des preuves éclatantes , que cette même Couronne , dit-il , voulut dans les conjonctures présentes conspirer à sa perte , & s'attirer par-là un grand nombre de nouveaux ennemis.

Les Lettres de Dauphiné portent , que les Chefs de l'Armée Espagnole avoient pris enfin le parti de la faire baraquer , après s'être fondue d'un quart , pour le moins , depuis cinq ou six semaines , par

la mortalité & la désertion.

Par un Courier du Maréchal de Broglio parti le 2 de l'Armée , l'on a fçu qu'il avoit fait distribuer du pain pour six jours à toutes ses Troupes , qu'il s'étoit mis en marche pour joindre son Armée avec celle du Comte de Sekendorff , & avec ces forces jointes , attaquer celles de la Reine de Hongrie. On dit à la Cour , que c'est la nécessité seule qui a fait prendre ce parti ; le Maréchal se voyant réduit à hazarde un combat , dans l'espérance de vaincre , ou à voir périr ses Troupes par mille misères.

M. le Cardinal se rétablit de jour en jour , comme vous pouvez voir par le Billet ci-joint , de son premier Valet de chambre. S. Em. ne traînera qu'avec les seuls Ministres d'Etat , pendant le tems qu'elle a destiné pour se reposer & se distraire absolument des autres affaires..

Je suis , &c.

Paris le 10 Décembre 1742.

(69)



B I L L E T

*Du premier Valet de chambre
de S. Em. à M. Van Hoey à
Issy le 5 Décembre 1742.*

M O N S I E U R ,

S. Em. se porte considérablement mieux ; Elle dort bien , a bon appétit , point de dévoynement depuis quelques jours ; Elle a dit la Messe hier; cela prend un bon train. S. Em. est très-sensible aux attentions de V. Ex. la remercie bien , & compte sur son amitié , &c.

B A R J A C .



L E T T R E

Du même à M. le Greffier Fagel.

M O N S I E U R ,

Lundi j'eus l'honneur de voir M. le Cardinal à Issy ; je le trouvai mieux que je ne l'avois laissé il y a eu mercredi huit jours. M. Thelusson, Ministre de la République de Genève ici, m'a dit que cette Cour n'étoit pas fort satisfaite de ce que le Gouvernement de Genève avoit ajouté foi trop légerement aux faux avis d'un prétendu Patriote dont j'ai fait mention dans ma très-soumise du 10 du courant, & il m'a prié ensuite de vouloir m'employer auprès de M. le Cardinal pour donner le tour le plus favorable à ce qui s'est passé dans cette occa-

son; car il faut sçavoir, Monsieur,
que ces faux bruits avoient fait tant
d'impression à Genève, que le Gou-
vernement trouva à propos de re-
gler avec les Cantons de Zurich &
de Berne les signaux que l'on a cou-
rume de ne faire que dans les plus
pressans dangers.

Pour satisfaire à cette priere, je
commençai la conversation avec M.
le Cardinal, par lui représenter
jusqu'où va l'amour que les hom-
mes ont naturellement pour la con-
servation de leur liberté & de leur
Religion, & qu'ainsi l'on ne de-
voit point blâmer les précautions
qu'ils prennent pour s'assurer des
trésors si précieux, lorsqu'ils les
croyent en péril. Je fis ensuite l'ap-
plication de cette maxime générale
à la conduite de la République de
Genève. S. E. m'avoua que j'avois
raison dans ma thèse, mais que
pour ce qui regardoit ceux de Ge-
nève, leur procedé ressemblloit beau-
coup plus à des soupçons injuste-
ment conçus, & par conséquent

fort injurieux pour cette Couronne , qu'à une conduite réglée par la prudence . S. Em. me parla ensuite des mauvais succès qui accablent ceux qui ne cherchent qu'à satisfaire leur ambition , par des troubles au-dedans , ou par des guerres au-dehors , aussi souvent qu'ils peuvent , avec quelque apparence de vérité , alléguer de pretendus périls pour la liberté , ou pour la Religion : que les histoires fourmilloient d'exemples qui prouvoient que non-seulement les faux Dévots & les Tartufes , mais même ceux qui disent dans leurs cœurs , *qu'il n'y a point de Dieu* , avoient souvent eu le bonheur de séduire la multitude par ces moyens , & d'en faire leurs victimes dans la suite .

Je fis valoir cette même réflexion de M. le Cardinal pour lui faire sentir que c'étoit une raison , pour excuser les Genevois d'avoir agi trop à la légère dans un cas où la nature humaine étoit si disposée à prendre ombrage , & j'eus le bonheur de faire

(73)

faire si bien entrer S. Em. dans ma pensée , que je me flatte qu'il ne lui reste pas une ombre de ressentiment contre ceux de Genève.

Dans la même conversation , comme aussi dans celle que j'eus le jour suivant avec les autres Ministres à Versailles , il m'a paru clairement :

1°. Que les Cours de Londres & de Vienne continuent toujours d'amorcer l'Empereur par les offres les plus séduisans de leur amitié , & de l'assurer qu'elles lui en donneront les preuves les plus essentielles par une augmentation de ses Etats , pourvû qu'il se déclare ennemi de cette Couronne ; & que quoique cette Cour n'ait aucune raison au monde pour soupçonner S. M. Imp. de se laisser tenter par de pareils séductions , au préjudice de son honneur & de sa gloire , il étoit néanmoins naturel de supposer que des offres aussi tentantes devoient produire nécessairement l'effet que l'on se proposoit , sçavoir , d'empêcher l'Empereur de justifier

G

ses armes par une déclaration formelle , en disant qu'il se contente de ce qui lui appartient actuellement , & de faire paroître au grand jour l'injustice de ses ennemis.

2°. Que la disposition de la Cour de Versailles pour la paix est toujours la même , & qu'elle souhaite toujours passionnément que toute l'Europe en général , & cette Couronne en particulier , puissent n'être redevables ni du rétablissement de la tranquillité publique qu'à la sagesse de leur H. P.

Et 3°. Enfin , que les nouvelles levées mentionnées dans ma précédente , sont fixées jusqu'ici seulement aux 300 Compagnies de Cavalerie , chacune à 35 Chevaux , & 48 Compagnies de Hussars , & à 7 bataillons ; pour être joint aux sept Régimens Allemands qui sont au service de la Couronne de France ; mais qu'il pourroit arriver qu'on poussât plus loin ces levées au premier jour , puisque l'on juge que le seul moyen d'accélérer la paix désirée ici depuis si long-tems , c'é-

toit de se mettre dans une posture propre à faire voir la vanité de l'ambition de ceux qui cherchent à la satisfaire par la continuation des troubles.

Comme la façon dont cette paix générale pourroit & devroit être rétablie , fait à présent jusqu'ici , comme vraisemblablement ailleurs , le sujet principal des entretiens , je ne puis me dispenser d'ajouter en- core ce qui sur cette matière m'est revenu de la part des personnes dont le jugement me paroît d'un poids d'autant plus grand , que l'évene- ment l'a presque toujours justifié ; à scavoir , que les motifs de toutes les Parties Belligerantes pour re- chercher la paix , & leurs projets pour conduire cette œuvre si salua- taire à une bonne fin , se réunissent tous dans ces deux maximes . 1°. Que les fautes les plus courtes sont les meilleures . 2°. Qu'il vaut mieux se ravisier à moitié chemin , que de s'obstiner jusqu'au bout : étant cer- tain que chacun se contentant du

G ij

sien , sans troubler davantage les autres dans la possession du leur , que se montrant outre cela disposé à donner des réparations & des satisfactions équitables , autant que cela seroit en son pouvoir , afin de remettre les affaires entre l'Empe-reur & la Reine d'Hongrie dans l'état où elles étoient avant la guerre , & enfin , en mettant celles des Cours d'Angleterre & d'Espagne sur un pied conforme au Droit des Gens & à la teneur des Traités , ce grand ouvrage se trouveroit de cette façon , & tout d'un coup , comme touchant à sa perfection , & en état d'être rendu aussi durable que la foiblesse humaine le permettoit , puisque le véritable intérêt de cha-cune des Parties en particulier , bâ-ti sur des conditions égales & jus-tes pour toutes , en seroit alors la base.

Je n'ai fait depuis le commence-ment de ces troubles (vous le sçavez Monsieur) qu'raisonner sur ce prin-cipe , & dans le sens de ces deux ma-

xième ; & quoiqu'il y ait un grand nombre de personnes passionnées contre moi , cependant je n'ai jamais pû m'apercevoir que je me fusse rendu désagréable aux Ministres de cette Cour , soit qu'ils soient convaincus de ma candeur , soit que le brillant de la vérité même , & l'utilité de sa connoissance fassent suffisamment mon apologie , auprès de tous ceux qui osent sa défense avec fermeté. Je puis dire aussi qu'à présent toute cette Nation a si bien adopté ces deux sages maximes , qu'elle paroît vouloir en faire la règle de sa conduite , conformément à ce que j'ai déjà touché dans plusieurs de mes Relations précédentes.

J'ai oublié tantôt d'insérer les paroles suivantes que M. le Cardinal lâcha dans la même conversation.
 » L'amour propre , l'orgueil & les
 » conseils de la Cour d'Angleterre ,
 » ont pris si fort le dessus sur l'esprit
 » de celle de Vienne , que sans
 » blesser en aucune façon la chari-

(78)

» té, je crois pouvoir vous déclarer,
» que tous les sentimens de bonne
» foi , de justice & d'équité y sont
» entierement étouffés & anéantis..»
En disant cela , S. Em. brisa sur
cettte matiere , & moi n'étant pas
accoutumés de faire paroître par des
questions hors de propos , que je
cherche à en scavoir plus qu'on ne
veut m'en dire , notre conversation
finit-là.

Je suis , &c.

Paris , ce 13 Decembre 1742.



LETTRE

Du même au même.

MONSIEUR,

La marche des Troupes qui sont

en Flandres , fait à présent le principal sujet des raisonnemens du Public , & c'est aussi sur quoi ma conversation a roulé Mardi dernier avec M. le Cardinal & avec les autres Ministres de cette Cour ; & autant que j'ai pû pénétrer les avis qu'ils ont sur ce sujet , consistent principalement dans ce qui suit ; à savoir , que M. le Duc d'Aremberg se prévalant de la modération de cette Cour , qui se contente de vouloir procurer une paix entre l'Empereur & la Reine d'Hongrie , sous les conditions connues à L. H. P. avoit porté la Cour d'Angleterre à prendre la résolution par rapport à cette marche , en faisant voir que n'étant plus question de conserver à la Reine d'Hongrie ce qui lui appartient , il n'y auroit point d'autre moyen de faire durer la guerre , qu'en lui faisant espérer de rendre ses conditions meilleures par les avantages que ses Troupes pourroient remporter ; mais que cette espérance étant au-dessus de ses

forces , il ne restoit d'autre parti à prendre que la paix , à moins que l'Angleterre par la jonction des Troupes qui sont en Flandres , ne voulût mettre l'Armée de la Reine en état de ruiner totalement celles de France qui sont en Baviere & en Bohême.

Que sur cette représentation du Duc d'Aremberg , le Roy d'Angleterre avoit donné les mains à ce dernier projet , ou plutôt à celui de pénétrer dans le cœur de la France par la Lorraine , ou par la Champagne , & de ne poser les armes qu'après avoir obligé l'Empereur à abdiquer en faveur du Grand Duc , & avoir mis la Reine en possession de l'Alsace & de la Lorraine , ou avoir augmenté son Domaine d'une autre maniere . Que la Reine d'Hongrie de son côté s'étoit engagée aussi-tôt que ceci seroit effectué , de laisser à la disposition de l'Angleterre les Duchés de Parme & de Plaisance , & même quelque chose de plus en cas de besoin , afin d'obtenir par là

cession de ces Domaines en faveur de Dom Philippe , des établissemens dans l'Amérique Espagnole , ou bien les avantages du Commerce que la Cour Britannique jugeroit à propos de se faire accorder.

Quoique l'on m'ait parlé assez positivement de ce nouveau projet , il m'a paru néanmoins que l'on doute que l'on voulût le mettre effectivement en exécution. Les raisons principales qui font naître ce doute , sont celles-ci.

1°. La longueur de la marche de Flandre en Baviere & en Bohême , la rigueur de la saison , la difficulté de trouver les vivres nécessaires sur la route , n'y ayant aucun magasin ni aucun amas faits en aucun endroit.

2°. L'aversion naturelle que l'on suppose à des Troupes Allemandes telles que les Hanoviennes & les Hessaises de servir contre l'Empereur leur Souverain , comme Chef de l'Empire , & de se rendre par cette fin dans des Pays qu'avec rai-

son l'on peut comparer à l'Antre du Lion dont on voit bien les traces qui y mènent , mais peu de celles qui en sortent .

3°. Parce que vouloir obliger l'Empereur à abdiquer , ne seroit en effet autre chose que déclarer la guerre à tout l'Empire ; desorte que le mal , qui d'un projet si odieux résulteroit nécessairement contre la Reine l'emporteroit de beaucoup sur le bien que l'on pourroit s'en figurer , en quelque façon que ce fût .

4°. Parce que , quand même on viendroit à bout de battre les Troupes de France & les chasser de la Bohême , & de la Baviere , la conquête de l'Alsace & de la Lorraine n'en seroit pas moins difficile , ni le succès moins incertain ; sans compter que cette entreprise paroît humainement parlant , au-dessus des forces de l'Angleterre , & de la Reine d'Hongrie jointes ensemble .

5°. Parce qu'outre le nombre d'obstacles que rencontreroit une

invasion en Lorraine ou en Champagne , une pareille expédition auroit le succès de celle des bombardemens , dont il ne revient aucun profit aux Entrepreneurs , qui autre cela payent bien cherement le dommage qu'ils causent aux autres.

Et 6°. Enfin , parce que pour les raisons que j'ai citées plusieurs fois dans mes précédentes , la cession de quelques établissemens , ou de quelques avantages de Commerce dans l'Amérique Espagnole , au préjudice des Nations en général , comme de celle-ci & de la nôtre en particulier , loin d'être un bien , ne seroit en effet qu'un mal pour l'Angleterre.

Il m'est revenu dans ces mêmes conversations , que dans le tems que l'Angleterre & la Reine d'Hongrie font ces grands préparatifs pour réduire l'Empereur , ces deux Cours employent les propositions les plus séduisantes pour porter S. M. Imp. à joindre ses forces aux leurs pour

faire la guerre à la France, & cooperer à disposer l'Empire à faire le Grand Duc Roi des Romains, ce qui rendoit les négociations de cette Cour auprès de l'Empereur infiniment plus difficiles & plus délicates , puisque comme les hommes s'attachent ordinairement à ceux dont ils espèrent les plus grands avantages , il n'étoit rien moins qu'impossible que l'Empereur ne se laissât fléchir à la fin , jusqu'à préférer l'amitié de l'Angleterre & de la Reine d'Hongrie à celle de la France, lorsque les deux Cours lui promettoient un agrandissement de ses Etats , & que la dernière voudroit l'obliger à se contenter des siens.

Cette réflexion fournit une preuve nouvelle & très-convaincante , qu'il n'y a que les efforts pacifiques de L. H. P. capables de rétablir la tranquillité générale , d'éclaircir les véritables objets sur lesquels les Parties portent des vûes dans cette querelle , & de distinguer avec certitude les esprits que l'ambition do-

mine , d'avec ceux que la modération fait ceder , afin de les forcer tous , pour ainsi dire , à la paix par la force de la vérité .

M. le Cardinal me répéta ce qu'il m'a déjà dit plusieurs fois dans d'autres conversations , à sçavoir que la sagesse de L. H. P. brilloit surtout dans leur vigilance à détourner les dangers , de quelque côté qu'ils puissent être prévus , & dans leurs soins à cultiver par tous moyens propres & légitimes l'amitié de tous leurs puissans voisins ; ajoutant que puisque la paix étoit certainement le meilleur parti pour l'Angleterre , & pour la Reine d'Hongrie en particulier , ainsi que la plus grande bénédiction pour toutes les Nations en général , il en arriveroit peut-être que quelques Esprits pourroient se gendarmer de ces efforts Chrétiens de L. H. P. à procurer une chose si salutaire ; mais que leur ressentiment en ce cas devoir être comparé à celui qu'un homme attaqué de la fièvre chaude , prend

contre un autre qui tâche de le tranquilliser , dont le ressentiment change bientôt en reconnoissance.

M. le Cardinal revint Mercredi après midi d'Issy à Versailles , pour y travailler le soir avec le Roy , dans l'intention de retourner le lendemain dans son lieu de repos , & d'y rester tranquille jusqu'après le nouvel an.

S. Em. m'a paru un peu plus foible que la semaine précédente , quoique l'esprit toujours fort gai. Le Sieur Helvetius qui connoît son tempérament , me parlant ouvertement comme à son compatriote , m'a dit : « Il n'y a que fort peu de » jours que la constitution de M. le » Cardinal étoit telle , qu'il pour- » roit vivre encore beaucoup d'an- » nées , si seulement il vouloit un » peu se relâcher de ses grandes oc- » cupations journalieres. »

On m'a communiqué une Lettre écrite par un Ministre de la Cour de Turin , qui dit que le Général Traun avoit fait occuper Bagni de Poretta

(87)

par un détachement de quatre mille hommes d'Infanterie. Que par le moyen de ce poste qui est à la source de la Rivière de Reno , on avoit coupé au Général Espagnol M. de Gages , la communication avec le Lucquois & avec le territoire de Gènes , & qu'on étoit par-là en état de prévenir les Espagnols , au cas qu'ils voulussent entamer la Toscanne , M. Traun ayant fait venir à lui les trois mille Maîtres & les Hussars qui avoient pris poste à une lieuë de Boulogne.

On assure que M. de Glines a dépêché un Courier à Madrid pour représenter l'impossibilité d'attaquer l'Armée Piémontoise avec la moindre apparence de succès , comme aussi la nécessité absolue de mettre les Troupes dans les Quartiers d'Hyver.

Je suis , &c.

Paris , le 27 Décembre 1742.

LETTER

*De M. l' Ambassadeur Van Hoey
à M. Fagel.*

MONSIEUR,

Dans la conversation que j'eus Lundi & Mardi dernier à Versailles & à Issy avec M. le Cardinal & les autres Ministres d'Etat , je trouvai que la disposition de cette Cour , par rapport à l'état présent des affaires , est la même que j'ai écrit plusieurs fois à L. H. P. & que comme ils ont toujours la même confiance dans la sagesse , & le ferme attachement de la République à maintenir l'amitié pour cette Couronne , & le même desir pour le rétablissement du repos public , aussi souhaitent-ils que l'Europe .

l'Europe en général & la France en particulier puissent recevoir un si grand bien par les mains de l'Etat.

Il m'a paru que l'on souhaite ici de pouvoir apprendre par la période du Mémoire du Baron de Reischac, dont j'ai fait mention dans ma Lettre du 28 Décembre dernier, sous quelles conditions la Cour de Vienne souhaiteroit de faire la paix, & pourquoi elle a mieux aimé exposer ses Etats & Sujets aux plus grands dangers, que de prêter l'oreille à de pareilles propositions. Car il paroît naturellement à la Cour de France, que L. H. P. sont informés parfaitement des motifs pour lesquels la Cour de Vienne souhaiteroit de faire durer la guerre, sçavoir, afin qu'en cas que la juste défense des Etats héréditaires de la Maison d'Autriche n'en étant plus jugée la véritable cause, l'Etat ne laissât pas de continuer à soutenir la Reine d'Hongrie conformément aux Traités, & fut obligé de fournir toujours son

contingent , & la Cour de France voudroit qu'au cas que cette guerre , de défensive qu'elle est , pût de venir offensive de la part de la Maison d'Autriche , alors elle ne soit plus subsidiée par l'Etat , aux dépens de ses Sujets , puisqu'il est certainement contraire aux intérêts de la République de nourrir & entretenir une pareille guerre ; & de plus cela ne convient nullement à la sagesse si connue de L. H. P. qui doit leur faire souhaiter & désirer la paix générale. Ces Ministres ajouterent que la durée de la guerre n'étoit pas une affaire indifférente pour la République ; & que quoique jusqu'ici elle eût joui (par la grace de Dieu) de l'inestimable bien de la paix , cependant elle ne laissoit pas de se ressentir beaucoup des dépenses de cette considérable augmentation de Troupes , à laquelle cette guerre l'avoit fait résoudre. Desorme que son intérêt particulier , aussi bien que celui qu'il leur convient

de prendre à la prospérité & au soutien de la cause publique de l'Europe , qui n'est sans doute autre que la paix , paroîtront à la République deux motifs également forts & pressans , pour tâcher de faire cesser le fléau & les ravages de la guerre. Outre que de la reconnaissance , amitié & haute estime que les Peuples & les Nations ont déjà pour la République , il en résulteroit encore nécessairement ces deux suites heureuses pour Elle , la sûreté du maintien de la précieuse paix , & la décharge de ses Sujets.

On s'inquiète ici à présent moins que jamais , ce me semble , des menaces des Cours d'Angleterre & de Vienne ; & celle de France est moins sensible à la haine , & au mépris avec lequel elle croit avoir été traitée par les deux autres d'une maniere très-extraordinaire & bizarre. Ce que je me crois d'autant plus obligé de rapporter à L. H. P. que l'on fonde là-dessus qu'on fortifie & qu'on presse très-fort les raisons conte-

nues dans ma dépêche très-soumise
du 18 Decembre.

Dans ce même discours la con-
versation a tombé sur la déclaration
de l'Impératrice de Russie , par la-
quelle elle nomme le Duc de Hol-
stein son successeur ; & à cette oc-
casion j'ai pû remarquer clairement
qu'on souhaite ici que le choix que
les Etats de Suede avoient fait de
la personne de ce Duc pour succé-
der à la Couronne de ce Royaume
eût pû avoir lieu , parce qu'on dit
que les Anglois ont tout tenté pour
faire élire le Prince Frédéric de
Hesse Cassel , gendre de S. M. Bri-
tannique ; Election dont le succès
auroit été fort peu agréable à la
Cour de France , & n'auroit pas
été indifférent aux autres Puissances
de l'Europe.

J'ai encore compris qu'on ne s'em-
barrassoit point du tout de l'exhor-
bitant pouvoir qu'auroit produit
l'union du puissant Empire Russien
avec le Royaume de Suede , dans la
personne dudit Duc de Holstein ,

parce qu'on conçoit clairement
qu'une pareille union est absolument
impossible par la nature même de la
chose , & cela par les raisons sui-
vantes.

1°. Parce que de tout tems ces
deux Monarchies sont en coutume
d'être gouvernées par leurs propres
Rois , résidant au milieu d'eux : de-
 sorte que ni l'une ni l'autre ne vou-
droit pas se voir réduite à obéir à
un Viceroy.

2°. A ce projet s'opposeroit en-
core l'ancienne jalousie & haine ,
qui de tout tems a regné entre ces
deux Nations.

3°. Enfin , qu'au cas qu'une pa-
reille union pût s'effectuer , elle ne
pourroit durer qu'un fort court es-
pace de tems : encore ne tendroit-
elle qu'à la ruine des deux Royau-
mes , puisqu'elle seroit forcée &
contre nature , & par-là même une
absolue & perpétuelle cause de dis-
corde , & produiroit des guerres in-
testines.

Plusieurs Ministres de cette Cour

(94)

me dirent à ce sujet, que les mêmes raisons démontrant que l'union de ces deux Couronnes étoit une chimere, & aussi peu à craindre de la part d'une de ces deux Nations que de l'autre, pouvoient encore servir à démontrer en termes bien plus forts, le ridicule de pareilles appréhensions par rapport aux Couronnes de France & d'Espagne , lesquelles vaines craintes avoient pourtant , il n'y a pas encore long-tems , causé une si dispendieuse , sanglante & longue guerre , si inutile & si infructueuse. J'ai eu la satisfaction de trouver M. le Cardinal beaucoup mieux qu'il ne m'avoit paru depuis long-tems.

Je suis , &c.

Paris , le 4 Janvier 1743.



LETTRE

Du même au même.

MONSIEUR,

Mardi & Mercredi je fus voir M. le Cardinal, & les autres Ministres à Versailles, suivant ma coutume, & j'appris que, selon les informations de cette Cour, il n'est què trop vrai que l'Angleterre travaille avec plus d'ardeur & plus d'espérance de succès que jamais, à tirer l'Etat de son centre solide & salutaire de repos, & à le précipiter dans le feu de la guerre qui consume tout, & que pour y parvenir, on abuse non-seulement des noms sacrés de la Religion & de la liberté, mais qu'on fait un mauvais

usage de l'aimable nom de la paix même : comme si la Religion & la raison laissoient le moindre doute sur une vérité aussi généralement reconnue que celle qui nous apprend que la paix est la plus grande de toutes les bénédictions du Ciel , & que la guerre est le plus rude de tous les fléaux ! Comme si soulever la paix aux pieds , & courir embrasser ce monstre de la guerre , étoit un moyen fort salutaire pour assurer un si grand bien , & détourner un fléau si terrible ; quoique la Nature elle-même ait gravé dans tous les cœurs , qu'êtrent rempli d'un véritable amour pour la paix , & le marquer par toutes ses actions , c'est l'unique moyen de la conserver pour toujours.

Messieurs les Ministres observeront qu'il n'étoit pas moins clair , que comme le feu de la guerre étant une fois allumé , bruleroit toujours avec plus de véhémence ; à mesure que la République fourniroit des matières combustibles : au contraire

les

les efforts pacifiques de L. H. P. ne pouvoient manquer de l'étouffer bien-tôt , puisque par-là chacune des Parties perdant tout espoir d'assouvir sa vengeance , & de satisfaire son envie de dominer , au prix des trésors & du sang de la République , les esprits commenceroint nécessairement à se calmer. A quoi on pouvoit s'attendre d'autant plus sûrement , que les calamités de la guerre s'étoient fait sentir assez long-tems , pour reconnoître le prix de la paix , & la faire regretter.

Je passe sous silence plusieurs autres raisons que ces Ministres alléguerent , pour appuyer celles que je viens de rapporter , parce qu'elles se trouvent déjà dans plusieurs de mes précédentes. J'ajouterai seulement un passage pris , si je ne me trompe , de Grotius , qui m'a été cité cy-devant , comme applicable à ces beaux dehors de vertu , dont les hommes ont coutume de masquer les plus méchantes de leurs passions. Le voici « A entendre dis-

» courir ces hommes qui prêchent
 » la nécessité de la guerre , c'est uni-
 » quement pour nous assurer la
 » paix ; mais s'ils étoient hommes
 » de paix , ils ne la romproient
 » point , puisqu'il ne tient qu'à eux
 » de la conserver . »

Messieurs les Ministres remarque-
 rent encore , que l'Angleterre en-
 tr'autres motifs qu'elle employoit
 pour engager la République dans
 la guerre , exaltoit la sagesse de l'an-
 cien système , qui étoit de contre-
 balancer le pouvoir de la France
 avec les forces combinées de la Mai-
 son d'Autriche , de l'Angleterre &
 de l'Etat , & pressoit la nécessité de
 faire valoir présentement ce systè-
 me. Ils me dirent sur ce sujet , qu'on
 n'avoit qu'à faire attention aux ag-
 grandissemens & aux avantages que
 l'Angleterre avoit reçus par l'exé-
 cution de cette idée , & au déchet
 où étoient présentement les forces
 Navales de l'Etat , de même que
 sa Navigation & son Commerce ,
 en comparaison de ce que toutes

ces choses avoient été avant que les Anglois eussent trouvé le secret d'engager la République dans leurs guerres contre la France , & de lui faire envisager un pareil engagement comme une maxime très-salutaire pour elle. Pour peu , dirent ces Ministres , qu'on fasse attention à tout cela , on trouvera bien-tôt , qu'entreprendre encore une guerre de la même maniere , n'aboutiroit infailliblement à autre chose , qu'à donner le coup de grace à la République.

Cependant malgré tous ces différents assauts que l'Angleterre ne cesse de livrer , pour ébranler l'esprit pacifique des Régens de l'Etat , cette Cour se flatte toujours que la paix l'emportera , & demeurera victorieuse. Les raisons sur lesquelles l'on se fonde , m'ont paru se réduire à ce qui suit.

1°. Parce que l'on ne suppose pas , que l'Etat se soit engagé par quelques Traités avec la Maison d'Autriche , ni avec aucune autre

Puissance , pour la mettre en état d'exercer sa vengeance contre cette Couronne , & sa rage de dominer , puisqu'un pareil engagement seroit contraire à la Religion & à l'humanité , & par conséquent à tout ce qu'on doit attendre d'une République sage , prudente & modérée .

2°. Parce que L. H. P. sont parfaitement informés des dispositions pacifiques de cette Cour , & que par le Mémoire de M. le Baron de Reischach , elles ont pû voir , que la Reine d'Hongrie n'a pas trouvé bon de prêter l'oreille à des propositions bienfaisantes , dans lesquelles l'honneur & les intérêts de sa Maison Archiducale étoient si bien mé-nagés. D'où il résultoit que L. H. P. entrant en guerre , ce ne seroit point en vertu des Traités qui subsistent entre la République & la Maison d'Autriche , ces Alliances n'étant que défensives .

3°. Parce que la paix avoit toujours été considérée par L. H. P. comme l'ame de l'Etat , & sa con-

ervation comme l'objet le plus important de ses soins : de sorte qu'il n'y avoit aucune apparence que L. H. P. se portent jamais à prendre les armes , que dans le seul cas qu'une défense légitime d'eux-mêmes , ou de leurs Alliés , les pourroit justifier d'en venir à une extrémité si affligeante & si fâcheuse.

4°. Que la différence infinie qu'il y a entre rétablir le repos général de l'Europe par la seule sagesse de l'Etat , la gloire qui en reviendroit à la République , l'amour , la reconnoissance & la vénération , dont cet ouvrage de paix rempliroit tous les Peuples & toutes les Nations pour les Auteurs d'une si bonne action , l'affermissement qu'en recevroit son Gouvernement présent , & entre fomenter & nourrir , du bien & du sang de ses Sujets une Guerre sanglante , qui dissiperoit ses Finances , & ruineroit absolument toutes ses forces , ne laissoit aucun lieu de douter , que l'Etat pût balancer un seul moment à opter entre ces deux extrémités.

5°. Qu'aider directement , ou indirectement ceux qui attaqueroient cette Couronne , sous le nom de Troupes auxiliaires , de quelque façon que ce soit , cela seroit tellement contraire aux Traités qui subsistent entre la France & la République , & à ce grand nombre d'assurances très fortes , données par L. H. P. dans ces tems , & encore tout récemment par leur résolution du 28 Mars dernier , de leur attachement constant à l'amitié de cette Couronne ; & qu'en effet elles tache-roient de faire voir la sincérité de ces as-surances dans tous leurs procédés , sans se laisser détourner par quelques proposi-tions , ou insinuations que ce soit : enfin tellement contraire à tant de preu-ves que la France avoit donné à l'E-tat , depuis les 30 ans que la Paix subsiste , comme aussi à la juste con-fiance que cette Couronne mettoit dans la République , par rapport à tout ce que dessus , que l'on peut regarder comme dénaturé & insou-venable , que malgré toutes ces rai-

sions fortes & invincibles , un Gouvernement aussi sage & aussi prudent , qu'étoit considéré par tout celui de la République , puisse se déterminer à agir d'une manière qui y seroit diamétralement opposée.

6°. Que l'anéantissement du pouvoir de la France étoit , humainement parlant , & par la volonté divine , au dessus du pouvoir de ses ennemis ; mais que supposé que l'Etat eût le bonheur , en employant ses forces à un pareil ouvrage de le voir couronner de tout le succès qu'il pourroit desirer , alors il n'aurroit fait autre chose que renverser le seul contrepoids , qui fait sa sûreté , & s'enterrer lui-même sous les ruines de cette Puissance son alliée.

7°. Et finalement que si , sans aucun égard à toutes ces raisons , la République ne laissoit pas de se déterminer à une guerre contre la France , cela proueroit visiblement qu'il y a une haine invétérée & implacable dans l'Etat contre cette

Couronne, ou que l'Etat se trouve sous la férule de l'Angleterre , & dans sa dépendance ; mais que de quelque côté de ces deux principes que partit l'inimitié qui en résulteroit nécessairement , elle détruiroit jusqu'aux fondemens tous les sentimens d'amitié que cette Couronne a toujours eu pour cette République , & rempliroit tous les cœurs de cette Nation de dispositions pareilles à celles que l'Etat viendroit de manifester par une semblable conduite.

Je n'ai pû donner aucune réponse à tout ceci , parce que je puis vous assûrer sur ma parole , qu'il n'y a pas un seul homme , soit membre du Gouvernement , soit particulier , qui m'ait mis en la moindre façon au fait de ce que dans les délibérations de L. H. P. l'on pense sur ce sujet.

Seulement je me trouve obligé d'ajouter encore , parce que je puis le faire avec une entière connoissance de cause , que ceux qui tâchent de faire accroire à L.H. P. que la

destruction de cette Couronne seroit une entreprise fort facile , se trompent eux-mêmes , ou s'en sont laissé imposer par d'autres , puisqu'il est certain qu'humainement parlant les forces de la France doivent être regardées comme invincibles , lorsqu'elles ne sont employées que pour sa propre défense. La véritable connoissance de cette affaire me paroît de la dernière conséquence pour L. H. P. & je n'ose supposer que leur intention seroit , par une vaine montre de haine & d'inimitié , & avec une dissipation extrême de leurs forces , de se faire d'un ami aussi puissant , un ennemi infiniment dangereux pour cette République.

M. le Cardinal me parut fort touché de la nouvelle susdite , & vous ne pouvez en être surpris , puisque vous connoissez les sentimens affectionnés de ce grand Ministre pour l'Etat , & comme il a toujours déclaré , qu'engager la République dans une guerre , entraîneroit infailliblement la perte de sa liberté ,

& par conséquent de sa prospérité, de son commerce, de sa navigation, de sa gloire, & de tout ce qui la rend à présent si célèbre.

Un de Messieurs les Ministres parlant des anciennes forfanteries que les Anglois mettoient en usage, en se vantant qu'ils sçavent comment il faut s'y prendre pour faire danfer l'Etat au Printemps, compara les caresses que les Anglois pour y réussir, employent envers la République, aux morsures de la Tarantule, qui obligent ceux qui en sont atteints, à danser sans pause, ni repos, jusques à extinction de forces, la véritable danse des Morts.

Vous jugez bien, Monsieur, que l'on n'a pas manqué de me répéter ce que cy-devant l'on m'a touché souvent de l'ancienne haine & envie de l'Angleterre contre notre Nation, & contre l'Etat pour son commerce & pour sa navigation : Comment les Anglois ont déjà taillé dès l'origine de la République, & sous le Comte Leycester, de la mettre sous leur joug, en y

somentant des séditions sous le faux prétexte du danger de la Religion & de la liberté : Comment du depuis Cromwell & Charles II. avoient travaillé à l'exterminer de fonds en comble , la nommant une autre Carthage à leur égard ; qu'en 1664 au beau milieu de la paix , & pendant que Charles II. amadoüoit cet Etat , & le combloit de caresses , sa Flotte chassa les Hollandois des établissemens considérables qu'ils avoient formés aux nouveaux Païs-Bas , à présent la nouvelle York : comment un peu après , sçavoir en 1672. ce même Roi profitant du mécontentement que la France conçut contre l'Etat , pour avoir sur les persuasions des Anglois mêmes , concouru au Traité de la triple alliance , prit occasion de-là d'engager , sur leurs propres conseils , cette Couronne dans un détestable Traité , pour partager les dépouilles de cette République entre la France & l'Angleterre , & l'attaquer conjointement ; & comment la Souveraineté de la Province

d'Hollande , en faveur du Prince d'Orange , neveu de Charles II. étoit un des points de satisfaction que les Anglois exigeoient de la République : comment l'Angleterre avoit trouvé le secret d'engager les Régens de la République dans une guerre contre la France & contre l'Espagne , sous le prétexte des dangers où l'on disoit être la Liberté & la Religion , & de les porter à charger le Vaisseau de l'Etat , jusqu'au point de le faire couler à fond , par une guerre des plus ruineuses , sous le spacieux titre d'abaïsser le pouvoir exorbitant de cette Couronne , & de prévenir la réunion des deux Couronnes sur une même tête : & comment la façon dont les Anglois étoient sortis de cette guerre , avoit prouvé à tout l'Univers que ces beaux prétextes , & ces spacieux titres n'avoient été que des pièges dressés par eux , pour y faire tomber l'Etat , en déprimant ses forces navales , & son commerce par l'Etat même & par ses propres armes ,

jusqu'à ce déclin où on les voyoit aujourd'hui , & en même temps en élévant sur ces brisées les forces de mer & de commerce des Anglois au point de se croire en droit , & de se remplir de l'envie de donner la Loi aux quatre parties du Monde : & comment une union étroite entre la France & cet Etat , étoit l'unique contrepoids que l'esprit humain puisse imaginer pour empêcher la domination absolue des Anglois sur les mers , & assurer à cet Etat son indépendance par rapport à cette impérieuse Nation. Que cette même union étoit aussi l'unique bouclier de l'Etat contre ce qu'il pourroit avoir à craindre de quelque côté que ce soit ; & enfin comment les Anglois employoient toutes sortes de moyens , pour exciter une haine générale entre cette Nation & la nôtre , le tout afin de pouvoir derechef par les mains de cette République (de quelque manière qu'elles puissent les faire brûler , n'importe) tirer les marons du feu.

Je n'entre dans aucun détail sur tous ces points , pour ne pas importuner L. H. P. par des répétitions qu'elles m'ont déjà dit ne leur être point agréables. Je suis aussi fort éloigné de vouloir susciter des animosités dans notre Nation contre les Anglois ; car je méprise toutes ces haines & tous ces désirs de vengeance , comme des folies au suprême degré , & je les déteste comme des choses qui étouffent tout sentiment de Religion ; enfin je sc̄ais que je ne parle point au peuple , mais à la Haute Regence , dans le tems , & à l'endroit où cela est convenable , & je parle selon mon devoir ; & comme il s'agit ici des mêmes écueils , contre lesquels le Vaisseau de l'Etat a donné si rudement , qu'il a failli à en être submergé , & que les mêmes causes produisent les mêmes effets , j'ai cru que cette courte récapitulation pourroit servir en quelque façon de fanal à quelques-uns de nos braves

(111)

Pilotes , pour éviter les endroits
dangereux.

Je suis , &c.

Paris , ce 11 Janvier , 1743.

L E T T R E

Du même au même.

M O N S I E U R

Dans l'augmentation de la Cavalerie on a fait quelques changemens , tellement qu'au lieu de 300 Compagnies nouvelles de Cavaliers & Dragons , on n'en fera que 76 : & le reste de l'augmentation se fera en ajoutant cinq Maîtres à chacune des Compagnies qui sont actuellement sur pied , & en les mettant ainsi à 41 chevaux chacune. Outre

cette augmentation de la Cavalerie , & les sept nouveaux Bataillons Allemands , comme aussi sans compter les 50 à 60 Bataillons de Miliciens , cette Couronne aura au Printemps prochain une armée de 92 mille hommes d'Infanterie , & 23 mille de Cavalerie , y compris l'Armée de Prague , pour être employés sur les frontières de ce Royaume du côté des Pays-Bas , en cas de nécessité. C'est une vérité dont je puis assurer L. H. P. avec une entière connoissance de cause , & sur quoi l'on peut faire fonds entièrement.

L'opinion générale ici est , qu'au cas que l'Etat donnât par ses actions quelque soupçon fondé , de vouloir favoriser les desseins de la Maison d'Autriche , & de l'Angleterre contre cette Couronne , la Cour ne manquera pas de faire retourner dans ce Royaume toutes les Troupes qui sont en Baviere , & je n'ai trouvé personne parmi tous ceux qui sont en état d'en juger , qui ne

com-

comprene clairement , qu'humainement parlant , la France ne soit par le moyen de cette armée , parfaitement à couvert de la ligue la plus puissante & la plus forte qui se puisse faire , soit pour conquérir ce Royaume , soit pour abaisser son pouvoir ; d'autant que , comme vous le scavez , Monsieur , toutes les ligues qui se sont jamais faites par une ligue offensive , ont toujours été poussées moins ardemment par quelques-uns des Confédérés , & ont toujours fini par des paix séparées.

Je m'apperçois que tous les gens sensés appréhendent extrêmement que l'Etat ayant aigri ainsi les esprits à un si haut degré , n'éprouve que trop tard , qu'au lieu de l'eau il n'aura fourni que de l'huile à ce feu , pour le faire brûler avec la dernière véhémence.

Les mêmes personnes comprennent que faire revenir les Troupes de France , & ensuite transporter le Théâtre de la guerre dans les

Pays-Bas , loin d'avancer les intérêts de la Maison d'Autriche , & d'assurer l'équilibre , ne feroit que reculer les uns , & exposer l'autre aux plus grands dangers.

La raison en est entr'autres , que l'Aveu de la Maison d'Autriche est une preuve évidente qu'il n'a tenu qu'à elle de faire la paix à des conditions qui eussent été à sa bienféance particulière , & que tout prouvoit que les Princes de l'Empire , principalement le Roi de Prusse , ne pourront jamais souffrir que la Maison d'Autriche se rende Maîtresse de la Couronne Impériale par la force des armes , ou voulut annexer les Etats de Baviere à ceux de son patrimoine , & qu'ainsi une guerre de la Maison d'Autriche pour l'un de ces deux desseins , entraîneroit nécessairement une guerre civile dans toute l'Allemagne , d'où il ne pourroit résulter que l'affoiblissement extrême de tous les Princes , & par conséquent la destruction totale de la Balance en Europe.

J'écris ceci Mardi au soir ; après avoir envoyé ce matin sçavoir des nouvelles de la santé de M. le Cardinal. S. Em. a eu la nuit un accès de fièvre très-violent , & se trouvant actuellement dans un état très-dangereux , elle paroît tirer à grands pas à sa fin.

J'ai parlé depuis à quelques Ministres de cette Cour , que j'ai trouvé dans les mêmes sentimens par rapport aux affaires du temps , surtout à l'égard de la confiance entière qu'ils m'ont parû mettre dans les dispositions pacifiques de cet Etat , & dans son attachement constant à l'amitié de cette Couronne , comme je l'ai dit plusieurs fois dans mes précédentes , & encore dans mes deux dernières. Car comme l'Aveu susdit de la Reine prouve que sa guerre n'est plus une guerre défensive : que L. H. P. ont déclaré si solemnellement à cette Cour qu'elles n'ont aucun engagement , qui tende à offenser quelqu'un ; que d'une façon également

formelle elles ont donné les assurances les plus fortes ; qu'elles ne manqueront point de faire voir par toute leur conduite , la sincérité de leur intention à l'égard de l'affermissement , de l'amitié & de la bonne harmonie entre cette Couronne , & la République , ces Ministres entrent cette conclusion , que l'amitié entre cette Couronne & notre Nation est entièrement à couvert , malgré les efforts les plus violens de ceux qui travaillent à les mettre aux prises.

Cette conséquence tirée de ces déclarations de L. H. P. passe en certitude par la haute estime , générale & extraordinaire que l'on a ici pour l'Etat , parce que l'on suppose que parler d'une façon , & agir d'une toute différente , est aussi opposé au caractère de sagesse , reconnu dans L. H. P. que le mensonge est contraire à la vérité; la Religion & la Raison condamnent également une action de cette nature , comme un vice lâche & scandaleux que l'ex-

périence de tous les tems a prouvé n'être qu'une manie toute pure dans un moins puissant , contre un beaucoup plus puissant.

L'on me toucha en même tems la maxime que la Nature enseigne , & qui est fondée sur le droit des Gens , a sçavoir qu'un troisième , quoiqu'il n'exerce directement aucune hostilité , se déclare néanmoins ennemi , en mettant l'une des Parties en état d'attaquer l'autre avec plus de force , & qu'ainsi l'Etat en occupant les Pays Bas Autrichiens par ses Troupes , donneroit occasion à la Reine d'Hongrie , de même qu'à l'Angleterre d'employer toutes leurs forces pour conquérir les Etats de la Maison de Baviere , & s'emparer de la Couronne Impériale en faveur du Grand Duc , par une guerre qui mettroit toute l'Allemagne sens dessus dessous , faute que la République payeroit cherement par la perte de sa liberté ; sans compter que par-là l'Etat se déclareroit , quoique moins indirectement ,

cependant d'une façon également essentielle , ennemi de l'Empereur , de l'Empire , & de cette Couronne . La France se trouvant liée & engagée par les Traités les plus sacrés & par les maximes de son Gouvernement de protéger indispensablement & l'un & l'autre , se verroit ainsi contrainte contre son gré , & contre sa volonté de pousser & faire durer une guerre des plus ruineuses .

Ce soir M. le Cardinal se trouva un peu mieux . Neanmoins on n'a pas laissé de lui administrer l'Extrême-onction , parce qu'il l'a souhaité .

Aujourd'huy Mercredy matin , je reçois la nouvelle que S. Em. a mieux reposé la nuit passée , & que sa toux a été moins violente . Cette après-midy le Roi l'a visité , & sa maladie est allée de mieux en mieux toute cette journée . La nuit du Mercredy au Jeudy a été moins tranquile que la précédente , & quoique S. Em. se trouvât mieux ce jour que le Mardy précédent , son état est toujours extrêmement critique .

S'il plaisoit à la Providence d'ôter ce grand Ministre de la Terre , la République y perdroit certainement un ami sincere , & puissant en crédit. Mais je puis assurer L. H. P. que le fonds est toujours bon ici pour leur Etat , dès sorte qu'il ne tiendra qu'à elles de semer & cultiver icy l'amitié par le seul moyen de leurs vertus , & par conséquent d'une manière qui n'aura rien de contraire à l'amitié qui subsiste entre l'Etat & toutes les autres Puissances , & d'en recueillir la moisson la plus riche , en réalisant cet intérêt sincere que toute la Nation Françoise prend à la conservation de la République , & à l'augmentation de son commerce. Mais vous fçavez , Monsieur , que comme l'amitié engendre l'amitié , ainsi son contraire fait naître nécessairement les fruits qui lui ressemblent.

- Je n'ignore pas (puisque c'est l'ordinaire des hommes) qu'au cas qu'il plaise à Dieu de conserver la paix à l'Etat , il ne manquera pas

de gens qui soutiendront toujours qu'on auroit mieux fait de prendre le parti de la guerre , & qu'ainsi mon application & ma fidélité à informer L. H. P. de tout ce qui me revient pour la conservation de cette paix tant chérie , ne m'attirera certainement ni la faveur , ni l'estime de ces personnes. Mais L. H. P. savent que le salut de la Patrie me tient lieu de tout ; desorte que j'aimerois mieux me voir accablé de la haine la plus affreuse & du mépris le plus mortifiant , pourvû que l'Etat demeure en paix , que de voir exalter ensuite jusqu'au Ciel mes sentimens pacifiques dans la République comme dans ce Royaume , forcées à cela par une triste expérience des calamités affreuses de la guerre.

Il est certain que déjà la Cour Impériale n'est point du tout contente de celle de France , ni surtout de M: le Maréchal de Broglie , parce qu'elle soupçonne cette Cour d'avoir beaucoup plus à cœur le rétablissement

rétablissement de la paix , que d'obtenir une satisfaction raisonnable au sujet de ses prétentions sur la succession du feu Empereur. Elle est dans l'opinion aussi , que M. le Maréchal de Broglie a négligé ou évité de se rendre maître de Passaw & de Schandingen , lorsqu'il étoit en son pouvoir de le faire. Le bruit est général , que ce Maréchal fait de grandes instances à ce qu'on fasse retourner les Troupes de France qui sont en Baviere , & on dit toujours que celles qui sont sorties de Prague continueront leur marche vers ce Royaume.

Hier au soir M. le Cardinal se trouva moins bien , & vous verrez par le Billet que je reçois dans ce moment d'Issy , que S. Em. est à présent dans l'état du monde le plus dangereux.

Je suis , &c.

Paris le 18 Janvier 1743.

L

Vendredi à sept heures du matin.

Le cours de ventre que S. Em. a eu hier toute la journée l'a réduit dans un grand accablement. Le délire vient par intervalle, la toux est moins fugante, les crachats ont toujours de la peine à venir. Il a beaucoup de peine à avaler, & rebute la boisson & toute sorte de nourritures.

LETTRE

Du même au même.

MONSIEUR;

Comme il n'y a point de confirmation de la nouvelle qui s'est répandue ici, il y a quelque tems,

des délibérations de L. H. P. pour employer une grande partie de leurs Troupes , afin de mettre la Reine de Hongrie en état de faire une guerre offensive , soit directement contre cette Couronne , soit contre l'Empereur , on commence à douter de plus en plus de la vérité de ces bruits , sur-tout chez les gens sages & sensés. Car , sans compter la confiance entiere que met cette Nation dans la haute sagesse , la candeur & l'amour de la paix de L. H. P. il ne se trouve personne qui ne regarde comme une démonstration , que le rétablissement du repos de l'Europe , est une suite nécessaire de leur conduite prudente & modérée.

Il se répand un nouveau bruit entièrement opposé à un autre qui a précédé , & où il étoit question du Roi de Prusse , qui , disoit-on , s'étoit laissé entraîner à faire la guerre à cette Couronne , comme je l'ai mandé par ma soumise du 4 du courant. A présent l'on divulgue

gue que S. M. a déclaré au Roi d'Angleterre , qu'elle ne souffriroit point que des Troupes Angloises , ni aucunes autres Troupes qui sont à la solde d'Angleterre , entrent dans l'Empire pour y faire durer la guerre ; que comme Electeur & Prince de l'Empire , il étoit obligé d'y maintenir le repos , & qu'ainsi il auroit soin en même tems d'en faire sortir les Troupes de France , s'offrant de travailler conjointement avec l'Angleterre & la République à procurer une paix entre l'Empe-reur & la Maison d'Autriche à des conditions équitables.

Mais de ceci il ne m'est rien revenu par le canal des Ministres de cette Cour , & j'ai trouvé que d'autres personnes dont je respecte le jugement , n'ajoutent aucune croyance à ce bruit. En voici la raison.

C'est que toutes ces personnes posent en fait que tant que la guerre se fera en Allemagne , avec des avantages à peu près égaux , & par

conséquent avec une diminution à peu près égale des forces de toutes les parties , le Roi de Prusse n'y prendra aucune part ; mais que s'il arrivoit que l'une des parties , principalement la Maison d'Autriche , vînt à faire pancher la balance un peu trop de son côté , alors le Roi fera cesser la guerre par une médiation armée ; & que par la même raison , il ne pourra , ni ne voudra jamais permettre , que la Maison d'Autriche se rende maître des Etats de Baviere , & bien moins de la Couronne Impériale. C'est l'opinion unanime de toutes ces personnes , & il n'y a qu'une voix là-dessus.

L'on dit encore fort généralement , que le Roi de Pologne , Electeur de Saxe , est dans le dessein de faire valoir ses prétentions sur les Duchés de Juliers & de Bergue ; ce qui est la cause que bien des gens appréhendent que l'Angleterre & la Maison d'Autriche ne prennent de-là occasion d'engager

aussi ce Roi dans leur guerre contre l'Empereur & contre la France.

La situation présente des affaires en Lombardie est telle que le Roi de Sardaigne en ayant retiré presque toutes ses Troupes en Piémont , les Autrichiens ne sont plus en aucune façon en état d'y tenir contre les Espagnols , sous les ordres de M. de Gages ; ce qui fait naître un nouveau motif d'appréhender que pendant qu'on flatte la Reine de la promesse d'aggrandir ses Etats aux dépens de l'Empereur , ou de cette Couronne , par la continuation de cette guerre , l'événement ne prouve que trop la solidité des raisons de ceux qui ont jugé , qu'il n'y a rien de plus nécessaire , ni de plus utile pour la Reine en particulier & pour le bien de l'Europe en général , qu'une paix qui seroit à la bienféance de sa Maison Archiducale.

Je me trouve encore obligé d'ajouter , par rapport à ce que je viens de dire , que la réflexion fait

sentir de plus en plus à toute personne sage & impartiale l'impossibilité qu'il y a pour la Reine de Hongrie de faire aucune conquête sur l'Empereur , ni sur cette Couronne , & que l'évidence de cette vérité doit faire croire absolument que la conduite de cette Princesse , qui préfere la continuation d'une guerre désolante & périlleuse à des propositions d'une paix qui seroit de sa bienfiance , doit être attribuée au cœur aigri de la Reine , plutôt qu'à aucun conseil donné de sens froid , soit par l'Angleterre , soit par quelqu'autre Puissance .

Vendredi matin , M. le Cardinal étant toujours dans le même état , son Valet de chambre lui demanda s'il ne vouloit pas prendre un peu d'Eau de canelle ; S. Em. répondit d'abord : « Je ne veux ni canelle , ni canaille . » Mais un moment après il le rappella , & lui dit : « Donnez-moi de la canelle , puisqu'elle vient de mes bons

(128)

¶ amis les Hollandois ; Je ne veux
¶ point leur déplaire.

Je suis , &c.

Paris le 21 Janvier 1743.



L E T T R E

Du même au même.

DANS la conversation que j'eus mardi avec Messieurs les Ministres à Versailles , il m'a paru de nouveau , & de la maniere la plus claire , que cette Cour est toujours dans la même disposition par rapport au rétablissement de la paix , comme je l'ai mandé souvent à L. H. P. & qu'Elle desire sincèrement que la Cour de Vienne veuille enfin donner les mains à un accom-

modément à des conditions égales ;
 & par conséquent convenables aux
 intérêts particuliers de la Maison
 d'Autriche.

M. le Cardinal Tencin parlant à cette occasion de la véritable grandeur d'ame , & la comparant aux passions qui souvent prennent la figure hypocrite de cette rare vertu , me dit que l'idée que la sage conduite des Etats Généraux lui avoit fait concevoir de leur vraye façon de penser , l'engagent à croire fermement , que L. H. P. uniquement par amour pour la Reine & pour le bien du genre humain , n'étoient pas moins disposées à employer leurs trésors pour flétrir le cœur de cette Princesse & la déterminer à un accommodement , aux conditions que je viens de toucher , que d'autres paroissoient prompts à prodiguer les leurs pour la détourner de prendre un parti aussi salutaire , & la faire persister dans la continuation de la guerre au péril de ses Etats héréditaires , à la destruction du gen-

re humain , & principalement de ses Sujets.

Une personne de distinction & en état de juger avec connoissance de cause , m'a dit que la situation des affaires en Amérique étoit telle , qu'il est impossible que l'Espagne puisse donner aucune augmentation de territoire aux Anglois , sans se mettre Elle-même dans le plus grand danger de se voir bien-tôt chassé de toute cette partie du monde ; & que quant aux nouveaux avantages qu'on voudroit accorder à la Nation Angloise dans le Commerce de l'Amérique Espagnole , il en devoit résulter nécessairement la ruine totale de celui qui se fait par la voye de Cadix ; & qu'ainsi les Domaines de l'Espagne en Amérique deviendroient une charge inutile , & même ruinouse pour cette Couronne.

La même personne me disoit , qu'elle scavoit d'une façon à n'en pouvoir douter , que la Cour d'Espagne étoit trop pénétrée de ces

vérités pour se flatter que des Négociations qui auroient pour objet les deux points que je viens de toucher , puissent jamais réussir ; & qu'on y trouveroit des difficultés qu'on ne pourroit jamais surmonter.

Mais vous sçavez , Monsieur , par ce que j'ai mandé souvent à L. H. P. que d'un côté l'appréhension de cette Cour est toujours très-grande , que l'acquisition de quelqu'établissement en Italie en faveur de Dom Philippe ne tienne si fort à cœur à la Cour d'Espagne , que pour y parvenir rien ne lui coûte , & qu'elle ne fasse ces deux grands sacrifices à l'Angleterre , quelques pernicieuses qu'en puissent être les suites pour l'Espagne elle-même , & pour les autres Nations .

Ayant écrit cette dépêche jusqu'ici , je reçois la résolution de L. H. P. du 15 du courant. Elles jugeront facilement de la douleur que je ressens en voyant que j'ai le malheur de leur déplaire , dans le tems que je travaille de bonne foi à rem-

plir mon devoir envers la Patrie. Je suis homme , & j'avoue ma foiblesse ; c'est à L. H. P. de commander , & à moi d'obéir.

Mais vous aurez la bonté , Monsieur , quant aux raisons mentionnées dans ma dépêche du 11 du courant , qui m'ont engagé à faire à L. H. P. succinctement , mais fidélement le récit de ce que l'on m'a dit ici (quoiqu'avec beaucoup plus de feu & de circonstances) de la conduite que l'Angleterre a tenue avec la République depuis son origine , d'ajouter encore celles qui suivent.

La première raison , c'est la persuasion où sont le Cardinal & les autres Ministres de cette Cour (ce dont j'ai souvent donné connaissance à L. H. P.) qu'entretenir la bonne amitié avec l'Angleterre par toutes les voies justes & raisonnables , n'est pas d'une moindre nécessité pour la République , que l'entretien de la même amitié avec cette Couronne. D'où il s'ensuit

que cette Cour n'a pas en vue d'exercer des animosités contre l'Angleterre.

La seconde , que M. le Cardinal , lorsque S. Em. me fit il y a mercredi quinze jours ce récit avec beaucoup plus de circonstances , ajoûta ces mots : » Vous sçavez , Monsieur , combien je suis éloigné de vouloir susciter de l'animosité dans l'Etat contre l'Angleterre . » Je vous rappelle ces choses seulement pour que la République ne fasse point fonds trop légèrement sur les belles paroles des Anglois , l'expérience de tous les tems doit lui avoir appris que le Proverbe , *naturam expellas furcâ , &c.* se peut appliquer au plus haut degré à cette Nation .

La troisième raison , c'est qu'il m'avoit paru par plusieurs discours de Messieurs les Ministres , que cette Cour s'imagine fortement que les sollicitations des Anglois , pour engager cet Etat dans une guerre , sont poussées avec beaucoup de

chaleur & grande apparence de succès. Ainsi j'ai cru qu'il étoit de mon devoir de ne rien cacher à L. H. P. de tout ce qui me revint en même tems pour le maintien de la paix ; mes instructions portent entr'autres, d'avertir exactement L. H. P. de tout ce qui viendra à ma connoissance , quand la chose sera de quelqu'importance , tant par rapport à ma commission qu'autrement.

La quatrième raison est , que ces mêmes instructions m'ordonnent de travailler à ce que la bonne intelligence entre les deux Cours & les deux Nations , soit conservée à tous égards & cimentée de plus en plus. Comme aussi parce que L. H. P. par plusieurs de leurs résolutions , & notamment par celle du 20 Juillet dernier , ont témoigné leur satisfaction par rapport à ma conduite , en ce que je tâchois de convaincre cette Cour des désirs sincères qu'avoient L. H. P. de cultiver l'amitié mutuelle entre les deux Nations , & de déraciner tous soupçons & méfiances. Ainsi j'ai

cru , que comme le susdit récit ne me fut fait que pour contrequarer les efforts de ceux qui cherchent à susciter de l'animosité entre cette Couronne & l'Etat , il étoit de mon devoir aussi d'en faire part à L. H. P. pour la même fin.

La cinquième raison ; c'est que par rapport à tous les motifs susdits , je me suis fortement figuré que la résolution du 20 Juillet dernier n'étoit relative qu'à ce qui se dit dans le Public sur la façon de penser des Anglois par rapport à cette République , puisque cette résolution ne m'ordonne point de cacher à L. H. P. ce qui me seroit dit directement en qualité d'Ambassadeur par Messieurs les Ministres de cette Cour , pour le maintien de la Paix & de l'amitié mutuelle entre les deux Nations.

Au reste , je proteste religieusement que la conservation de l'amitié avec l'Angleterre ne me tient pas moins à cœur que celle de la bonne

intelligence avec la France , & que je travaillerois avec la même fidélité & la même application , si mon emploi l'exigeoit , à prévenir dans l'Etat tous mauvais soupçons contre l'Angleterre , lorsqu'ils tendroient à faire naître une guerre pernicieuse entre cette Nation & la nôtre , parce que je considere la paix comme le trésor le plus précieux de l'Etat , & l'amitié des deux Couronnes , de l'Angleterre aussi bien que de la France , comme son plus ferme appui.

On prétend que le Roi , vu l'état moribond où continue d'être M. le Cardinal , au cas qu'il vînt à perdre ce Ministre , n'a pas l'intention de remplir sa place , mais de travailler lui-même dans les départemens des Secrétaires d'Etat.

Cependant la multiplicité des affaires de ce vaste Royaume , surtout en tems de guerre , fait que la plupart croyent , que ce Prince ne pourra que très-difficilement se dispenser

dispenser de continuer la direction des affaires sur le même pied , & de confrer à l'un de ses Ministres une autorité supérieure à tous les autres.

M. le Dauphin étant mardi chez M. le Cardinal , S. Em. lui dit , *Que les Princes de son rang n'étoient guéres accoutumés d'honorer de leur présence un agonisant. Que cependant ces visites ne pouvoient leur être qu'utiles , en ce que par-là ils apprennoient à connoître de près la misère humaine , en se rappellant qu'ils sont des hommes aussi , & que le même sort les attend tôt ou tard.*

Tous ceux qui ont l'accès chez M. le Cardinal me disent que S. E. dans ces jours qui , humainement parlant , paroissent les derniers de sa vie , conserve pour la République & pour son Ambassadeur ici , les mêmes sentimens d'amitié que j'ai si souvent dit à L. H. Peutre naturels à S. Em. Cependant pour ne point la troubler dans la visite que je lui fis hier à Issy , je ne trou-

M.

(138)

vai pas encore à propos d'approcher de son lit.

Je suis , &c.

Paris le 25 Janvier 1743:



LETTRE

Du même au même.

MONSIEUR,

Dans la conversation que j'eus mardi avec Messieurs les Ministres de cette Cour à Versailles , ils m'ont tous parlé d'abord de la résolution de L. H. P. du 15 du Passé , prise sur mon sujet ; parce qu'elle est devenue publique dans cette Ville. Je m'abstiens d'en toucher aucune particularité , puisque je ne

ça
plus
gar
dre
M
qu'
cœu
sent
tue
E
tion
plus
mon
dans
doubl
ment
peut
stanc
mets
l'une
Mons
plus
témoi
consci
suis co
En
Dépê

ſçaurois le faire sans encourir le plus grand danger de me faire regarder comme désobéissant aux ordres qui s'y trouvent renfermés.

Mais avant que de passer outre, qu'il me soit permis d'ouvrir mon cœur à L. H. P. & de leur représenter de la maniere la plus respectueuse.

En premier lieu , que la résolution de L. H. P. a excité en moi le plus grand abattement , quoique mon emploi demande , & sur-tout dans ces conjonctures , un esprit doublement courageux & doublement vigilant. Mais cette difficulté peut être surmontée par ma constance , & par la confiance que je mets dans l'équité de L. H. P. l'une & l'autre , vous le ſçavez , Monsieur , font la récompense la plus glorieuse , & en même tems le témoignage le moins douteux d'une conscience nette , laquelle je me suis conservée par la grace de Dieu..

En second lieu , que toutes mes Dépêches , depuis plus de quinze-

Mij

ans , prouvent que je ne me suis jamais amusé à les remplir de bruits vagues , ni de vains discours , pour porter l'Etat à s'engager dans quelque guerre ruineuse , ou quelque paix trompeuse , & que je n'ai fait parvenir à L. H. P. que des avis fondés sur une connoissance entière de la nature des choses , sur la raison & l'expérience de tous les tems ; avis qui servoient principalement à bien remplir mon devoir & mes instructions , de travailler en général à ce que la bonne intelligence & l'amitié entre les deux Etats & leurs Sujets fussent conservées & cimentées de plus en plus , & à ce que tous soupçons & mauvaises intelligences soient ôtées tout-à-fait , & même prévenues , selon les résolutions & les ordres réitérés de L. H. P.

En troisième lieu , que toutes mes Dépêches sont autant de preuves autentiques , que toute ma politique , toute simple & toute unie , n'est fondée uniquement & inviolablement que sur les maximes suivantes .

1^o. Sur celle qui nous ordonne de veiller à notre conservation , en nous confiant à la Providence : *Vigilate Deo confidentes* ; de nous reposer uniquement sur sa bonté , & non sur les hommes , dont les passions l'emportent sur la raison.

2^o. D'étouffer tous mauvais soupçons & méfiances dans leur berceau , par des éclaircissements donnés & pris à propos ; puisqu'à mesure que la méfiance gagne des forces , elle fait naître nécessairement des haines injustes & des animosités violentes qui éclatent enfin en une guerre ouverte & ruineuse ,

3^o. D'aller au-devant de l'envie & des désirs de la vengeance : la nature , la raison & l'expérience nous faisant connoître la folie de ces passions extravagantes , & notre sainte Religion les condamnant au suprême degré .

4^o. Enfin , d'assurer la paix à cet Etat , autant que cela se peut humainement parlant , par les vertus de ceux qui composent notre

Gouvernement , en dirigeant leurs actions selon la règle fructifiante de Notre Divin Sauveur , qui ordonne de faire à autrui comme nous souhaiterions qu'on nous fît à nous-mêmes.

Desorte que lorsque L. H. P. par leur résolution du 15 du passé , paroissent imputer à ces mêmes Dépêches des vûes & des sentiments entierement opposés à ceux que je viens de récapituler , quoique ma candeur , & ma sincérité se manifestent dans les Relations de la règle de mon procedé & de ma conduite depuis ma jeunesse jusqu'à présent , je n'ai pû concevoir de-là que de nouvelles & très-fortes appréhensions que ceux à qui mes travaux & mon application continue à cimenter la bonne intelligence & l'amitié déplaisent , auront enfin réussi à me rendre suspect , & par conséquent odieux , & méprisé de L. H. P. à la destruction totale de mon ministere .

Cependant il ne me convient pas

de demander de rechef mon rappel
 (quoique ce soit le seul moyen de
 me conserver un morceau de pain
 pour mes vieux jours.) parce que L.
 H. P. m'ont déclaré ci-devant , que
 mon rappel seroit préjudiciable au
 service de l'Etat. Pour moi souhai-
 tant de cœur & d'ame de sacrifier
 mon sang & mon bien pour la con-
 servation de la paix & de la liberté ,
 & de l'accroissement de la prospé-
 rité de la République , non-seule-
 ment dans cet emploi , mais par
 tout ailleurs où l'Etat pourroit
 avoir besoin de moi , je me dévoue
 & me consacre à la Patrie , sans ré-
 serve & sans exception.

Mais malgré tout cela , je ne
 scaurois m'empêcher de prier Dieu
 ardemment & tout haut , afin que
 tous les membres de la Régence le
 puissent entendre , de vouloir di-
 riger leurs cœurs de façon , que
 dans le choix d'une autre personne
 pour l'ambassade de France , ils en-
 puissent rencontrer une douée de
 plus grand talens , qui ait moins

d'imperfections , & qui soit remplie d'un amour aussi ardent pour tout ce qui regarde le devoir envers la Patrie , & qu'il veuille enfin leur inspirer de m'accorder du repos après tant d'années de travaux , de sacrifices pour la République , & d'une conduite toujours désintéressée dès qu'il n'a été question que de moi-même.

M. le Cardinal étoit déjà le matin de mardi dernier à l'extrême , ce qui donna occasion de me parler des sentimens sincères de ce Ministre pour la République , & à moi d'écrire en même tems , que comme je scavois que ces sentimens étoient aussi ceux de toute la Nation , je pouvois assurer L. H. P. qu'un chacun de ceux qui me parloient , prouveroient par les effets & par leurs actions , qu'ils pensent & penferont toujours de même envers la République , tant qu'elle se sentira de l'amitié pour cette Couronne .

J'aurois tort cependant de ca-
cher

cher à L. H. P. que cette Cour, autant que je puis juger, ne compte plus si positivement qu'elle a fait ci-devant sur l'attachement inalterable de l'Etat pour la paix, & son amitié pour cette Couronne.

Mais que cela ne surprenne pas L. H. P. puisque selon le train ordinaire du cœur corrompu de l'homme, il se trouve ici, comme par tout ailleurs, des brouillons qui cherchent à pêcher en eau trouble, & qui considerent la guerre comme le plus grand bien, & la paix comme le plus grand mal; & qu'il n'est pas moins naturel à des gens de cette trempe de faire un mauvais usage de tout, dans la vûe de fusciter des animosités réciproques, aussi tâchent-ils avec la même application d'imputer à l'Etat des sentimens contraires à la bonne amitié envers cette Couronne, pendant qu'ils agissent sourdement dans l'Etat, pour rendre cette Couronne suspecte d'avoir des desseins tendant à l'abolition de

la liberté de la République & à la destruction de notre sainte Religion.

Comme M. le Cardinal aimoit la République jusqu'au fond de son cœur , cette disposition avantageuse m'aidoit beaucoup à prévenir ou à détruire dans son esprit toutes sortes de mauvaises impressions de soupçons & de méfiances. C'étoit même quelque chose de si rare que cette favorable disposition , que l'on auroit de la peine d'en trouver autant dans aucun autre Ministre d'une Cour étrangere ; desorte qu'il paroît encore plus nécessaire présentement , puisque l'Etat a véritablement & effectivement à cœur la continuation de cette amitié , que l'on ait , pendant qu'il est encore tems , recours aux éclaircissements , qui sont certainement le seul & le meilleur spécifique contre toutes sortes de sinistres soupçons.

Tous ceux qui ont connu M. le Cardinal tant soit peu de près ,

Pont toujours regardé comme un puissant antagoniste des desseins de la Cour d'Espagne ; & L. H. P. auront pû aussi remarquer dans mes Relations & d'ailleurs l'indisposition de cette Cour contre M. le Cardinal ; de sorte que sa mort n'y sera nullement regardée comme une perte.

C'est ici une raison de laquelle il me semble qu'on doive inférer , qu'il y a apparence que la Cour de France ne travaillera plus avec le même zéle qu'Elle a fait certainement depuis six mois , pour disposer l'Empereur à se contenter de ses Domaines , au cas que la Reine de Hongrie voulût à cette condition donner les mains à la paix ; parce que par la paix , la Reine de Hongrie se verroit en situation d'employer toutes ses forces à la défense de ses Etats en Italie , & de faire avorter les entreprises des Espagnols dans cette partie de notre continent.

A cette raison il en faut joindre

N ij

une autre ; c'est l'état changé des affaires d'Italie , & le courage que ce changement inspire à la Cour d'Espagne , laquelle se flatte de l'espérance de pousser ses desseins à une fin heureuse ; desorte qu'elle se croiroit beaucoup plus offensée , si à présent la France l'arrêtroit dans ses entreprises , en la frustrant par une paix entre l'Empereur & la Reine , d'une attente si bien fondée , felon son opinion.

Mais cette difficulté n'est pas de celles qui sont insurmontables , parce que toute la Nation Française crie à haute voix après la paix , & que les Ministres , dans la conversation dont j'ai rendu compte , m'ont paru également portés pour le rétablissement du repos. Tous m'ont témoigné que cette Cour verroit avec plaisir que L. H. P. voulussent employer leurs bons offices auprès de l'Empereur & de la Maison d'Autriche , pour procurer une paix sur le pied de l'*uti possidetis* ; ce qui paroît une preuve bien

clare de la sincérité de leur intention , parce qu'au cas (disent-ils) que cette proposition ne fût point acceptée par les deux Parties , L. H. P. verroient du moins par Elles-mêmes jusqu'où la guerre de la Reine s'accorde avec les termes des alliances & engagemens de la République.

A ce moment je reçois la résolution de L. H. P. du 22 du mois passé , prise sur l'une de mes précédentes Dépêches du 18. Mettez-vous , Monsieur , (aussi-bien que chacun des membres de la Régence) à ma place pour un moment , & vous jugerez plus aisément de la douleur extrême que m'a causé cette résolution. Aussi n'ajoûterai-je rien à ce que j'ai dit ci-dessus , ni à ce qui se trouve dans ma Dépêche du 25 du mois dernier , en réponse à la résolution de L. H. P. du 15 précédent. Ma bonne conscience me tient lieu de témoins , & ma confiance entière sur la justice de l'Etat , d'un bouclier assuré , pour

ne pas me voir entierement assomme par ce coup redoublé.

Au reste , toutes les Troupes Nationales de France sont sorties de la Ville d'Egra ; & on y a mis des Régimens de l'Empereur.

Il est certain que la Cour de France a résolu jusqu'à présent , de ne tirer de la Baviere , & faire marcher vers le Royaume que six mille hommes seulement , tant Cavalerie qu'Infanterie , & que les dispositions sont faites pour avoir l'Armée de France qui est dans cet Electorat , complette vers la fin de Mars , ou le commencement d'Avril prochain.

La solde des Cavaliers & des Fantassins de France en Baviere a été augmentée de deux sols par jour , & les ordres sont donnés de distribuer outre cela à chacun deux onces de ris par jour.

L'emprunt de six millions par forme de Tontine , dont j'ai parlé dans ma dernière , fut rempli le même jour de la publication ; de

forte que le lendemain l'on n'en pût plus avoir un seul Billet.

Le Roy vient de déclarer à ses Ministres qu'il travaillera dorénavant en personne avec eux, & qu'ils recevront leurs ordres de lui-même.

Ce nouveau système de l'Administration des affaires de cette Cour paroît devoir être de durée , par la raison que les Ministres d'Etat sont tous également éloignés de se charger d'un fardeau aussi pesant que le Ministere général , & de se voir subordonner à l'autorité supérieure d'un seul d'entr'eux ; d'où il résulte nécessairement , qu'un chacun contribuera de bonne foi à l'entretien d'une parfaite harmonie , tant pour faciliter les expéditions pour le Roy , que parce que c'est leur intérêt commun.

J'ai oublié cy-dessus de marquer dans sa place , que la mauvaise volonté de la Cour d'Espagne contre M. le Cardinal est allé si loin , que M. le Marquis de Castellar a été

chargé particulierement de travailler de toutes les façons à ruiner ce premier Ministre dans l'esprit du Roy , & le faire disgracier , & que M. le Marquis de Las Minas a témoigné par toutes ses actions , que la perte de ce Cardinal étoit un des principaux objets de son Ambassade à cette Cour.

L. H. P. comprendront aisément que la Cour d'Espagne ne peut manquer d'avoir nombre d'amis dans celle-ci , où beaucoup de gens , pour avancer leurs intérêts , ont coutume de prendre leurs mesures de loin , comme gens à qui le cas où un Prince de la ligne d'Espagne monteroit sur le Trône de France ne paroît pas impossible. Il faut ajouter la libéralité de la Cour d'Espagne , qui prodigue aux principaux Seigneurs de cette Cour l'Ordre de la Toison , ou bien le titre de Grandesse , cette dernière dignité donnant ici le même rang , & les mêmes prérogatives que le Brevet de Duc & Pair.

Quand on fait attention que nonobstant tout cela , & sans considérer que le Roy Catholique est Oncle du Roy de France , M. le Cardinal a témoigné par toutes ses actions , que jamais aucune espérance de s'acquérir la bienveillance de la Cour d'Espagne , ni aucune crainte de sa haine ou de sa persécution , ne pouvoit le détourner du bon cheinin & de son devoir ; il paroît qu'on ne sçauroit exiger de preuve plus convaincante de son amour pour le Roy son Maître , ni de son dévouement total aux intérêts du peuple , sans aucun mélange de ses intérêts particuliers.

J'ai aussi oublié de dire tantôt , que sur les bons offices que j'ai employés en faveur de la République de Genève , Messieurs les Ministres m'ont répondu , que le Roy ne l'abandonneroit jamais , qu'il la protégeroit envers & contre tous , de la maniere la plus efficace. Ils ajoutèrent que l'infraction faite au Traité de Saint Julien , avoit , suivant

(154)

toute apparence , sa source dans l'ignorance des Espagnols ; mais que cette Cour ne manqueroit pas de mettre au plutôt celle d'Espagne mieux au fait.

Pour un plus grand éclaircissement de la période de cette dépêche qui commence : *Tous m'ont témoigné que cette Cour verroit avec plaisir , &c.* Je me trouve obligé d'observer encore qu'aucun des Ministres , principalement dans ces commencemens , ne pourra plus parler aussi positivement des intentions du Roy , comme du tems de M. le Cardinal ; ils connoissoient celles de S. Em. & ils sçavoient parfaitement jusqu'à quel point le Roy se reposoit sur ce premier Ministre..

Je suis , &c.

A Paris , le premier Février 1743.

(155)



LETTRE

Du même au même.

MONSIEUR,

Le Ministre de la République de Genève m'a dit que sur ses représentations il avoit reçu la même réponse de M. Amelot , que ce Ministre & les autres membres du Ministère m'avoient donnée , & dont j'ai eu l'honneur de rendre compte à l'Etat par ma précédente.

Les Lettres de l'Armée de France qui est en Baviere , marquent que les maladies augmentoient parmi les Troupes , & que comme on les attribuoit à la mauvaise nourriture , & aux autres incommodités , M. le Maréchal de Broglie avoit

(156)

exhorté les Généraux & les Chefs des Régimens de faire leur possible , chacun dans son poste , pour étouffer ce mal jusques dans sa source. En attendant la Cour a travaillé avec tant^e de diligence à remplacer les pertes de cette Armée , que les recrues au nombre de deux mille deux cens cinquante hommes , dont l'on avoit besoin pour cet effet , & qu'on a tirées des Milices , sont déjà arrivées à Strasbourg , où le Marquis de Quenoy Lieutenant Général s'est déjà rendu pour les passer en revue ; de sorte que l'on compte qu'elles arriveront avant le 15 du mois prochain à l'Armée en Baviere.

Le retour de l'Armée sous M^e de Bellisle a été avancé , de sorte que la première division s'est mise en marche le 20 au lieu du 24 du passé , & la dernière suivra le 4 du courant au lieu du 11.

On assure que plusieurs Régimens de Cavalerie & d'Infanterie se sont mis en marche du côté de

Luxembourg , pour être à portée : au cas que les Troupes d'Autriche & les Auxiliaires veuillent tenter de ce côté-là une invasion dans le Royaume.

Les soixante-seize nouvelles Compagnies de Cavalerie & Dragons de la nouvelle levée , sont presque toutes complètes ; mais les Ordonnances pour augmenter chaque Compagnie de Cayalerie & de Dragons de cinq hommes n'ont pas encore été distribuées.

On dit que l'Infant D. Philippe a demandé aux Régens du Pays de Valais , où est la Montagne nommée *le Grand Saint Bernard* , le passage par leur territoire pour entrer en Italie ; mais l'on suppose qu'il sera très-difficile de les porter à y consentir.

Le Roy a donné les deux Abbayes que possédoit M. le Cardinal à deux Abbés qui sont frères , & tous deux Neveux de feu S. Em. scavoir celle de Saint Etienne de trente-cinq mille livres de rente à l'aîné , qui est Grand Aumonier de

la Reine , & celle de Tournay de
16000 liv. au Cadet.

M. le Cardinal avoit encore quarante mille livres de rentes , sçavoir vingt mille comme Surintendant des Postes , & pareille somme comme Ministre d'Etat , à laquelle sont fixés les appointemens ordinaires de cet Emploi ; de sorte que tout son revenu annuel n'alloit pas au de-là de quatre-vingt-onze mille livres , monnoye de France. Il ne laisse point de dettes , sa maniere de vivre ayant été extraordinairement sobre ; & quand on considere son rang & l'usage d'aujourd'hui , on est surpris d'entendre , qu'à peine toute sa succession , y compris Meubles , Vaisselles & Bijoux , vaudra-t-elle quatre-vingt mille livres de cette monnoye. Ce qui prouve de la façon la moins équivoque la pureté de ses mains , & par conséquent de son cœur.

J'ajouteraï à cette occasion , ce que M. le Cardinal m'a conté il y a plusieurs années ; c'est un fait dont

la mémoire mérite d'être conservée,
comme faisant également honneur à
S. M. T. C. & à son Ministre. Le Roi
immédiatement après son Sacre à
Reims, ayant entendu dire à son an-
cien Précepteur , qu'à présent S. M.
n'avoit qu'à prendre congé de la
vérité pour toujours , ce jeune Prin-
ce lui demanda tout étonné pour
quoi ? Et ayant reçu pour réponse
que la vérité est chassée des Trônes
des Rois par la flaterie , ce Monar-
que avec une mine des plus gracieu-
ses lui dit : « Et moi , Monsieur ,
» je vous prie de me dire toujours
» la vérité. » M. le Cardinal , lors-
qu'il me raconta ceci , ajouta ,
qu'ayant promis au Roy de ne ja-
mais la lui déguiser , il avoit tenu
religieusement parole : qu'il n'avoit
jamais craint de lui dire les choses
naturelles & sans déguisement ,
quoique quelquefois très-opposées
aux inclinations & aux façons de
penser du Monarque , & par consé-
quent désagréables ; que cela même
n'avoit coûté aucune peine à lui

Cardinal , parce qu'ajouta-t-il , oser dire les vérités les plus désagréables aux Rois , fut toujours la marque la plus évidente d'un respect sincère , & d'un amour véritable pour leurs personnes sacrées ; & d'ailleurs qu'il avoit pû en agir ainsi avec moins de crainte qu'un autre , parce que l'intérieur du Roy & son cœur magnanime lui étoient si parfaitement connus , qu'il n'avoit jamais eu besoin de le regarder qu'avec les yeux d'un fidèle Sujet , ni de lui parler que comme au Chef de l'Etat & au Pere du Peuple. Ce fut à l'occasion du grand mécontentement que la Cour d'Espagne fit éclater contre M. le Cardinal , & de la commission donnée au Marquis de Castellar de travailler à le faire disgracier , qu'il me fit ce récit.

M. le Cardinal ajouta alors , qu'il avoit été sensiblement mortifié d'avoir été quelquefois obligé de donner à S. M. des conseils opposés aux desirs

desirs de l'Espagne , parce qu'il regardoit l'amitié de cette Couronne comme extrêmement précieuse pour la Nation Françoise ; mais que l'on ne pouvoit servir deux Maîtres , qu'il regardoit la paix comme le souverain bien de la France , & la guerre comme ce qu'il y avoit de plus funeste pour cette Nation , sans néanmoins qu'il pût trouver le secret de rapprocher ces deux extrémités *du plus grand bien & du plus grand mal* ; Que le bien du peuple avoit toujours été la regle suprême de ses conseils , parce que là gissoit réellement la plus grande gloire des Souverains , comme faisant leur appui le plus sûr.

Le Corps de M. le Cardinal est resté à Issy , jusqu'à ce que le superbe Mausolée que le Roy lui fait éléver dans l'Eglise de Saint Thomas du Louvre , laquelle on fait rebâtir , & que dorénavant l'on appellera *Saint Louis du Louvre* , soit achevé. En attendant le Roy a or-

O

donné qu'on fit de magnifiques obseques au Défunt dans l'Eglise Métropolitaine de cette Capitale. L'affliction de cœur que le Roy marque d'une maniere sincere dans toutes ses actions & dans toutes ses paroles , de la perte de ce Ministre , fait son plus grand éloge dans l'esprit d'un chacun , parce qu'aimer & regretter les vertueux , fut toujours consideré comme une marque réelle de vertu. Le Roy a donné à M. Amelot la Charge de Grand Maître des Cérémonies de l'Ordre du Saint Esprit , à la place de feu M. le Marquis de Breteuil & à M. le Controlleur Général Orri , celle de Grand Trésorier du même ordre , laquelle avoit M. le Comte de Maurepas , qui en a donné sa démission de son pur mouvement , en se réservant les honneurs & les prérogatives attachées à cette dignité.

Après avoir écrit jusqu'ici , je viens d'apprendre de bonne part ,

qu'il est vrai que le Roy avoit confé les deux Abbayes susdites aux deux Neveux de feu M. le Cardinal , mais qu'ils ont prié S. M. de trouver bon qu'ils ne les acceptassent point , disant qu'ils avoient déjà chacun environ trente mille livres de rentes en Bénéfices , & que les exemples de la modération de leur Oncle , avoit fait une si forte impression sur leurs cœurs , qu'ils ne cesseroient de prier Dieu de leur faire la grace de l'imiter : que le Roy avoit reçu les prières de ces jeunes Abbés avec beaucoup d'estime , & de grandes marques de ten-
dresse.

Le Canton de Schwitz vient d'accorder à la Cour d'Espagne la permission de lever un Régiment de quatre Bataillons qui sera sous les ordres du Colonel Redinger. On dit aussi (mais c'est ce que je ne puis assurer) que l'Abbé & Prince de Saint Gall avoit accordé la permission de lever un pareil Régiment

O ij

(164)

de quatre Bataillons au Lieutenant
Colonel Dunant Suisse de Nation,
déjà au Service d'Espagne.

Je suis , &c.

Paris , ce 4 Février 1743.



LETTRE

Du même au même.

MONSIEUR,

Je commence cette dépêche par rectifier une erreur glissée dans ma précédente du 1 du courant , sçavoir , que la Tontine arrêtée il y a quelque tems , fut remplie le même jour de la publication , parce que je sçais d'une maniere à ne pouvoir endouter , qu'hier on a pû avoir encore de Billets.

Mon Auteur Marchand Geve-
vois étoit dans la bonne foi , parce
qu'il l'avoit appris d'un des Col-
lecteurs de la Tontine , lequel ayant
d'abord débité son nombre de Bil-
lets , s'étoit imaginé que tous les
autres Collecteurs avoient eu le mê-
me succès que lui dans leur portion
de Billets. Cependant il est certain
que l'argent n'est nullement rare
ici , ni le crédit public diminué en
aucune façon. Une preuve de cela ,
c'est que l'argent n'est point monté
au de-là de son cours ordinaire qui
est de cinq pour cent , & que les
Actions sont actuellement plus hau-
tes qu'au commencement de cette
guerre.

J'ai été dans l'erreur aussi dans
dans mon énumération des revenus
de feu M. le Cardinal , puisque
j'ai trouvé qu'au lieu de vingt mille
livres de cette monnoye que j'avois
dit que lui rapportoit la Surinten-
dance des Postes , il n'en tiroit que
15000 liv.

Le grand exemple que le Roy

donne dans ses discours , & l'envie
ne portant d'ailleurs ses coups que
sur les vivans , il n'y a plus person-
ne qui ne rende une entiere justice
à ce grand Ministre , & qui ne re-
grette sa perte.

La succession du célèbre Cardi-
nal Georges d'Amboise premier Mi-
nistre du Roy Louis XII. montoit
à onze millions , & le Marc d'ar-
gent , qui aujourd'hui vaut 50 liv.
ne valoit alors que 10 liv. Les re-
venus du Cardinal de Richelieu
étoient prodigieusement gros , &
sa succession surpassoit de beaucoup
les richesses des plus opulens Parti-
culiers de son tems dans toute l'Eur-
ope. Le Cardinal Mazarin jouissoit
d'un revenu de dix-huit cens mille
francs : sa succession fut estimée
vingt-deux millions , & le prix du
Marc d'argent n'étoit alors que de
27 liv.

En comparant le crédit qu'ont eus
les susdits premiers Ministres au-
près de leurs Maîtres , avec la con-
fiance entiere & parfaite que le Roy

d'aujourd'hui avoit placée dans cette dernière Eminence , l'on trouve que le pouvoir des premiers étoit autant au-dessous du crédit tout puissant de ce dernier , que leurs richesses étoient au-dessus de celles qu'il possédoit.

L'exemple de modération singulière qu'ont donnée les deux Neveux de feu M. le Cardinal n'est pas si généralement applaudi ; ce qui ne doit pas surprendre , puisque , comme vous le fçavez , Monsieur , les hommes n'aiment point voir dans les autres des vertus dont ils se sentent incapables eux-mêmes , & tâchent toujours de les flétrir du nom de quelque vice , ou de les tourner en ridicule. Mais les gens de candeur & tous ceux qui connaissent de près ces deux Messieurs , ne peuvent que rendre une justice entiere à la simplicité de leur cœur.

M. le Controlleur Général a été nommé Exécuteur Testamentaire de feu S. Em. & sous lui M. l'Ab-

(168)

bé Brissart, qui faisoit les affaires de M. le Cardinal. Ce choix prouve la confiance inébranlable de ce Ministre en M. le Contrôleur sur le pied que j'en ai toujours parlé dans mes Relations, en opposition à tant de bruits contraires, destitués de tout fondement, répandus souvent de tous côtés.

Ce dernier est regardé universellement, comme ayant acquis une grande part dans la confiance du Roy, apparemment parce qu'on l'en croit généralement digne; & j'ai déjà marqué plus d'une fois le desir sincere & constant qu'a ce Ministre de contribuer par tout ce qui est en son pouvoir pour l'affermissement de l'amitié entre cette Couronne & la République, & la persuasion où il est, que rien n'est plus avantageux pour les deux Nations. On peut compter sûrement sur sa parole, étant de ces hommes qui parlent toujours du fond de leur cœur, & dont les actions sont autant de preuves invariables, que

la

la droiture est leur plus saine politique.

Dans la conversation que j'eus Mardi & Mercredi avec M. Ame lot & quelques autres Ministres de cette Cour , j'ai remarqué , Monsieur ,

1°. Les mêmes sentimens pour assurer la bonne intelligence , & par la même raison que je viens de toucher , & que j'ai souvent dit à L. H. P. être la vraie façon de penser de cette Cour , aussi-bien que de toute cette Nation.

2°. Les mêmes sujets pour mes appréhensions mentionnées dans ma dernière à l'endroit qui commence : *Mais j'aurois tort de cacher à L. H. P. &c.* & comme la cause de ces appréhensions , de même que le reméde , s'y trouvent , je ne m'étiendrai pas davantage sur cette matière. J'ajouterai seulement les trois maximes suivantes , parce qu'elles expriment en peu de mots des points très-essentiels , que l'on m'a mis devant les yeux dans la dernière con-

P

versation & dans d'autres cy-devant , par rapport à l'affermissement de l'amitié réciproque entre les deux Nations.

A sçavoir 1°. Que quelque sincère que soit notre affection pour les autres , l'on n'est pas le maître de leur conduite. 2°. Que l'amitié ne doit pas venir d'un côté seulement. Et 3°. Que comme l'amitié engendre l'amitié , ainsi la haine n'engendre que la haine.

Dans cette conversation il m'a paru de nouveau, que tous ces Messieurs les Ministres pensent encore comme ils ont toujours pensé par rapport au rétablissement du repos de l'Europe , & que chacun d'eux en particulier est persuadé qu'une proposition de la part de l'Etat sur le pied de l'*Uti possidetis* , seroit conforme à la raison , & tout ce qu'il y auroit de plus glorieux & de plus utile pour la République , & le vrai moyen de ramener la paix pour le bien de l'Europe , & par

conséquent pour décharger l'Etat des Armemens extraordinaires auxquels cette guerre allumée l'a engagé , sans qu'aucune Puissance en Europe puisse prendre en mauvaise part cette médiation des Régens de la République , puisque la bonne foi & leur fidélité à leurs engagemens , de même que leur amour pour la paix , seroient mis de cette façon l'une & l'autre dans le plus beau jour , étant prouvé jusqu'à l'évidence , que c'est le plus sûr moyen de procurer le bien de toutes les Parties en général , & de chacune en particulier.

M. Amelot me communiqua dans la même conversation la déclaration faite par le Roy de Prusse au Roy de la Grande Bretagne & à la République , & cette Cour me paroît fort contente de cette démarche de S. M. Prussienne.

Plusieurs de nos soi-disans Politiques accoutumés , comme vous le sçavez , Monsieur , de prêter vainement des causes mystérieuses aux

(172)

événemens les plus simples , s'imaginent fort & ferme , que cette démarche a été faite de concert avec cette Cour , & que la France refusée par la République , s'est jettée , par maniere de parler , entre les bras du Roy de Prusse , pour ramener la paix par son moyen.

Mais les deux raisons suivantes me paroissent démontrer que la déclaration de ce Roy a été aussi peu concertée avec cette Cour qu'avec la Grande Bretagne , ou avec l'Etat.

1°. Parce que la rupture de l'amitié qui a subsisté entre cette Cour & celle de Prusse est trop fraiche , pour croire qu'il seroit naturel que la premiere de ces deux Cours voulut donner à la dernière une si grande marque de confiance.

2°. Parce que dans la dernière conversation il m'a paru encore que cette Cour ne souhaite pas moins de se voir redévable de la paix à l'Etat , qu'elle souhaite la paix même.

(173)

Que L. H. P. me permettent donc , puisque la chose vient ici à propos , de leur rappeller les raisons convaincantes par lesquelles il paroît que cette Cour ne peut point déclarer ses intentions pour la paix d'une maniere plus publique.

Ces raisons se trouvent dans plusieurs de mes précédentes , & en-tr'autres dans celle du 31 Décembre dernier , à l'endroit qui commence par ces mots : *Premierement , que cette Cour avoit donné assez à entendre , &c.* Qu'elles me permettent en même-tems de leur rafraîchir la mémoire de tous ces divers raisonnemens insérés dans ces mêmes Relations , lesquels les gens sensés regardent ici comme démonstratifs , pour convaincre tout homme raisonnable & impartial , qu'aucune des Parties belligerantes ne peut en aucune façon , humainement parlant , rendre ses conditions meilleures , par la continuation de cette guerre.

Le dessein de M. le Maréchal de
P iiij

(174)

Belleisle étoit de se rendre le 31 du mois passé à Francfort , & d'être ici sur la fin de celui-ci.

On dit généralement & de maniere que l'on n'en peut plus douter , que le mécontentement de l'Empereur contre M. le Maréchal de Broglio s'est fortement accru : que S. M. Imp. insiste de la façon la plus pressante sur son rappel , & demande en même-tems , que le Commandement des Troupes de France en Baviere soit conféré à M. le Maréchal de Belleisle. On ne dit pas moins positivement , que M. le Ma:échal de Broglio demande lui-même son rappel avec un aussi grand empressement , & qu'en bon & fidele Sujet il allégué qu'il ne peut se résoudre à tenter l'impossible pour plaire à une Puissance Etrangere aux dépens du sang des Soldats du Roy , & par conséquent au préjudice de son service. Vous jugez bien , Monsieur , que ce brave Général , en écrivant dans ce style , ne fait gueres sa Cour à ceux

(175)

qui sont ici les plus bouillans.

M. l'Ambassadeur de Venise m'a dit que le fils de M. le Chevalier Trono , jeune Seigneur d'environ trente-un ans , avoit été nommé par la République pour la commission extraordinaire auprès de l'Etat , & qu'il l'avoit acceptée.

On parle d'une nombreuse promotion de Généraux que le Roi doit faire au premier jour , pour récompenser les Officiers des Armées de Boheme & de Baviere.

Je suis , &c.

Paris , le 8 Février 1743.

P iiiij

(176)

LETTRÉ

Du même au même.

MONSIEUR,

La Déclaration du Roi de Prusse à l'Etat & au Roi de la Grande Bretagne fait à présent le principal sujet des discours du Public ; & j'aurois de la peine à exprimer l'estime plus qu'ordinaire que ce Prince s'est acquise auprès de la Nation Françoise par cette démarche magnanime. Car c'est ainsi qu'elle est qualifiée ici , parce que l'on juge généralement qu'elle doit de nécessité opérer le rétablissement de la paix , que comme vous fçavez , Monsieur , l'on desire ardemment ici ,

Les raisons qui font attendre fûrtement cet effet salutaire de cette Déclaration , sont les suivantes.

Premierement , parce que l'on ôte par-là absolument à la Reine de Hongrie toute espérance de rendre ses conditions meilleures , par la continuation de la guerre.

Secondement , parce que la bonne foi de l'Angleterre & de l'Etat , par rapport à leurs engagemens défensifs avec la Maison d'Autriche , prouve jusqu'à la démonstration , l'impossibilité qu'il y a pour l'Empereur de faire valoir en la moindre façon ses prétentions sur la succession de Charles VI. quand même la Cour de France seroit résolue d'assister S. M. Impériale de toutes ses forces.

Par rapport à cette dernière raison , je me trouve obligé de répéter encore ce que j'ai déjà dit tant de fois , que cette Cour souhaite trop sincèrement , qu'on voulût prévenir toutes sortes de sujets de méfiance & d'inimitié entre cette Nation

& la nôtre , non-seulement parce que (comme cela est fort naturel) cette Nation est fort éloignée de s'attirer de nouveaux ennemis , mais principalement parce qu'une rupture entre cette Nation & la nôtre est considérée universellement comme la chose la moins naturelle qu'il soit possible d'imaginer , & la plus pernicieuse pour les deux Etats .

Il ne me paroît pas non plus hors de saison de répéter en cette occasion ce que j'ai mandé déjà tant de fois , scavoir que je ne me suis pas apperçu que cette Cour regarde comme contraire à l'amitié entre S. M. T. C. & la République , que cette dernière emploie ses trésors en vertu de l'alliance défensive , pour mettre la Reine en état de défendre ses Pays héréditaires .

On assure que huit ou dix mille hommes des Troupes d'Autriche sont en marche pour renforcer celles du Comte de Traun en Italie .

On assure même que la Cour de

(179)

Vienne & celle d'Angleterre ont résolu de récompenser le Roi de Sardaigne de son assistance fidelle dans la défense des Etats de la Maison d'Autriche , aux dépens de son Duché de Savoie , & en exposant sa personne aux plus grands dangers.

Cela étant , l'on compte les Etats de la Reine en Italie en parfaite sûreté , parce que le Roi de Sardaigne pourra ainsi employer toutes ses Troupes , & rendre le passage de Savoie en Piémont entierement impossible à D. Philippe. Ce Monarque se sentira puissamment encouragé de le faire , & l'Armée d'Autriche sous le Comte de Traun se trouvera supérieure en forces à celle de l'Espagne sous le Général de Gages.

Comme le Roi de France a commencé à gouverner par lui-même , il me paroît convenable de tracer à L. H. P. un léger crayon de son caractère , ramassé sur les rapports constants , fidèles & unanimes de tous ceux qui ont le plus d'accès auprès de Sa Personne Royale.

Ce Prince est de son naturel

équitable, débonnaire, discret, & même d'un secret impénétrable, pieux, mais non au-dessus des failles humaines, préférant le repos & les plaisirs de la vie aux occupations laborieuses ; d'un jugement sain, d'une mémoire heureuse, assez bien versé dans l'Histoire, principalement de son Royaume, pas Guerrier de naissance, mais plutôt pacifique ; il a l'esprit élevé, il est très-sensible à l'amitié, & ne souffriroit pas volontiers qu'on lui fist tort, ou qu'on le méprisât.

Ce portrait tiré aussi fidélement qu'il a été possible, se vérifiera, je m'en assure, auprès de L. H. P. comme le feront mes autres rapports dans les occurrences.

Qu'à cette occasion il me soit permis d'observer de quelle conséquence a été de tout tems la première impression d'amitié ou d'inimitié donnée au commencement d'une nouvelle administration, comme celle-ci en a l'apparence, & j'aurois grand tort de cacher à L. H. P. qu'il me paroît que de jour

(181)

en jour l'on compte de moins en moins sur l'amitié de notre Nation.

Le bruit est ici général , que si les Ennemis de la France réussissent à rendre la guerre générale , ce qu'ils sollicitent depuis si long-tems , le Roi se mettra alors à la tête de son Armée , à l'endroit où le feu brûlera avec plus de véhémence , & l'on croit ici généralement que ce sera dans les Pays-Bas Autrichiens.

En attendant , cette Cour ne néglige rien pour prévenir un mal si pernicieux , ou pour y résister , au cas qu'il fût inévitable.

Toute l'Infanterie du Royaume consistoit avant la guerre en hommes , 120000.

Augmentée de dix hommes par Compagnie , . . 30000.

Milice Lorraine , 4000.

Régimens Etrangers augmentés , 8000.

TOTAL : ; : . 162000.

(182)

La Cavalerie avant cette guerre étoit d'environ 20000.

Augmentée de dix Maîtres par Compagnie , 10000.

Trois cens nouvelles Compagnies , 11000.

T O T A L 41000.

TOTAL des Troupes , 203000. ausquels il faut ajouter 16000 Invalides qui servent dans les Garnisons.

J'ai lû & relû avec beaucoup d'attention la résolution de L. H. P. du 22 du passé , prise sur ma Relation du 18 du même mois. Je déclare de bonne foi que je n'ai pû y découvrir les endroits qui ont eu le malheur de déplaire à L. H. P. au point qu'elles y ayent trouvé des réflexions peu décentes , non seulement sur la conduite des Alliés de l'Etat , mais encore sur la conduite & les délibérations de l'Etat même.

Je suis fort pour la règle , qui

dit , *Antequam incipias , consulto ;*
postquam consulueris , mature factio opus
est . . . Une résolution prise par le Souverain est une loi sacrée pour les Sujets , & un chacun doit y conformer ses actions ; mais je crois aussi que tandis que le Souverain délibere , il doit être libre à tous ceux qui ont quelque vocation légitime , de dire leur avis selon leurs lumières sur tout ce qui intéresse le service de l'Etat. Faire de son mieux en cela , sans se laisser détourner par des considérations de faveur ni de haine , fut jugé de tout tems & à très-bon droit , être un devoir des plus essentiels d'un membre de la haute Régence ; & la vogue de cette grande maxime dans un Etat regardée constamment comme l'effet le plus heureux , la preuve la plus évidente & l'appui le plus assuré de notre précieuse liberté.

Je n'ai jusqu'ici aucun avis ni information des délibérations de L. H. P. ni directement , ni par aucun

de ceux qui y ont part ; desorte que je n'en sc̄ais que ce que les Ministres de cette Cour m'en disent. Elles auront vû par ma Dépêche du 14 Janvier & les suivantes que par tout ce qui , par ce canal , m'est revenu de leurs délibérations , j'ai dû nécessairement conclure , qu'elles avoient pour objet , ou de conserver la paix , ou de prendre le parti de la guerre. Dans cette circonstance , j'ai dû faire usage de toutes les informations qui me paroissent propres à pouvoir , selon le jugement éclairé de L. H. P. leur faire préférer la paix aux calamités de la guerre , & l'affermissement de l'amitié de cette Couronne à son courroux éternel ; devoir tellement conforme aux grands objets de mon ambassade , à la Religion de notre suprême Régence , à leur amour pour la paix , à la nature , à la raison & à tout ce qu'il y a de plus glorieux & utile pour l'Etat , que je me regarderois certainement comme le plus coupable

pable de tous les hommes , si j'y avois manqué en la moindre façon . . . Je puis me tromper ; Dieu seul est infaillible , mon devoir m'oblige d'informer l'Etat de tout ce qui vient ici à ma connoissance par rapport à des délibérations aussi importantes.

L. H. P. auront la bonté de se souvenir que toutes mes Dépêches écrites depuis un assez long-tems , & depuis le 14 du passé jusqu'à cette dernière inclusivement , n'étoient absolument que pour leur faire parvenir tous les avis qui m'ont paru propres à mettre en évidence les cinq ou six points qui suivent.

1°. Qu'humainement parlant , des bons offices employés par L. H. P. pour le rétablissement de la paix de l'Europe , sur le pied de l'*uti possidetis* , produiroient nécessairement un effet si salutaire.

2°. Qu'au cas que la Reine de Hongrie acceptât une pareille offre , & qu'au contraire l'Empereur &

Q

ses Alliés la refusassent , le secours que l'Etat accorderoit fidélement à la Reine pour la défense de ses Pays héréditaires , se trouveroit pleinement justifié , même auprès de cette Cour.

3°. Que l'aide & l'assistance de l'Etat pour faire une guerre offensive contre l'Empereur ou contre la France , étoit ou seroit regardé toujours ici sur le pied d'une guerre peu nécessaire , injuste , & de quelque façon qu'elle tournât , pernicieuse à la République , parce que l'amitié de cette Couronne seroit bien-tôt changée dans une inimitié des plus violentes , & ses sentimens de la plus haute estime seroient renversés de fond en comble.

4°. Que suivant la règle *vulnera non infliguntur ad mensuram* , les coups portent sans mesure. L'Etat , après le premier pas d'hostilité contre cette Couronne , se verroit poussé tous les jours bon gré malgré à prendre part de plus en plus

à ce jeu d'une guerre très - rui-
neuse.

5°. Qu'une guerre offensive de la Reine contre l'Empereur ou contre cette Couronne , supposé même que la République y concourût de toutes ses forces , ne peut cependant point , humainement parlant , rendre la situation de la Reine meilleure qu'elle se trouve déjà par la condition de l'*uti possidetis* , qu'elle auroit pû avoir il y a long-tems & qu'elle peut encore obtenir. Outre qu'en sacrifiant le ressentiment de son cœur ulceré à la paix à la conservation du bien & du sang de ses Sujets & de ses Alliés , elle acquereroit à coup sûr la plus haute gloire pour elle-même.

6°. Enfin , que comme la nature nous apprend que des menaces engendrent des aigreurs , ainsi tout ce qui en a l'air doit nécessairement dans cette Cour reculer la paix au lieu de l'avancer ; parce que l'humeur du Monarque , le caractère de la Nation & la puissance de cette

Couronne sont autant de choses entièrement opposées à tout ce qui ressemble aux voyes de forces , ou à des moyens de contrainte.

Ainsi , quand L. H. P. voudront bien examiner toutes ces raisons avec celles que j'allegue pour le prouver , & qu'ensuite elles prendront la peine de comparer avec les expressions dont je me suis servi pour les lui exposer , & en faire l'objet de leurs délibérations , je m'assure qu'elles trouveront que l'importance des points susdits l'emporte de beaucoup sur mes paroles , quelques fortes qu'elles ayent paru.

Vous scavez , Monsieur , que c'est dans une proposition simple , claire & renfermant une vérité importante que consiste le vrai , & ce qui mérite le nom de sublime ; & j'ose dire , que bien loin d'avoir jamais pensé à donner des forces à la vérité par des expressions étudiées & recherchées , j'ai cru au contraire que mes paroles tiroient

(189)

de la vérité même tout ce qu'elles pouvoient avoir de force & de poids.

L. H. P. auront la bonté d'ajouter , que je puis avec une plus grande connoissance de cause , & par conséquent avec plus de fondement que qui que ce soit , leur donner des lumieres sur tous les points susdits ; lumieres tirées de la vraye façon de penser de cette Cour , & du véritable état où se trouvent les affaires de ce Royaume , n'étant guéres impossible de révoquer en doute , qu'une aussi longue Ambassade que celle dont je suis décoré en cette Cour , ne m'ait pas pû donner une connoissance supérieure & parfaite touchant l'une & l'autre de ces deux choses .

Je suis , &c.

Paris , le 11 Février 1743.



LETTER

Du même au même.

MONSEIGUR,

J'ai eu occasion lundi & mardi de voir M. Amelot , de même que les autres Ministres de S. M. T. C. & dans les conversations que j'ai eues avec eux , il m'a paru que cette Cour ne compte plus du tout sur l'amitié de l'Etat , ni sur son attachement constant à la paix. On m'a battu fort froid au sujet des délibérations de la République , & comme si elles étoient la chose du monde la plus indifférente pour cette Couronne ; car , me disoit-on , un chacun doit sçavoir ce qu'il a à faire , & l'on ne peut , quelque

ardemment qu'on le souhaite , entretenir l'amitié avec ceux qui sont nos ennemis nés , non plus qu'avec d'autres , qui leur prêtant l'oreille , se laissent disposer , sinon tout-d'un-coup , du moins peu à peu , à devenir nos ennemis comme eux.

J'ai bien tâché , comme j'ai fait ci-devant conformément à mes instructions , & aux ordres ultérieurs de L. H. P. d'ôter de l'esprit des Ministres cette sorte de prévention , mais la conversation sur ce sujet fut séche & laconique. Car , lorsque je voulus entamer le chapitre de la profonde vénération de la République , pour l'amitié de cette Couronne , l'on me répondit en souriant , que l'on croyoit bien que je souhaitois sincèrement que cela fût ainsi , mais que j'étois très-mal informé.

Les expressions dont je me suis servi dans plusieurs de mes précédentes , entr'autres dans celle du 14 de Janvier dernier à l'article qui commence par ces mots , *J'ai sou-*

(192)

vent fait mention à L. H. P. de l'estime générale , &c. ne sont certainement point exagérées , mais plutôt trop faibles quand je les compare avec le fond de la chose ; circonstances dont je n'ai jamais fait usage que pour la faire paroître à L. H. P. dans le même jour d'une maniere claire & telle qu'il m'a paru réellement. Les conséquences que j'ai tirées de ces sentimens universels des François pour la République , soit qu'elle veuille réaliser ces sentimens pour la conservation du Commerce & de la Navigation , en continuant de vivre avec eux sur le même pied d'amitié , soit qu'on change cette amitié en la haine la plus violente contre notre Nation , en détruisant la confiance que cette Cour met en la République : ces conséquences , dis-je , sont trop fondées sur la nature des choses mêmes , pour ne pas les voir vérifiées par l'événement.

Par ma dernière & respectueuse , j'ai parlé (à l'endroit qui commence

6°.

6°. Enfin , comme la nature , &c.) d'une appréhension qui ne me paraît pas même fondée. Desorte que je crains que la montre d'une médiation armée de la part de l'Etat , ne recule l'affaire de la pacification bien loin de l'avancer , & j'ai peur de plus en plus que l'évenement ne fasse que trop voir combien mes craintes étoient fondées ; car vous sçavez , Monsieur , combien les gens entreprenans sçavent , sous le masque de la grandeur d'ame , se prévaloir des forces humaines , & sur-tout de celles d'un Roi qui se sent jeune & puissant , & à l'esprit haut & élevé , pour s'emparer de son cœur ; & combien il est facile alors à ces ambitieux de faire passer la prudence & la modération même pour une foibleſſe honteuse & misérable.

M. de Chauvelin vient de précipiter la disgrâce à laquelle il devoit s'attendre après la mort de M. le Cardinal par une Lettre qu'il avoit écrite de Bourges le 4 ou le 5 de

ce mois au Roi , pour demander d'être rappelé de son exil. La Lettre étoit accompagnée d'un Mémoire dressé comme du tems qu'il étoit à Grosbois , pour prouver que M. le Cardinal n'étoit qu'un ignorant , & indiquer les moyens de mettre les affaires du Royaume sur un pied , qui , selon les idées de l'Auteur , s'accorderoit avec la gloire du Roi & la félicité de son Peuple. Ce Mémoire avoit si fort enflammé la colere du Roi , qu'il prit la résolution de le faire enfermer pour toujours dans une des plus affreuses Prisons du Royaume , mais tous les Ministres ayant intercéde auprès de S. M. quoique tous eurent éloignés d'avoir aucune amitié pour la personne de cet exilé , ils ont trouvé le moyen de flétrir le Roi , qui est naturellement bon & débonnaire , & leur intercession a prévalu.

Le Roi se livre , & de la meilleure grace du monde au travail , & fait voiren toute occasion son génie plein

de feu & ardent ; desorte que l'on croit plus que jamais que si jusqu'à présent les plaisirs de la vie l'ont un peu détourné des affaires , c'étoit uniquement l'effet de cette confiance entiere dont il honoroit son premier Ministre M. le Cardinal , & nullement d'une nonchalance qu'on se figuroit faussement lui être naturelle.

La satisfaction que toute la Nation en ressent est extrême , & les Ministres ne négligent aucune occasion d'en faire part au Roi , qui de son côté en témoigne une joye qui certainement n'est pas moins grande ; desorte qu'il paroît que les éloges que l'on donne à ses vertus , produiront dans ce Monarque les heureux effets qu'ils auront de coûtume de faire naître dans les cœurs vertueux & dans les véritables Héros , c'est-à-dire , dans ces hommes nés pour la vertu , & qui , plus ils la connoissent , plus ils la chérissent.

Tous les Généraux & Officiers

R ij

disen que si la guerre devient générale , cas que l'on croit devoir exister aussi tôt que L. H. P. feront agir une partie de leurs Troupes dans une guerre offensive contre l'Empereur , cette Cour n'aura plus d'autre parti à prendre que de transporter le théâtre de la guerre dans les Pays-Bas Autrichiens par le Siège de quelque Place , & tous soutiennent qu'une puissante diversion faite par cette Couronne en faveur de l'Empereur , seroit l'unique moyen de prévenir la ruine de ce Prince , & de l'empêcher de succomber sous la supériorité de ses ennemis.

Ce raisonnement prévaut d'autant plus ici , qu'il y a long-tems que l'on y est généralement dégoûté de continuer une guerre aussi ruineuse dans des Pays si éloignés.

Je dois ajouter encore , que petits & grands , en un mot toute la Nation , juge que la France ne peut ni ne doit point souffrir , à quelque prix que ce soit , que la Maison

(297)

d'Autriche s'agrandisse par l'acquisition des Etats de Baviere , ni qu'elle réussisse à faire monter le Grand Duc sur le Trône Impérial par la force des armes.

Je suis , &c.

Paris le 15 Février 1743:



LETTRE

Du même au même.

MONSIEUR,

Il me paroît absolument du service de l'Etat que je fasse le rapport de deux traits qui font juger du caractere du Roi , & servent à prouver la ressemblance du portrait que j'en ai tracé Il y a quelque tems à L. H. P. R iiij

Voici le premier : Le Roy ayant résolu de faire sentir son indignation au ci-devant Garde des Sceaux M^r. de Chauvelin , fit dire en même tems à tous ceux de sa famille , que cette disgracie ne les regardoit point ; que les fautes & les punitions étant personnelles , ils pouvoient s'assurer qu'ils auroient part à ses bienfaits comme ses autres Sujets , autant qu'ils s'en rendroient dignes en bien méritant du Public.

Le second est , que M^r. le Dauphin ayant fait éclater sa joye de ce que la feuille des Bénéfices avoit été confiée à son Précepteur l'ancien Evêque de Mirepoix , le Roi dit , qu'il étoit très-satisfait de la joye que son fils avoit témoignée , que c'étoit la marque d'un bon cœur , & que lui-même avoit toujours considéré de tels sentimens comme une des plus grandes vertus , puisqu'ils naiffoient d'un véritable amour pour le prochain.

La surprise du Public devient de jour en jour plus grande , à me-

sure que l'on répand dans les Gazzettes ou ailleurs , la disposition où l'Etat se trouve de prendre parti dans la guerre , pour contraindre l'Empereur & ses Alliés à une paix au gré de la Reine d'Hongrie.

Mais cela ne doit point paroître étonnant , puisque , comme je l'ai mandé souvent , on avoit attribué à L. H. P. des sentimens directement opposés à la guerre , à toute inimitié & voye de fait contre cette Couronne ; & je m'apperçois de plus en plus , que j'ai assez bien démêlé le caractère de cette Nation , quand je me suis imaginé que la douceur & l'amitié soutenue d'une conduite prudente , obtiennent assez facilement d'elle tout ce qui lui paraît juste , & qu'un vain étalage de voyes de forces ne sert qu'à changer la plus favorable disposition & l'amitié la plus cordiale , en la plus violente des inimitiés. Car outre que la Nature humaine se révolte généralement contre tout ce qui ressemble aux menaces , on peut

dire encore , que cette Nation fait consister le bien du Royaume dans la gloire de son Roy , & que par un mouvement véritablement naturel , cette maniere de penser & d'agir est devenue avec le tems le propre de chaque particulier.

J'ai eu occasion de voir M. le Prince de Grimbergen , Ministre Plénipotentiaire de l'Empereur , & comme je sens toujours vivement dans mon cœur la vérité de ce que j'ai mandé souvent à l'Etat , c'est-à-dire , que les Parties Belligérantes peuvent bien encore se porter de plus grands coups. , mais que pas une ne doit se figurer de rendre par-là ses conditions meilleures. Ainsi comme véritable ami de chaque Partie en particulier , & du genre humain en général , je ne perds aucune occasion de faire usage de cette autre vérité invariable , sçavoir , que la paix est le plus grand des biens pour tous les Etats , & la guerre le plus funeste de tous les maux.

Vou
quand
comba
ve al
Obseq
Mais
cela ,
que l
suites
plus
mes
vert
l'estin
leur
M.
paru
coup
& j'
plus
de c
du I
viro
leur
Rei
plus
cep
tion

Vous sçavez , Monsieur , que quand on a de fortes passions à combattre , l'expérience nous prouve alors la vérité de cette réflexion. *Obsequium amicos , veritas odium parit.* Mais je ne perds pas courage pour cela , n'ayant uniquement en vûë que le bien des autres , & plus les suites de la guerre se feront sentir , plus ma sincérité & la vérité de mes réflexions paroîtront à découvert , & attireront de plus en plus l'estime & l'amitié d'un chacun à leur Auteur.

M. le Prince de Grimbergen m'a paru dans cette conversation beaucoup plus animé que cy-devant , & j'aurois tort de dissimuler , que plus je réfléchis sur la fermentation de cette Nation , sur le caractere du Roy , & sur la flaterie qui environne le Trône ici comme ailleurs , plus j'appréhende que la Reine d'Hongrie ne se trouve déjà plus dès-aprésent dans le cas d'accepter ou de refuser des propositions qui eussent été à la bienféance

(162)

de sa Maison Archiducale uniquement pour ne pas déplaire à une troisième Puissance ; à quoi je pourrois ajouter plusieurs autres réflexions , si je n'en étois empêché par les résolutions de L. H. P. du 15 & du 22 Janvier , & j'avoue que d'un côté la crainte de leur déplaire , & de l'autre le zèle pour remplir mon devoir , & leur faire parvenir des rapports & des lumieres , qui dans cette crise d'affaires me paroissent de la dernière importance , me jettent dans un très-grand embarras .

Je suis , &c.

Paris le 18 Février 1743.



LETTRE

Du même au même.

MONSIEUR,

Les Enrollemens qui se font pour la Milice de cette Ville , ne laissent pas de causer de l'inquiétude aux gens du commun , parce que c'est une maniere inusitée , & que chacun craint pour soi . D'ailleurs on doute que le nombre dedix-huit cens hommes que je vous avois marqué comme le contingent de cette Ville , suffise ; & on croit qu'outre les trente mille hommes de Milice , il en faudra un plus grand nombre pour renforcer l'Armée de France en Baviere , & celle qui vient de sortir de Prague . En faisant la révision de l'état des

Troupes que j'ai communiqué à L. H. P. dans ma précédente très-soumise , je trouve celui de l'Infanterie assez exact, en comprenant parmi les cent vingt mille hommes dans lesquels consistoit l'Infanterie de ce Royaume avant la guerre , deux mille quatre cens Dragons , qui étoient alors sur pied. Mais le nombre de la Cavalerie ne se trouve pas si juste ; car il étoit avant la guerre de 23384 au lieu 20000 que j'avois marqué. Cette méprise est venue de ce que j'avois oublié d'y ajouter la Cavalerie de la Maison du Roy , & la Gendarmerie.

Je me rendis Lundi dernier à Versailles , selon la coutume que j'en ai prise depuis quelque tems , ne m'en trouvant pas assez le Mardi pour aller & revenir , & faire les affaires. J'y eus une conversation secrete avec quelques Seigneurs , & un d'entr'eux me dit : « Quoi ! » Seroit-il possible que les Etats » voulussent aux dépens du bien » & du sang de leurs Sujets , sa-

» tisfaire à la vengeance & à la paſſion de dominer d'une autre Puifſance ? » Je répondis que je ne ſçavois encore rien du tout des délibérations de l'Etat , mais qu'il me paroiffoit que la France y avoit assez donné ſujet. Sur quoi ce Seigneur me dit obligemment ; « Monſieur l'Ambaſſadeur , celui qui ſe mire dans un autre , ſe mire agréa-blement. » Enſuite il me dépeignit l'impossibilité où étoit la Reine d'Hongrie , humainement parlant , de faire quelque conquête sur l'Em-pereur , ou de lui enlever ſa Cou-ronne ; & de l'autre côté la même impossibilité pour l'Em-pereur d'en faire ſur cette Princesſe : le tout dans le même ſens que j'en ai écrit plusieurs fois à l'Etat. Après tout cela il me dit : » Je ne ſuis pas ſur-pris que l'Em-pereur & la Reine d'Hongrie tiennent ferme , dans l'idée que leurs espérances ſi diſ-férentes s'effectueront tôt ou tard , quelqu'impossible que cela soit ; car tous deux ſe laiffent em-

» porter par leur passion favorite ,
 » & alors la raison , quelque forte
 » qu'elle soit , a toujours le dessous.
 » Mais ce qui me surprend , c'est
 » qu'il se trouve des Princes , qui
 » sacrifient leur propre sûreté , leur
 » repos & leur bien être à les sou-
 » tenir dans ces vaines entreprises ,
 » sans qu'il puisse leur en revenir
 » aucun bien réel , pas même si el-
 » les réussissoient à forcer ou la Cour
 » de Vienne , ou celle de Franc-
 » fort à recevoir la loi. Ma ré-
 » ponse fut » que pour moi cela ne
 » me surprenoit pas du côté des
 » des Alliés de la Reine d'Hongrie
 » puisque la Maison d'Autriche
 » avoit toujours tâché de maintenir
 » l'équilibre de l'Europe contre les
 » les efforts de la France. » Sur quoi
 ce Seigneur repliqua : « Mon Dieu ,
 » est-il possible qu'on puisse abuser
 » ainsi des termes ? Car je vous dé-
 » clare de bonne foi que le main-
 » tien de cet équilibre a été la rai-
 » son formelle qui a engagé la Fran-
 » à soutenir l'Empereur dans ses

» prétentions sur la succession du
» feu Empereur Charles VI. parce
» que nous croyons ici que le susdit
» équilibre seroit entierement dé-
» truit surtout par rapport à la li-
» berté , & l'indépendance des Prin-
» ces de l'Empire du Corps Ger-
» manique , si la Couronne Impé-
» riale avoit été rendue héréditaire
» dans la ligne féminine de la Mai-
» son d'Autriche qui auroit tou-
,, jours continué à s'agrandir par
,, des mariages ou autrement , &
,, ajouté par-là de nouveaux Etats
,, à ses Domaines déjà si étendus . , ,
Enfin , nous discourûmes de la saine
politique , par opposition à ces ter-
reurs paniques & à ces fausses pré-
voyances qu'on honore souvent ,
quoique très-mal-à-propos , du spé-
cieux nom de prudence ; & à ce su-
jet il me dit , qu'il avoit toujours
regardé la définition suivante com-
me la plus propre à caractériser un
homme qui mérite à juste titre le
nom de vrai Politique. C'est , dit-
il , celui qui est honnête homme ,

versé dans l'Histoire , en Jurisprudence , surtout dans le Droit des Gens , entendant bien l'état présent des affaires autant du dehors que du dedans , & surtout connoissant l'humeur des différentes Nations , & leur façon de penser. Il ajouta qu'il avoit toujours trouvé que les heureux succès dont cette connoissance étoit suivie , & qui caractérisoit un tel Politique , étoit :

1. De ne chercher que lui-même dans lui-même , & par-là de faire moins d'attention à ce que les autres font ou peuvent faire , qu'à ce que nous sommes obligés de faire nous mêmes pour parvenir à notre bonheur.

2°. De considerer la paix comme le plus grand bien pour tous les Pays & Etats , & la guerre au contraire comme le plus grand mal.

3°. De n'estimer rien pour utile & bon , qui ne soit en même tems juste & honnête.

Enfin , de ne souhaiter d'être heureux , & surtout de ne pas le

devenir aux dépens d'un tiers.

Cette personne finit en me disant , que cette politique nous étoit dictée par le Saint Esprit lui-même , aux Proverbes Chap. XIV. v 34- comme étant cette justice qui élève une Nation , & qu'un Politique comme celui qu'il venoit de définir , lui paroiffoit parfaitement en sûreté contre toute spécieuse séduction , tous périls imaginaires & à craindre de la part des dévots & hypocrites. Qu'il reconnoissoit cependant qu'une unité parfaite avec soi-même & une constante égalité est comme au-dessus de l'homme. Mais que puisque chaque heure de notre vie , pour ainsi dire , nous démontre l'imperfection & la foiblesse de notre jugement , comme aussi le danger éminent auquel nous sommes exposés à tous momens , il faut donc nous armer & fortifier contre ces obstacles , afin de n'être pas détournés du vrai chemin , ni entraînés par nos passions , qui prévalent toujours sur notre raison.

S

Ces réflexions m'ont paru si judicieuses & si importantes dans la conjoncture présente , que j'ai crû qu'il étoit de mon devoir d'en faire rapport à l'Etat.

Dans la conversation que j'eus le même jour & le suivant avec M. Amelot & les autres Ministres de cette Cour , il m'a paru que l'espérance renaissoit , & augmentoit ici de pouvoir conserver la paix & l'amitié entre la République & la France. Il me semble pourtant qu'on me parle avec moins d'ouverture & de franchise que cy-devant , soit par rapport à l'état présent & incertain des affaires , soit qu'on se garde soigneusement de ne rien dire qui puisse être interprété par la République , soit encore qu'on ne veuille pas me faire courir aucun risque de déplaire à L. H. P. par mes rapports.

Je me suis pourtant clairement apperçu qu'on fait toujours un aussi grand cas de l'amitié de la République , qu'on en ait jamais fait

ci-devant ; & que le desir de cette Cour pour le rétablissement de la tranquillité publique de l'Europe , n'est pas moins sincere qu'on l'a prouvé être tel il y a huit mois , tant par des actions que de l'aveu même de la Reine de Hongrie.

De ce que dessus il paroît que le changement dans les dispositions pacifiques de cette Cour, lequel j'avais craint pour les raisons alléguées dans ma précédente très-soumise du 18 du courant à la période commençant , *le susdit Prince de Grimbergen*, est jusqu'ici entièrement sans fondement ; & ce qui le prouve , c'est que Messieurs les susdits Ministres m'ont de nouveau témoigné les mêmes sentimens dont j'ai déjà donné connoissance à l'Etat dans ma Dépêche très-soumise du 8 du courant à la période qui commence , *Dans cette conversation il m'a de rechef paru*. D'ailleurs , je me persuade de plus en plus de la vérité de la seule raison pourquoi la France ne fait pas elle-même des pro-

positions pour le rétablissement de la Paix entre l'Empereur & la Reine de Hongrie , sur le pied de l'*uti possidedis* , raison déduite dans ma Lettre du 31 Décembre dernier à la période 1°. *Que cette Cour avoit donné assez clairement à entendre , &c.*

Un des Ministres de cette Cour me parla de l'équilibre de l'Europe à peu près dans les mêmes termes comme ci-devant , & y ajouta que , selon lui , c'étoit une grande preuve contre le malheureux état de la nature humaine , que depuis le commencement de ce siècle on eût commencé à abuser du nom d'une chose qui n'auroit jamais dû servir qu'à assurer la tranquillité générale de l'Europe , & qu'on ne l'ait eu à la bouche que pour causer & faire durer la plus terrible guerre , à la désolation de tant de Pays & Etats , & à la destruction des forces mutuelles des Parties Belligerantes; comme plusieurs siècles auparavant , le nom sacré de la Religion avoit servi aux mêmes fins;

quoique réellement , & en effet elle ne dicte que la charité & l'amitié , & que d'elle doive naître la paix même.

On dit que les Troupes de la Maison du Roi ont ordre de se tenir prêtes à marcher pour le 15 du mois prochain , & il n'y a plus personne qui doute que les Pays-Bas Autrichiens ne deviennent le Théâtre d'une terrible Tragédie , si la guerre devient générale.

Les Régens du Pays de Valois ont refusé à l'Infant Don Philippe le passage par leur Pays pour l'Italie. Ce refus n'a pourtant passé qu'à la pluralité de deux voix , & les Suisses leurs Confédérés assemblent un Corps de huit mille hommes pour se joindre audit Gouvernement , & fermer à l'Infant le passage par ces Montagnes , lequel on s'imagine qu'il voudroit prendre par force.

M. l'Ambassadeur d'Espagne a reçu la nouvelle que le Général de Gages avoit passé le Panaro le 2 de

ce mois. Cependant je n'en scâis pas encore les circonstances , parce que je n'ai pû parvenir à parler à cet Ambassadeur. Car je trouve que son amitié pour moi est beaucoup refroidie , apparemment à cause de mes dispositions pacifiques & toutes opposées à celles de sa Cour.

On dit que M. le Comte de Saxe est chargé d'une commission importante de la part du Maréchal de Broglio. C'est de démontrer de bouche au Roi la nécessité absolue de rappeller incessamment les Troupes de la Baviere , ce que lui Maréchal avoit déjà plusieurs fois représenté par écrit , mais infructueusement. Il est certain que ce Comte a déjà eu deux Audiences de Sa Majesté.

Le Roi se livre de plus en plus aux affaires , de façon qu'il travaille tous les jours plusieurs heures avec ses Ministres & ses Généraux , par où S. M. se gagne de plus en plus le cœur de son Peuple , aussi-bien que par ses manières gracieuses.

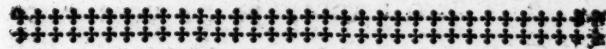
(215)

S. M. a déclaré hier une nombreuse promotion d'Officiers Généraux, à sçavoir de quatorze Lieutenants Généraux & soixante-douze Brigadiers.

Le Maréchal de Belle-Isle qu'on suppose déjà arrivé à Mets , y aura reçu par un Courier , ordre du Roi de différer son voyage pour Paris.

Je suis , &c.

Paris ce 22 Février 1743.



LETTER

Du même au même.

MONSIEUR,

Le Ministre de Genève à cette Cour m'a remis la Lettre ci-jointe

que les Régens de cette Ville m'ont écrite, pour me témoigner leur reconnoissance des bons offices que j'ai tâché de leur rendre dans la circonstance présente, en conséquence des Ordres de L. H. P.

J'ai fait réponse à cette Lettre en termes convenables & conformes au véritable intérêt que l'Etat prend à ce qui concerne cette République.

Le bruit court de nouveau, & plus fort que jamais, d'une négociation entre les Cours de Madrid & de Turin : mais je ne vois pas pourtant aucune raison pour y ajouter plus de foi à présent que je n'ai fait auparavant. Les raisons qui la rendent vraisemblable sont les mêmes que j'ai communiqué à l'Etat dans mes Lettres des 14 & 17 Janvier dernier à la période qui commence : Je *sçais à n'en pas douter*, que la Cour de Turin, &c. lesquelles raisons d'aggravation pour la Cour de Turin subsistent encore, à ce qu'on dit généralement, sans qu'on

y ait apporté aucun remede. Joignez-y , Monsieur , les raisons comprises dans ma Dépêche du 21 suivant , à la période , *ceci nous fournit une nouvelle raison.* Car le dessein de la Cour d'Angleterre de lever douze mille Suisses , pour assister le Roi de Sardaigne n'est pas envisagé comme un assez prompt & suffisant reméde , eu égard aux raisons suivantes.

1°. Parce que les nombreuses levées qu'on a faites de tous côtés en Suisse dans la conjoncture présente , ont tellement épuisé ce Pays , qu'il faudroit beaucoup de tems pour y enrroller ces douze mille hommes.

2°. Parce que l'élite des Officiers & Soldats est déjà enrollée ; de sorte que ce qui reste ne répondroit pas à la grande idée qu'on a de la valeur des Troupes de cette Nation.

3°. Enfin , parce le Roi de Sardaigne vient d'éprouver lui-même la grande désertion à laquelle sont sujettes ces Troupes , lorsqu'el-

les sont ramassées sans choix.

Comme j'ai dépeint à l'Etat dans quelques-unes de mes précédentes avec autant d'exactitude qu'il m'a été possible , le caractère du Roi & de ses Ministres , j'ajouterai seulement aujourd'hui , que M. le Comte de Maurepas , si renommé pour ses connaissances & sa longue expérience dans les affaires de la Marine qui sont de son département , possède aussi parfaitement le droit des Gens & les Mathématiques. Ce Ministre a le jugement sain & aime beaucoup le travail. M. Amelot revêtu depuis plus de six ans de la Charge de Secrétaire d'Etat au département des affaires Etrangères , s'est acquis par-là une grande connoissance des intérêts des Princes , du caractère des Peuples & de leur maniere de penser. S. Ex. est particulierement versée dans l'Histoire ancienne & moderne , & de plus , il s'est orné l'esprit par une très-gran, de connoissance des Belles - Lettres pour lesquelles il a un goût infini.

(219)

M. d'Argenson est aussi un personnage de beaucoup de sçavoir en tous genres d'études , il a le juge-
ment très-net , & comme il s'ap-
plique extraordinairement , on ne
doute point que dans peu il ne se
distingue autant dans la Charge de
Secretaire d'Etat au Département
des affaires de la guerre , qu'il l'a
toujours fait dans les différens &
grands Emplois dont il a déjà été
revêtu.

Tous les Ministres de cette Cour
m'ont toujours paru avoir les mê-
mes sentimens au sujet du vérita-
ble intérêt qu'à la France dans la
conservation & la prospérité de la
République , comme aussi dans le
maintien & l'accroissement de l'a-
mitié mutuelle que feu M. le Car-
dinal a toujours eue , & qu'il a con-
tamment démontrée avoir par tou-
tes ses actions.

Je dois ajouter ici encore ce qui
suit , autant pour démontrer la
magnanimité de ces Ministres , que
leur parfaite connoissance & mon-

T ij

intégrité. C'est que nonobstant qu'il paroisse vraisemblable que la séduisante tentation de la guerre a beaucoup opéré sur eux ; cependant je n'ai jamais pu remarquer que quand je leur ai montré des sentimens entierement opposés aux leurs , cela ait jamais causé aucun refroidissement , ni altéré l'estime & l'affection qu'ils avoient pour moi.

Je reçois dans ce moment la Lettre ci-jointe du Sieur de Brower Consul à Livourne , dattée du 11 du courant , par laquelle L. H. P. verront que le passage du Panaro par les Espagnols sous le Général Comte de Gages a eu des suites très-désavantageuses pour les affaires de la Reine de Hongrie en Italie. Ce qui me fait ressouvenir de la Fable des Chiens , insérée dans ma très-soumise du 28 du mois de Janvier dernier à la période qui commence : *Et finalement que tandis que la Cour de Vienne , &c. & je souhaiterois de tout mon cœur que la vérité*

vérité représentée par cette Fable ne soit pas vérifiée encore dans ce tems , comme elle l'a été si souvent ci-devant.

On dit que l'Infant D. Philippe se met de son côté en état de tenter le passage par les Montagnes , pour tomber dans le Milanès , mais cela est regardé comme infaisable .

J'en étois là lorsque j'ai reçu la résolution de L. H. P. du 15 du courant , par laquelle elles trouvent à propos , pour les raisons mentionnées dans ladite résolution , que je serai averti de ne plus ajouter dorénavant mes sentimens particuliers , & mes avis aux Relations que j'envoyerai . Je m'y conformerai avec obéissance . Je demande seulement très-humblement permission de faire ressouvenir L. H. P. de la maniere la plus soumise que j'ai l'honneur d'avoir séance dans leur illustre Assemblée , comme membre d'icelle , & Député (*medegecommitede* de L. N. & G. P. N. S. les Etats de Hollande ,

O iii

& que mes Relations n'ont jamais eu d'autre but que de communiquer à L. H. P. tout ce qui pouvoit venir à ma connoissance , & que je croyois pouvoir concerner les intérêts de l'Etat directement ou indirectement , ne me souvenant pas que j'aye ajouté à mes Relations mon sentiment particulier , excepté seulement par rapport aux conséquences qui me paroissoient résulter naturellement & nécessairement des choses , eu égard à la disposition des esprits de cette Cour & à la nature de ses affaires. Il est vrai aussi que depuis le commencement de mon Ambassade jusqu'à ce moment , j'ai toujours souhaité de cœur & d'ame , que mes sincères & fidèles Relations pussent servir à écarter & chasser toutes sinistres interprétations & méfiances , & être des moyens benis par le Tout-Puissant , pour fixer , assurer & augmenter l'amitié mutuelle entre cette Cour & la République , & ainsi aider au

maintien & à l'assurance de la précieuse paix pour l'Etat.

Cependant je m'affligerois davantage , s'il m'étoit possible de penser (je le dis avec humilité) que je connusse le moindre danger , que ces souhaits constans , quelques ardents & zélés qu'ils puissent être , fussent quelque jour à ma charge , & pris en mauvaise part. Car j'ai toujours cru que les choses mêmes pour l'accomplissement desquelles ces relations & réflexions servoient , étoient une des principales causes de mon Ambassade à cette Cour , comme aussi très - conformes aux ordres de L. H. P.

Cependant , tandis que je me regarde comme infiniment malheureux d'avoir pû donner occasion de plaintes , avec la meilleure intention du monde , & en travaillant avec le plus d'assiduité & de fidélité qu'il m'étoit possible , d'avoir déplu à L. H. P. soit par défaut de jugement , soit par manque de connoissance ou autrement. Je ne

laisse pas cependant de mettre ma confiance dans la haute sagesse de L. H. P. & dans leur justice , toujours également parfaites , parce que ma bonne conscience me rassure & me persuade que leur indignation à mon égard ne pourra jamais avoir lieu , pour les raisons prononcées par le Saint-Esprit lui-même aux Proverbes , cap. 17. vers. 26. & aussi parce que mon obéissance sera toujours parfaite & sans aucune exception.

On m'a aussi remis dans le même moment que j'ai reçu la susdite résolution de L. H. P. l'Extrait qui y étoit joint d'une Lettre de Milan adressée à un homme de distinction de la même Ville , nommé le Marquis d'Alorio ; laquelle Lettre se trouve fabriquée à Paris.

On m'a dit que les Lettres de Basle du 17 du courant portoient , que celles qui y étoient arrivées de l'Armée Autrichienne en date du 8 , confirmoient non-seulement la nouvelle de l'avantage que les Trou-

(225)

Troupes Autrichiennes & Piémontoises avoient remporté deux jours auparavant sur les Espagnols , selon l'avis déjà donné ; mais qu'elles ajoûtoient que la bataille s'étoit livrée entre Solaro & Camposancto , & que les Vainqueurs étoient à la poursuite des Vaincus.

On dit à présent que les ordres envoyés il y a quelques jours au Maréchal de Belle-Isle , pour l'empêcher de poursuivre son voyage jusqu'ici , n'ont eu d'autre raison que de le faire rester encore un peu de tems à Francfort où sa présence étoit nécessaire pour le service de sa Cour.

M. le Dauphin s'est trouvé un peu indisposé avant hier ; & on remarque que les violens rhumes qui ont régné pendant quelque tems en Italie , commencent à se faire sentir ici.

Je suis , &c.

Paris le 25 Février 1743.

F I N.

laisse pas cependant de mettre ma confiance dans la haute sagesse de L. H. P. & dans leur justice , toujours également parfaites , parce que ma bonne conscience me rassure & me persuade que leur indignation à mon égard ne pourra jamais avoir lieu , pour les raisons prononcées par le Saint-Esprit lui-même aux Proverbes , cap. 17. vers. 26. & aussi parce que mon obéissance sera toujours parfaite & sans aucune exception.

On m'a aussi remis dans le même moment que j'ai reçu la susdite résolution de L. H. P. l'Extrait qui y étoit joint d'une Lettre de Milan adressée à un homme de distinction de la même Ville , nommé le Marquis d'Alorio ; laquelle Lettre se trouve fabriquée à Paris.

On m'a dit que les Lettres de Basle du 17 du courant portoient , que celles qui y étoient arrivées de l'Armée Autrichienne en datte du 8 , confirmoient non-seulement la nouvelle de l'avantage que les Trou-

(225.)

Troupes Autrichiennes & Piémontoises avoient remporté deux jours auparavant sur les Espagnols , selon l'avis déjà donné ; mais qu'elles ajoutoient que la bataille s'étoit livrée entre Solaro & Camposancto , & que les Vainqueurs étoient à la poursuite des Vaincus.

On dit à présent que les ordres envoyés il y a quelques jours au Maréchal de Belle-Isle , pour l'empêcher de poursuivre son voyage jusqu'ici , n'ont eu d'autre raison que de le faire rester encore un peu de tems à Francfort où sa présence étoit nécessaire pour le service de sa Cour.

M. le Dauphin s'est trouvé un peu indisposé avant hier ; & on remarque que les violens rhumes qui ont régné pendant quelque tems en Italie , commencent à se faire sentir ici.

Je suis , &c.

Paris le 25 Février 1743.

F I N.



LISTE Des Pièces contenues dans ce Volume.



1741.

5 Mai.

1 *L* Ettre de Son Ex.
M. Van Hoey,
Ambassadeur d'Hol-
lande à la Cour de
France, écrite à M.
Fagel, Greffier des
Etats Généraux, P. 1

23 Juin.

2 Lettre du même au mê-
me, 6

23 Juin.

3 Lettre du même au mê-
me, 13

30 Décemb.

4 *Instruction de L. H. P.*
les Etats Généraux à
Monsieur Van Hoey,
leur Ambassadeur, 20

1742.

18 Janv.

5 Réponse de M. le C. de
Fleury à M. l'Ambas-
sadeur Van Hoey, 28

L I S T E.

16 Février. 6 Lettre de M. Van Hoey
à M. Fagel , 31

22 Février. 7 Lettre du même au mê-
me , 38

21 Février. 8 Réponse de M. le C. de
Fleury à M. Van Hoey
relative à la précédente
Lettre , 46

1 Avril. 9 Lettre de M. le C. de
Fleury à M. Van Hoey ,
49

11 Juin. 10 Lettre de M. Van Hoey
à M. Fagel , 52

18 Juin. 11 Lettre du même au mê-
me , 57

5 Nov. 12 Mémoire de ce qui a été
inséré dans une Relation
de M. Van Hoey , 61

10 Déc. 13 Lettre de M. Van Hoey
à L. H. P. 63

13 Déc. 14 Lettre de M. Van Hoey
à M. Fagel , 70

27 Déc. 15 Du même au même , 78

1743.

4 Janv. 16 Au même , Pag. 88

11 Janv. 17 Au même , 95

L I S T E.

18 Janv.	1743.	18 Lettre de M. Van Hoey à M. Fagel,	111
21 Janv.	19	Au même,	122
25 Jauv.	20	Au même,	128
1 Fév.	21	Au même ,	138
4 Fév.	22	Au même ,	155
8 Fév.	23	Au même ,	164
11 Fév.	24	Au même ,	176
15 Fév.	25	Au même ,	190
18 Fév.	26	Au même ,	197
22 Fév.	27	Au même ,	203
25 Fév.	28	Au même ,	215





